



COMMUNE DE SAINT~GORGON~MAIN

ÉLABORATION DE LA CARTE COMMUNALE



1A. RAPPORT DE PRÉSENTATION ÉTAT INITIAL

APPROBATION



**Bureau
Natura**

Environnement
Urbanisme



<p>Vu pour être annexé à notre arrêté ou délibération en date de ce jour,</p> <p>Le 27 Février 2020,</p> <p>Le Maire,</p>	<p>Élaboration prescrite le :</p>	<p>26 Mai 2014</p>
	<p>Arrêté d'enquête publique du :</p> <p>Enquête publique du :</p> <p>au :</p>	<p>30 Octobre 2019</p> <p>22 Novembre 2019</p> <p>23 Décembre 2019</p>
<p>Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du,</p> <p>Le Maire,</p>	<p>Approuvée le (commune) :</p>	<p>27 Février 2020</p>
	<p>Approuvée le (préfet) :</p>	<p>23 juin 2020</p>



Partie 1 - État initial



Sommaire

AVANT – PROPOS.....	4
I. CONTEXTE PHYSIQUE.....	8
A. Présentation de la commune.....	8
B. Contexte physique de la commune.....	15
1. Le climat.....	15
2. La topographie et le contexte morphologique.....	16
3. La géologie et la géomorphologie.....	18
3.1 Contexte physique.....	18
3.2 Risques géologiques et sismiques.....	18
3.3 Risques naturels divers.....	24
4. L'hydrographie et l'hydrologie.....	25
4.1 Eaux superficielles.....	25
4.2 Eaux souterraines.....	29
4.3 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.).....	31
4.4 Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.....	33
4.5 Les contrats de milieux.....	34
C. Les milieux naturels.....	35
1. Les inventaires et protections réglementaires.....	35
1.1 La ZNIEFF de Type I Le Crêt Monniot.....	37
1.2 Les zones humides.....	39
1.3 Inventaire des espèces présentes.....	42
2. Descriptif des grands ensembles naturels.....	43
1.1 Présentation générale.....	43
2.1 Espaces agricoles, zones de prairie permanente et pâtures.....	45
2.2 Les massifs boisés.....	47
2.3 Les espaces anthropisés et leurs abords.....	48
2.4 Conclusion.....	49
3. Hiérarchisation écologique des milieux.....	50
4. Les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité.....	53
4.1 Contexte général – le S.R.C.E. (Schéma Régional de Cohérence Écologique).....	53
4.2 L'expression locale de la trame verte et bleue.....	54
4.3 Conclusion.....	59
D. Les paysages.....	60
1. Généralités.....	60
2. Les unités paysagères.....	63
2.1 Les espaces urbanisés (espaces bâtis anciens et récents et espaces d'activités).....	64
2.2 Les monts non boisés.....	72
2.3 Les espaces agricoles.....	74
2.4 Les espaces forestiers.....	76
3. Les éléments discordants.....	78
4. Sensibilité et mesures de protection.....	78
5. Conclusion.....	78
E. Le patrimoine.....	80
1. Monuments historiques, sites.....	80
2. Le petit patrimoine et les éléments patrimoniaux.....	81
3. Les sites archéologiques.....	85



II. DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNE	87
A. La population	87
1. Evolution démographique	87
2. Structures de la population	88
2.1 Structures par âges	88
2.2 Structure des ménages	88
3. Situation et évolution du parc de logements	89
4. Statut d'occupation	91
B. Population active et migrations alternantes	92
C. Les activités humaines	96
1. Les entreprises	96
2. Le tourisme	97
3. L'agriculture	98
3.1 Généralités	98
3.2 Autres données agricoles	99
4. Les bois et forêts	106
D. Réseaux, infrastructures, équipements et services	107
1. Réseaux	107
1.1 Eau potable	107
1.2 Assainissement	109
2. Collecte et traitement des ordures ménagères	114
3. Défense contre l'incendie	114
4. Informations diverses – risques technologiques	116
5. Déplacements, infrastructures et voies de communications	118
5.1 Principaux axes	118
5.2 Ouvrages de transport d'énergie électrique	119
5.3 Sécurité, bruit, contraintes liées aux infrastructures	122
5.4 Transports collectifs et déplacements doux	124
5.5 Inventaire des capacités de stationnement	127
6. Réseaux numériques, technologies de l'information et de la communication	128
7. Les équipements et services	130
8. Énergie, air, climat	132
8.1 Consommation d'énergie par habitant	132
8.2 Production d'énergies renouvelables	132
8.3 Émissions de gaz à effet de serre	133
8.4 Qualité de l'air	135
E. Contraintes et normes supra-communales, informations diverses	136
1. Le Schéma de Cohérence Territoriale	136
2. Les servitudes d'utilité publiques (S.U.P.)	136
3. Le Schéma Régional Climat Air Énergie (S.R.C.A.E) et le Schéma Régional Éolien (S.R.E.)	136
4. La loi «Montagne» du 9 janvier 1985	137
F. Consommation foncière au cours de la décennie écoulée	139
1. Méthode	139
2. Analyse	139
G. Conclusion : enjeux, atouts et contraintes	143



AVANT — PROPOS

Rappel de quelques dispositions du Code de l'urbanisme

Article L101-1

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L101-2

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Article L160-1

Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu et de carte communale qui ne sont pas dotés d'un plan local d'urbanisme, peuvent élaborer une carte communale.

Article L161-3

La carte communale respecte les principes énoncés aux articles L. 101-1 et L. 101-2.

Elle est compatible avec les documents énumérés à l'article L. 131-4.

Article L131-4

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Article L161-4

La carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Article L163-1



En cas de création d'une commune nouvelle, les dispositions des cartes communales applicables aux anciennes communes restent applicables.
Elles peuvent être révisées jusqu'à l'approbation d'une carte communale ou d'un plan local d'urbanisme couvrant l'intégralité du territoire de la commune nouvelle.

Article L163-2

En cas de création d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, y compris lorsqu'il est issu d'une fusion, ou de modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent ou de transfert de cette compétence à un tel établissement public, les dispositions des cartes communales applicables aux territoires concernés restent applicables.
Elles peuvent être révisées selon les procédures prévues au présent chapitre.

Article L163-3

La carte communale est élaborée à l'initiative de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu et de carte communale.
L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au premier alinéa peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'une carte communale, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion, ou du transfert de cette compétence. Il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence.
La commune nouvelle compétente en matière de carte communale peut décider d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'une carte communale applicable sur le territoire des anciennes communes qui aurait été engagée avant la date de création de la commune nouvelle. La commune nouvelle se substitue de plein droit aux anciennes communes dans tous les actes et délibérations afférents aux procédures engagées avant la date de sa création.

Article L163-4

La carte communale est soumise pour avis à la chambre d'agriculture et à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Article L163-5

La carte communale est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Article L163-6

A l'issue de l'enquête publique, la carte communale, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvée par le conseil municipal ou par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent.

Article L163-7

La carte communale est transmise par le maire ou par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à l'autorité administrative compétente de l'État. Celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour l'approuver. A l'expiration de ce délai, l'autorité administrative compétente de l'État est réputée avoir approuvé la carte.
La carte approuvée est tenue à disposition du public.

Article L163-8

La carte communale est révisée dans les conditions définies par les articles L. 163-4 à L. 163-7 relatifs à l'élaboration de la carte communale.
Toutefois, le projet de révision n'est soumis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers que s'il a pour conséquence, dans une commune située en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé, une réduction des surfaces des secteurs où les constructions ne sont pas admises, mentionnés à l'article L. 161-4.

Article L163-9

La carte communale peut faire l'objet d'une rectification d'une erreur matérielle.
Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.

Article R163-3

En application de l'article L. 163-4, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers rend son avis au plus tard deux mois après la transmission du projet de carte par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent. A défaut, cet avis est réputé favorable.

Article R163-6

A compter du 1er janvier 2020, la mise à disposition du public de la carte communale approuvée s'effectue par publication sur le portail national de l'urbanisme prévu à l'article L. 133-1 selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

**Article R161-1**

La carte communale comporte, outre les éléments prévus par l'article L. 161-1, des annexes, et, s'il y a lieu, l'étude prévue à l'article L. 111-9 et, en zone de montagne, l'étude prévue au 2° de l'article L. 122-14 et l'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au 1° de l'article L. 122-12.

Article R162-2

Les documents graphiques sont opposables aux tiers.

Article R161-2

Le rapport de présentation :

- 1° Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;
- 2° Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 101-1 et L. 101-2, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées et justifie, en cas de révision, les changements apportés, le cas échéant, à ces délimitations ;
- 3° Évalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Article R161-3

Outre les éléments prévus par l'article R. 161-2, lorsque la carte communale doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, le rapport de présentation :

- 1° Expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique et décrit l'articulation de la carte avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels elle doit être compatible ou qu'elle doit prendre en considération ;
- 2° Analyse les perspectives de l'évolution de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre de la carte ;
- 3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption de la carte sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;
- 4° Expose les motifs de la délimitation des secteurs, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique de la carte ;
- 5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement ;
- 6° Rappelle que la carte fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation ou de sa révision. Il définit des critères, indicateurs et modalités qui devront être retenus pour suivre les effets de la carte sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- 7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance de la carte communale, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

En cas de révision de la carte communale, le rapport de présentation est complété, le cas échéant, par l'exposé des motifs des changements apportés.

Le rapport de présentation peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.



" On n'hérite pas la terre de nos ancêtres, on l'emprunte à nos enfants"
citation attribuée à Antoine de St Exupéry

I. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



I. CONTEXTE PHYSIQUE

A. Présentation de la commune

Saint-Gorgon-Main est une commune de la région Bourgogne-Franche-Comté, située dans le département du Doubs. C'est un village situé sur la RN57 qui relie Besançon à Pontarlier, dans un relief de combes boisées, à 14 km au nord de Pontarlier.

Saint-Gorgon-Main compte 289 hab. en 2018¹ sur un territoire communal d'une superficie de 793 hectares.

Saint-Gorgon-Main appartient à la Communauté de communes de Montbenoît, qui regroupe 16 communes pour un total de 7642 habitants.

Saint-Gorgon-Main a un poids démographique de 3,80 % au sein de cet ensemble. Elle fait partie des communes de petite taille de l'intercommunalité.

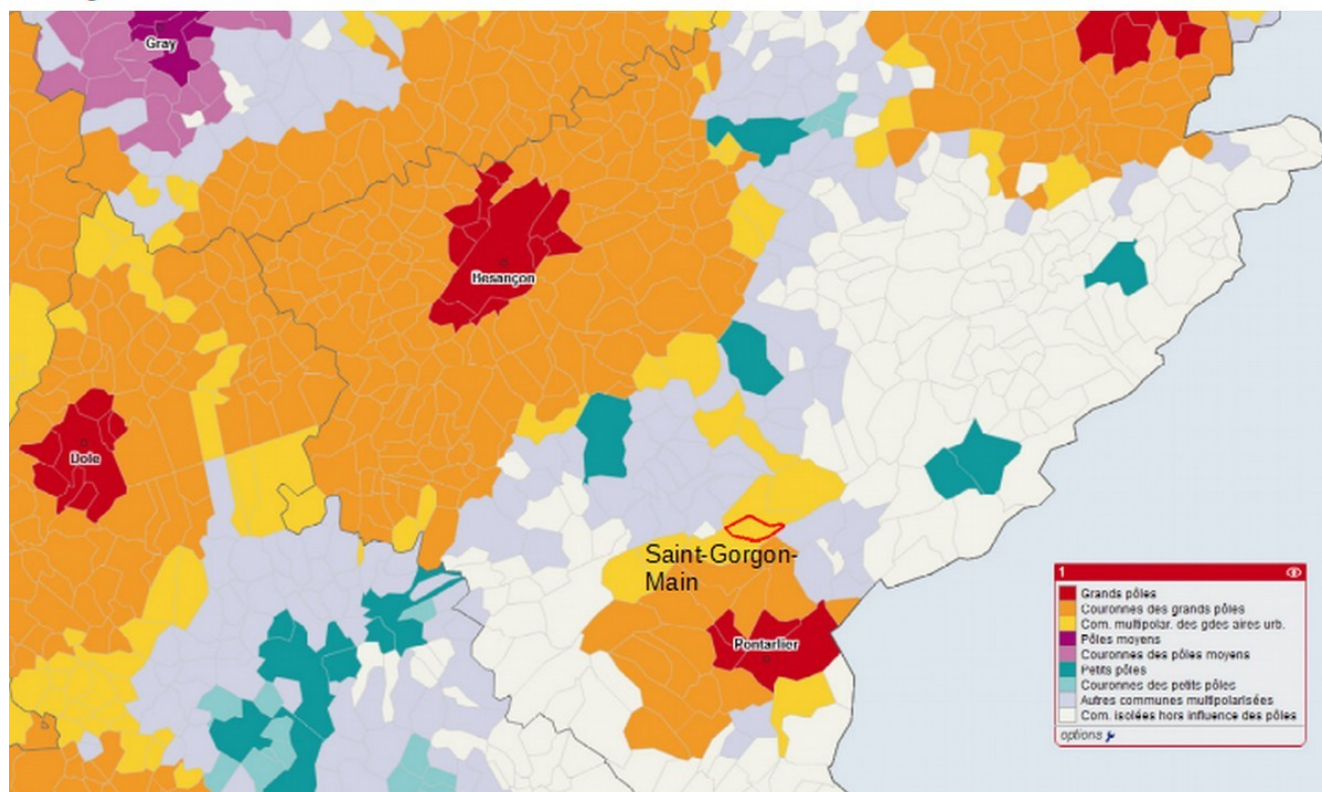
La commune est incluse dans le périmètre du SCOT du Pays du Haut-Doubs, en cours d'élaboration, et qui est porté par le Syndicat Mixte du Pays du Haut-Doubs, créé en 2016. Elle n'est concernée ni par un Plan Local de l'Habitat (P.L.H.) ni par un Plan de Déplacement Urbain (P.D.U.).

nom_membre	ptot_2018	pmun_2018	%
Arçon	833	820	10,97 %
Arc-sous-Cicon	689	676	9,04 %
Aubonne	243	239	3,20 %
Bugny	219	218	2,92 %
Gilley	1650	1615	21,60 %
Hauterive-la-Fresse	225	219	2,93 %
La Chaux	505	497	6,65 %
La Longeville	798	778	10,41 %
Les Alliés	146	142	1,90 %
Maisons-du-Bois-Lièvremont	789	770	10,30 %
Montbenoît	412	397	5,31 %
Montflovain	102	100	1,34 %
Ouhans	380	373	4,99 %
Renédale	44	41	0,55 %
Saint-Gorgon-Main	289	284	3,80 %
Ville-du-Pont	318	307	4,11 %
Total	7642	7476	100,00 %

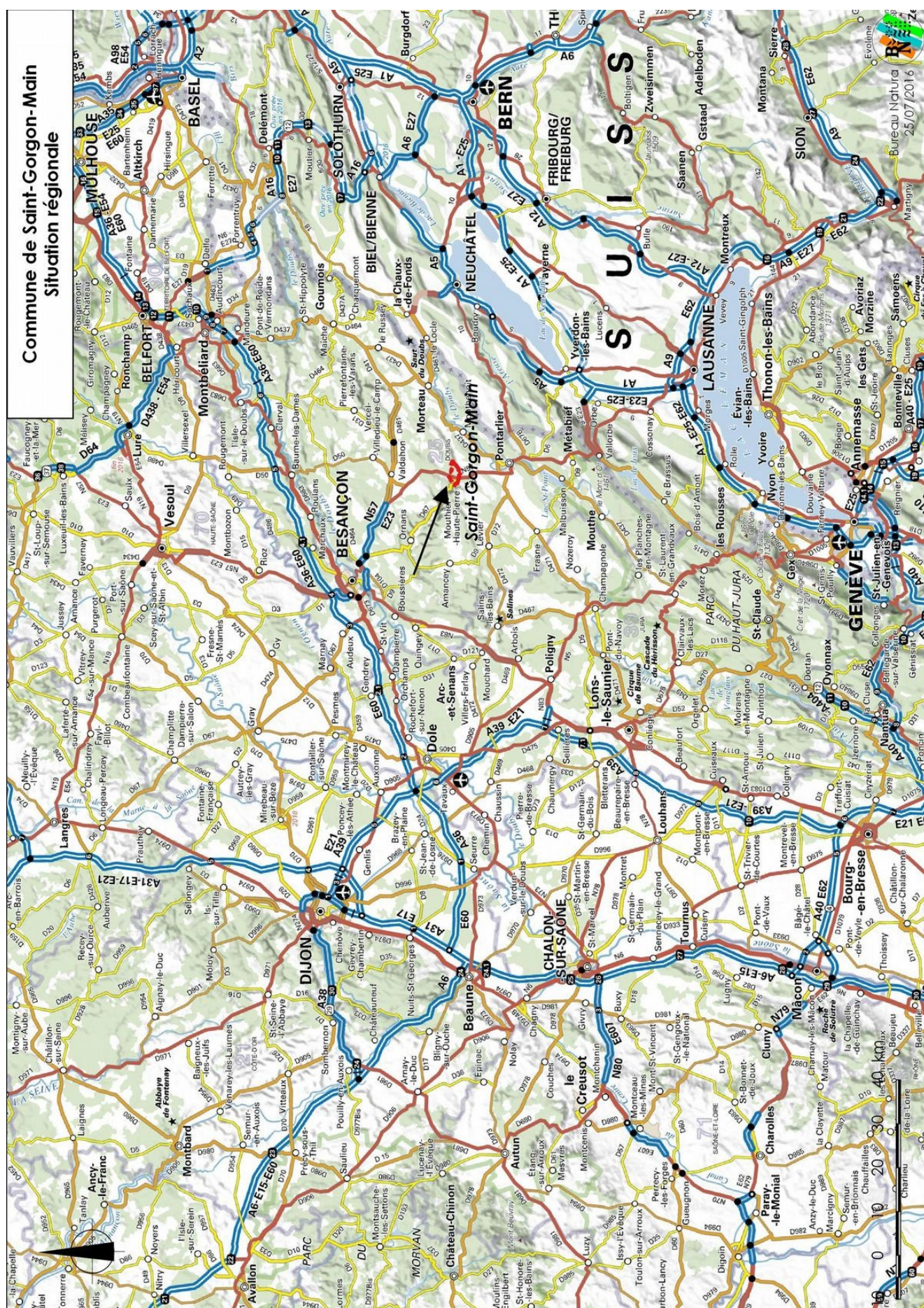
¹Population totale 2018 – source DGCL



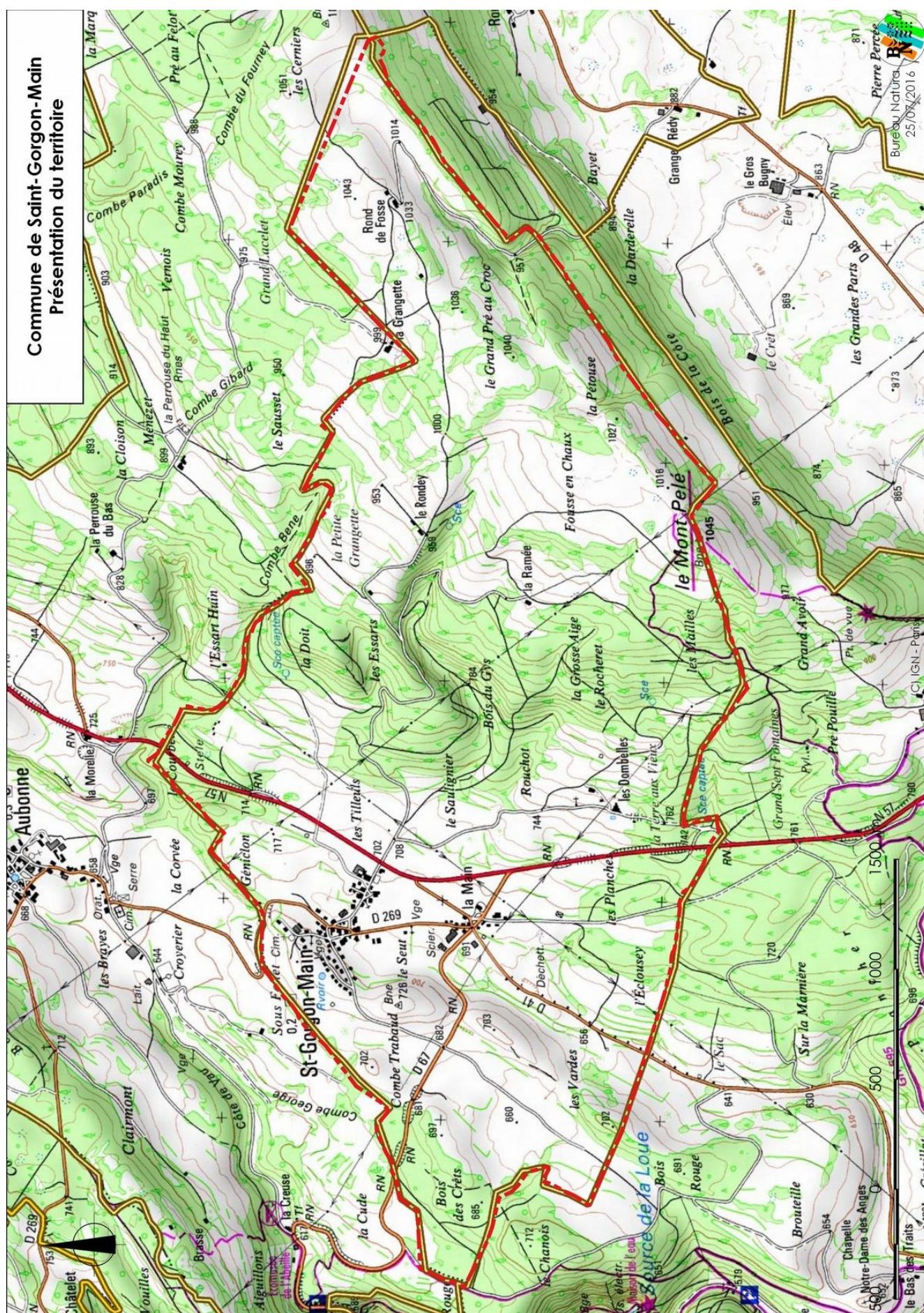
Organisation Territoriale, source : INSEE



Fonctionnellement, Saint-Gorgon-Main fait partie des communes multipolarisées des grandes aires urbaines, d'après la typologie communale (INSEE). La commune se rattache toutefois un peu plus nettement au bassin de vie de Pontarlier.



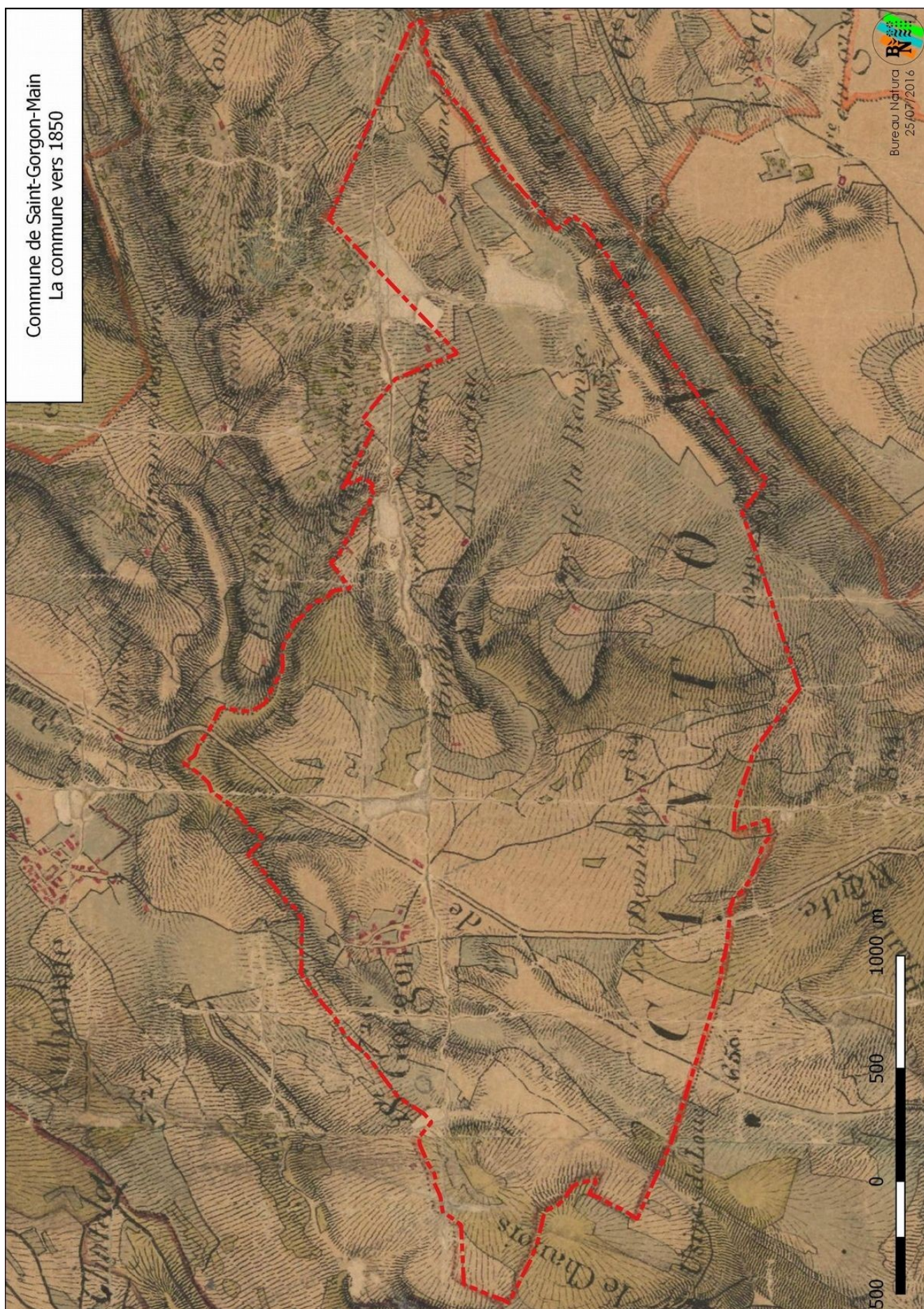








Commune de Saint-Gorgon-Main
La commune vers 1850





B. Contexte physique de la commune

1. Le climat

Le département du Doubs se trouve à un carrefour d'influences qui détermine un type de temps particulier à chaque saison :

- Influence à caractère continental: l'affrontement entre les hautes pressions avec un temps doux et humide, et les basses pressions des masses polaires apportant un temps froid et sec.
- Influence à caractère océanique: le passage des dépressions atlantiques, porteuses de la douceur et de pluies assez régulièrement réparties dans l'année.
- Influence du relief et de l'altitude déterminant un caractère montagnard sur les reliefs les plus élevés.

Éloigné de l'influence régulatrice de l'océan, le département du Doubs possède une forte influence continentale : neige et fortes gelées l'hiver, sécheresses et chaleur l'été ponctuées par des pluies pouvant être orageuses. Les orages sont particulièrement fréquents et violents dans le Haut-Doubs.

La principale particularité du climat de ce département de vallées, plateaux et montagne est sa grande variabilité aussi bien au cours d'une saison que d'une année sur l'autre.

Le Doubs est un des départements les plus froids de France, mais aussi l'un des plus chauds à altitude comparée. L'amplitude entre la température annuelle la plus froide et la plus chaude atteint plus de 70° : 76,7° à Mouthe, 71,2° à Pierrefontaine-les-Varans, 60,9° à Besançon. Le climat est donc souvent plus continental que montagnard sur le Massif du Jura.

Ville	Record mini (°C)	Record maxi (°C)	Temp. moyenne (°C)
Besançon	-20.7	40.2	10.2
Isle-sur-le-Doubs	-25.0	39.6	9.2
Le Russey	-32.0	36.0	6.1
Montbéliard	-23.8	36.5	9.6
Mouthe	-41	35.7	5.7
Pierrefontaine-les-Varans	-31.9	39.3	7.9
Pontarlier	-32.0	36.7	7.5

Ville	Quantité de pluie et neige par an	Nb de jours avec > 2,5L/m² par an
Besançon	1109	108
Isle-sur-le-Doubs	1110	107
Le Russey	1347	114
Montbéliard	1036	99
Mouthe	1706	117
Pierrefontaine-les-Varans	1319	116
Pontarlier	1471	123



2. La topographie et le contexte morphologique

La commune appartient à l'unité du Second plateau au niveau morphologique et paysager (atlas des paysages de la Franche Comté).

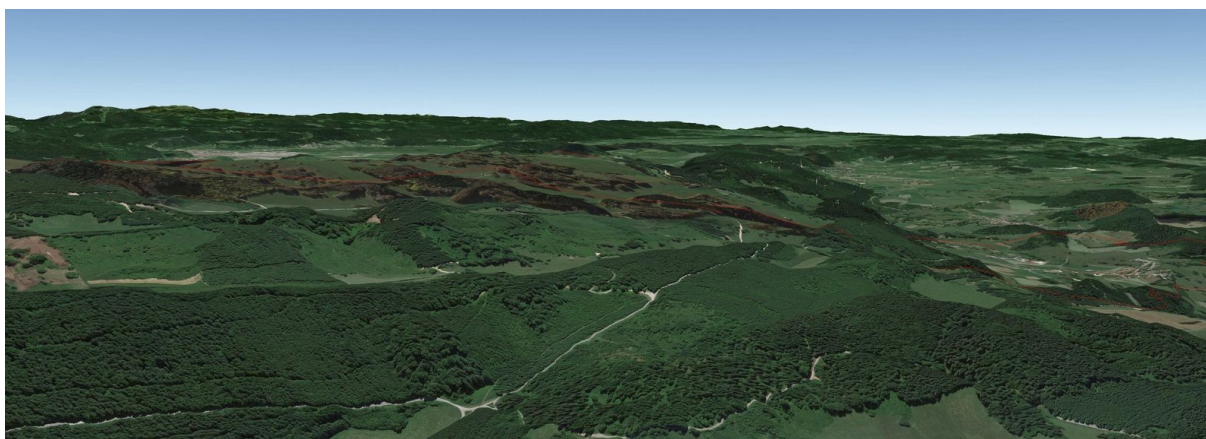
Le relief oscille entre 650 m (altitude minimale du territoire communal à l'extrémité ouest de la commune dans la vallée de la Loue) et 1045 mètres au Mont Pelé (limite sud du territoire communal).

Le Mont Pelé (1045 m), est le sommet le plus à l'ouest de l'anticlinal¹ du Crêt Monnot (sommet situé sur la commune d'Arc-sous-Cicon).



source : extrait de l'atlas des paysages de Franche-Comté

Le village de Saint-Gorgon-Main s'est installé en contre-bas du Mont du Seut, à environ 700 m d'altitude.

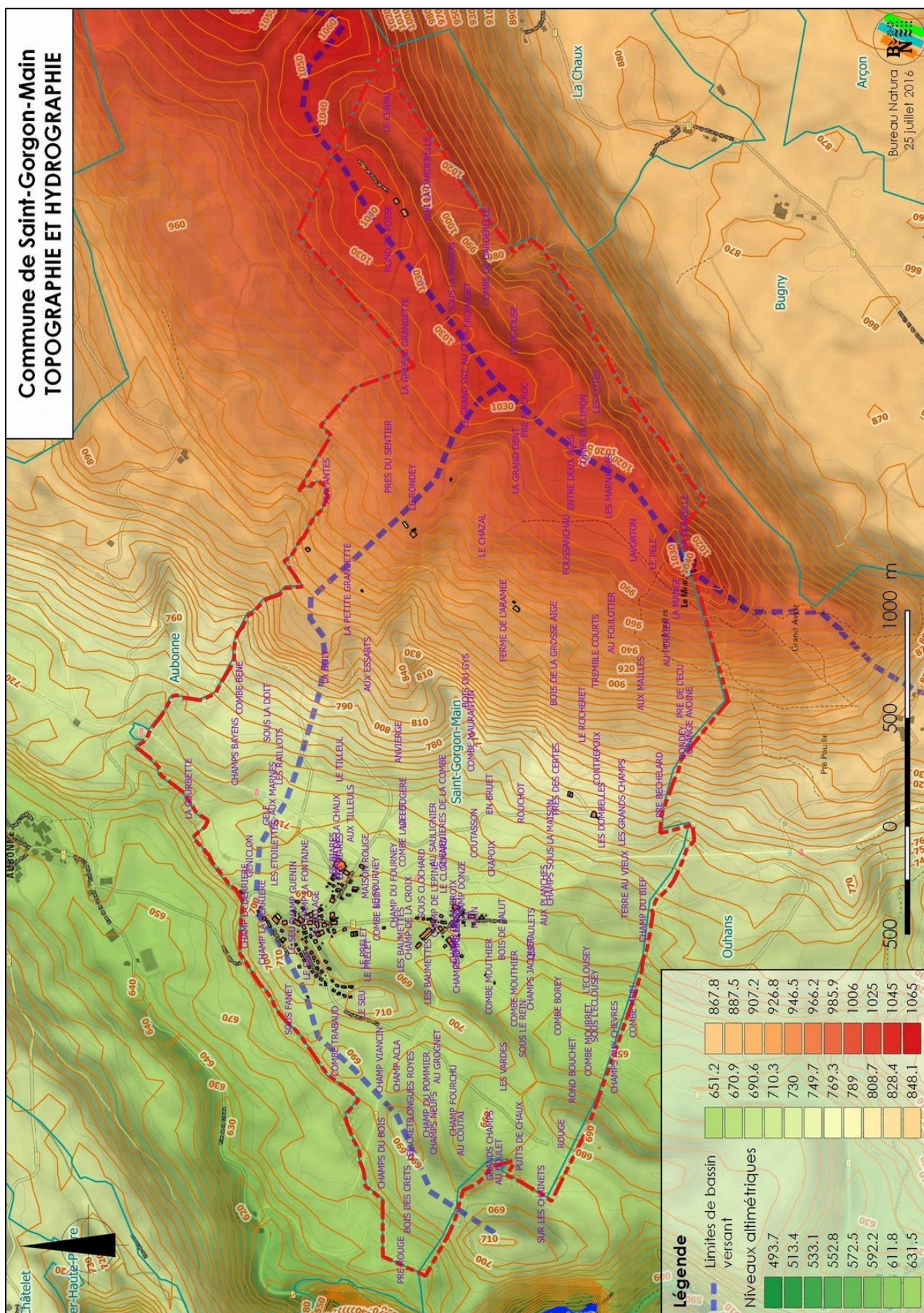


Vue aérienne sur le territoire depuis le nord

Le territoire se caractérise par un relief de combes boisées ou pâturées.

La topographie de détail permet en outre d'observer que le territoire est parsemé de formes superficielles liées à la dissolution karstique (dépressions, dolines, vallées sèches, ouvalas, lapiez...), qui témoignent de nombreuses circulations d'eaux souterraines.

¹ pli convexe dont le centre est occupé par les couches géologiques les plus anciennes





3. La géologie et la géomorphologie

3.1 Contexte physique

D'un point de vue structurel, le territoire appartient au faisceau salinois. Celui-ci est le résultat du chevauchement du plateau de Levier-Nozeroy sur le plateau d'Ornans-Valdahon et sur le faisceau de Quingey, ce qui explique la création d'un relief vigoureux dominant largement les plateaux voisins. Le faisceau est large d'environ 5 km et long d'environ 40 km pour une orientation générale SOO-NEE.

L'érosion a provoqué au sein du faisceau d'importants dénivelés topographiques, surtout au niveau des passages de rivières (Loue, Lison, Furieuse) qui le traversent par le biais de profonds canyons. Sur le territoire communal, on peut voir celui de la Loue, qui est encaissée dans des falaises de plusieurs centaines de mètres de hauteurs et forme une reculée (reculées de la Loue).

Le substrat géologique affleurant est constitué de calcaires, marnes et marno-calcaires du Jurassique moyen à supérieur (faciès Callovien, Oxfordien, Argovien, Rauracien, Kimméridgien...). Les sols présentent toute la gamme d'évolution sur substrat calcaire : rendzines, sols bruns calcaires, bruns calciques (dominants) et bruns acides.

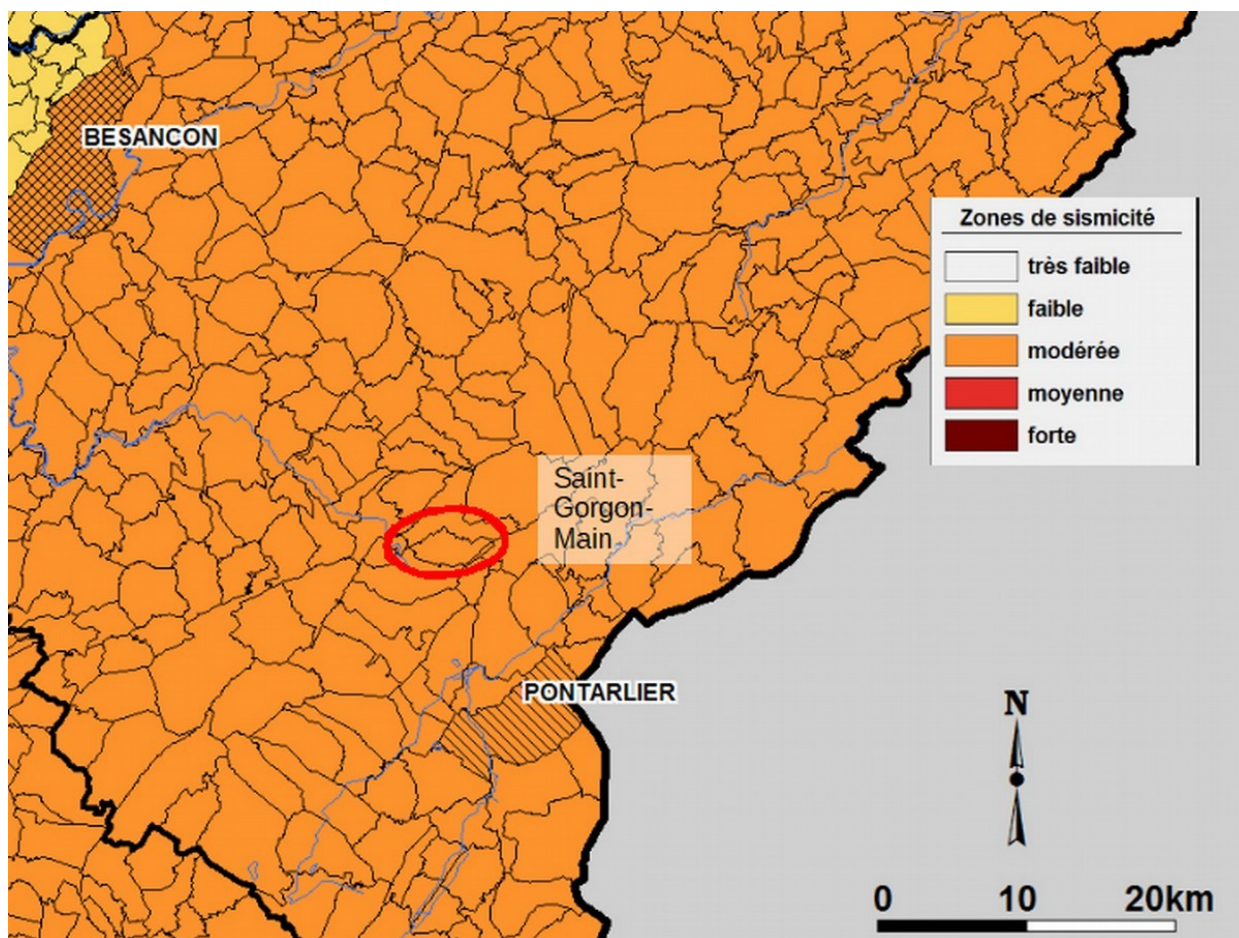
On note des placages et dépôts des environs de Mouthier. Ils sont formés d'éléments locaux morainiques (amas de débris rocheux entraînés ou déposés par un glacier) associés (vers la Main et Sept fontaines) à des niveaux stratifiés témoignant d'une importante action des eaux de fonte. Ce glacier est sans doute d'âge würmien (appartenant à la quatrième et dernière glaciation du quaternaire).

3.2 Risques géologiques et sismiques

A. RISQUE SISMIQUE

Le risque sismique est présent partout à la surface du globe, son intensité variant d'une région à une autre. La France n'échappe pas à la règle, puisque l'aléa sismique peut être très faible à moyen en métropole. La politique française de gestion de ce risque est fondée sur la prévention : information du citoyen, normes de construction (afin que les bâtiments ne s'effondrent pas pendant un séisme), aménagement du territoire, amélioration de la connaissance de l'aléa et du risque sismique, surveillance sismique, préparation des secours et prise en compte du retour d'expérience des crises.

La commune est située en zone de sismicité de niveau 3 (modérée) selon le nouveau zonage sismique de la France (Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français).



La réglementation impose l'application de règles parasismiques pour les constructions neuves. Ces règles sont définies dans la norme Eurocode 8 qui a pour but d'assurer la protection des personnes contre les effets des secousses sismiques. Elles définissent les conditions auxquelles doivent satisfaire les constructions nouvelles pour atteindre ce but. En cas de secousse " nominale ", c'est-à-dire avec une amplitude théorique fixée selon chaque zone, une construction du bâti courant peut subir des dommages irréparables, mais ne doit pas s'effondrer sur ses occupants. En cas de secousse plus modérée, l'application des dispositions définies dans les règles parasismiques devrait aussi permettre de limiter les destructions et, ainsi, les pertes économiques. L'arrêté du 22 octobre 2010 fixe les règles de construction parasismique pour les bâtiments à risque normal, applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières, dans les zones 2 à 5.



B. ARGILES

La commune est concernée par des zonages d'aléa gonflement – rétraction des argiles.

Chacun sait qu'un matériau argileux voit sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau : dur et cassant lorsqu'il est desséché, il devient plastique et malléable à partir d'un certain niveau d'humidité. On sait moins en revanche que ces modifications de consistance s'accompagnent de variations de volume, dont l'amplitude peut être parfois spectaculaire.

Le sol situé sous une maison est protégé de l'évaporation en période estivale et il se maintient dans un équilibre hydrique qui varie peu au cours de l'année. De fortes différences de teneur en eau vont donc apparaître dans le sol au droit des façades, au niveau de la zone de transition entre le sol exposé à l'évaporation et celui qui en est protégé. Ceci se manifeste par des mouvements différentiels, concentrés à proximité des murs porteurs et particulièrement aux angles de la maison. Ces tassements différentiels sont évidemment amplifiés en cas d'hétérogénéité du sol ou lorsque les fondations

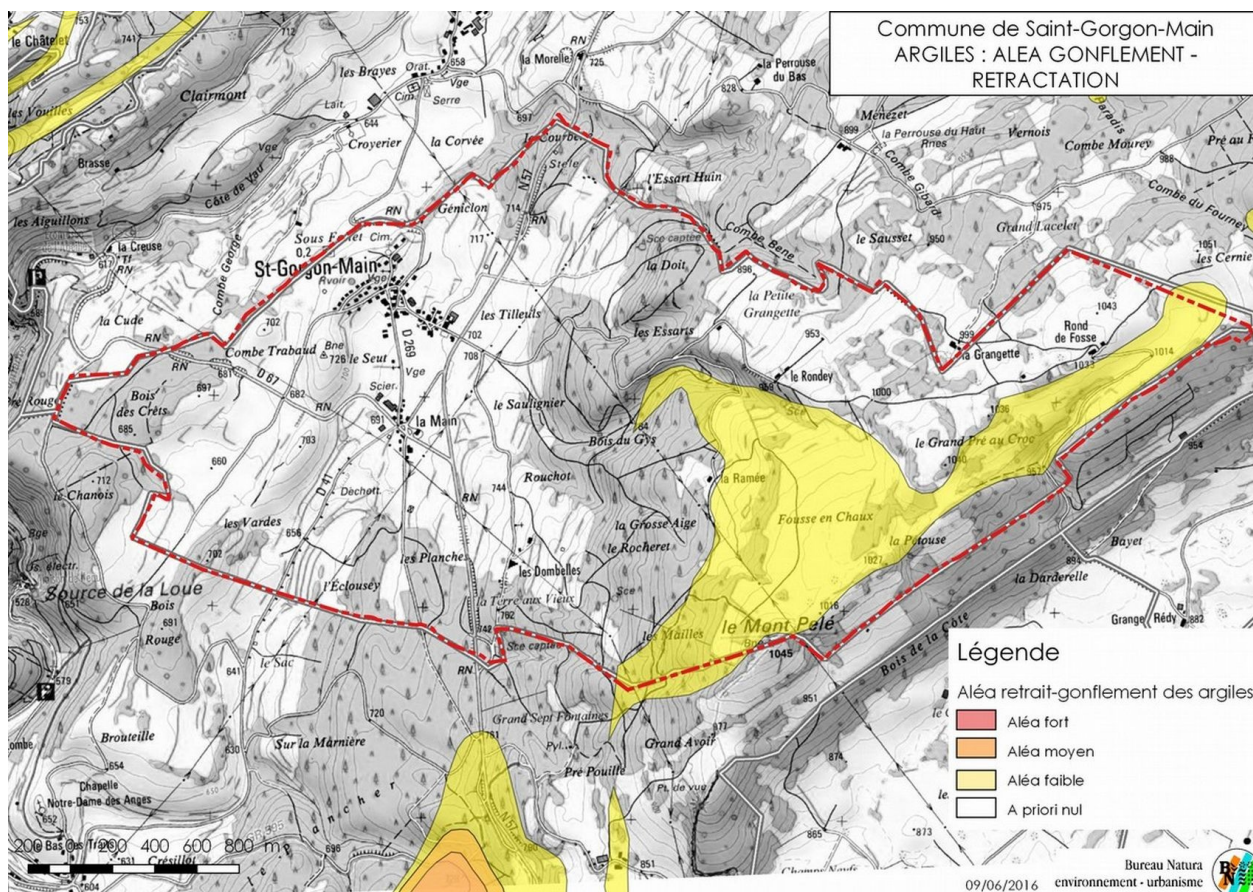
présentent des différences d'ancrage d'un point à un autre de la maison (cas des sous-sols partiels notamment, ou des pavillons construits sur terrain en pente).

Ceci se traduit par des fissurations en façade, souvent obliques et passant par les points de faiblesse que constituent les ouvertures.

Depuis 1989, ce sont près de 8 000 communes françaises, réparties dans 90 départements de France métropolitaine - qui ont été reconnues au moins une fois en état de catastrophe naturelle vis à vis du retrait-gonflement, ce qui traduit parfaitement l'ampleur du phénomène.

Afin d'améliorer la prévention et la mise en œuvre de mesures correctives au moment de la construction, des cartes de sensibilité à ce risques ont été établies.

Les secteurs urbanisés de la commune sont situés en zone d'aléa nul.

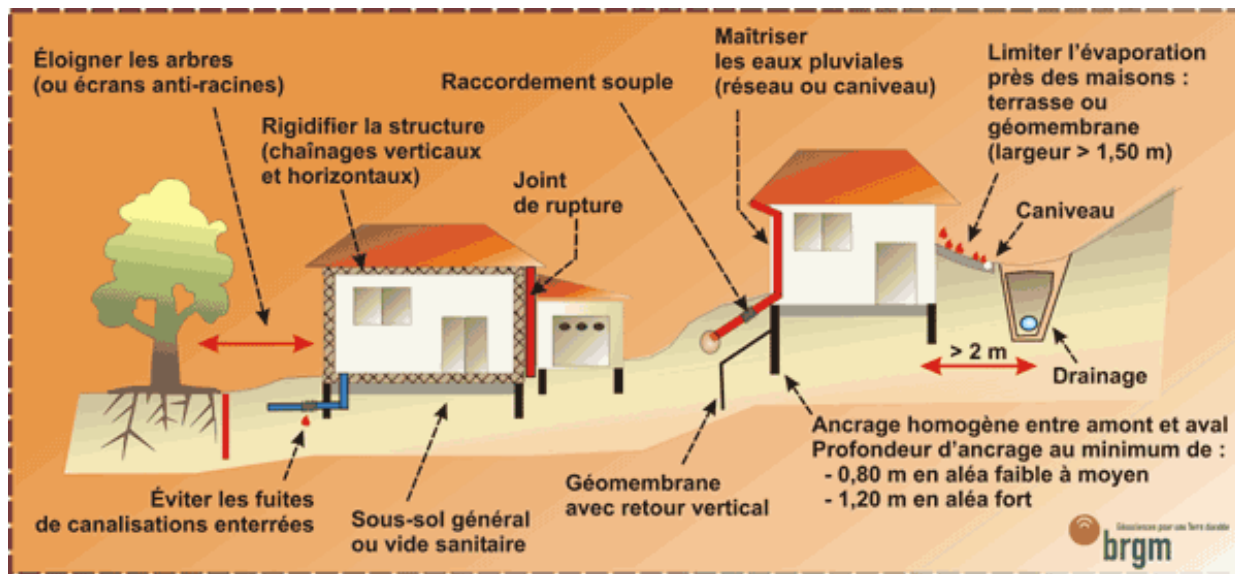


source : <http://www.georisques.gouv.fr>



Comment construire sur un sol sensible au retrait-gonflement ?

Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent aux quelques principes suivants, sachant que leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur.



C. RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN

La commune de Saint-Gorgon-Main est concernée par les mouvements de terrain selon l'atlas réalisé en 2000 et mis à jour en 2012 par la Direction Départementale des Territoires du Doubs qui recense les secteurs à risque de mouvements de terrain sur le territoire du département du Doubs :

- > Aléa affaissement / effondrement :
 - > Indices karstiques (aléa fort),
 - > zone à moyenne densité d'indices (aléa faible),
- > Aléa glissement :
 - > marne en pente (aléa faible à très fort),
- > source, fontaine, abri, grotte (pour information)

D'autres indices figurent dans le tableau ci-après et sont extraits de l'inventaire spéléologique du Doubs :

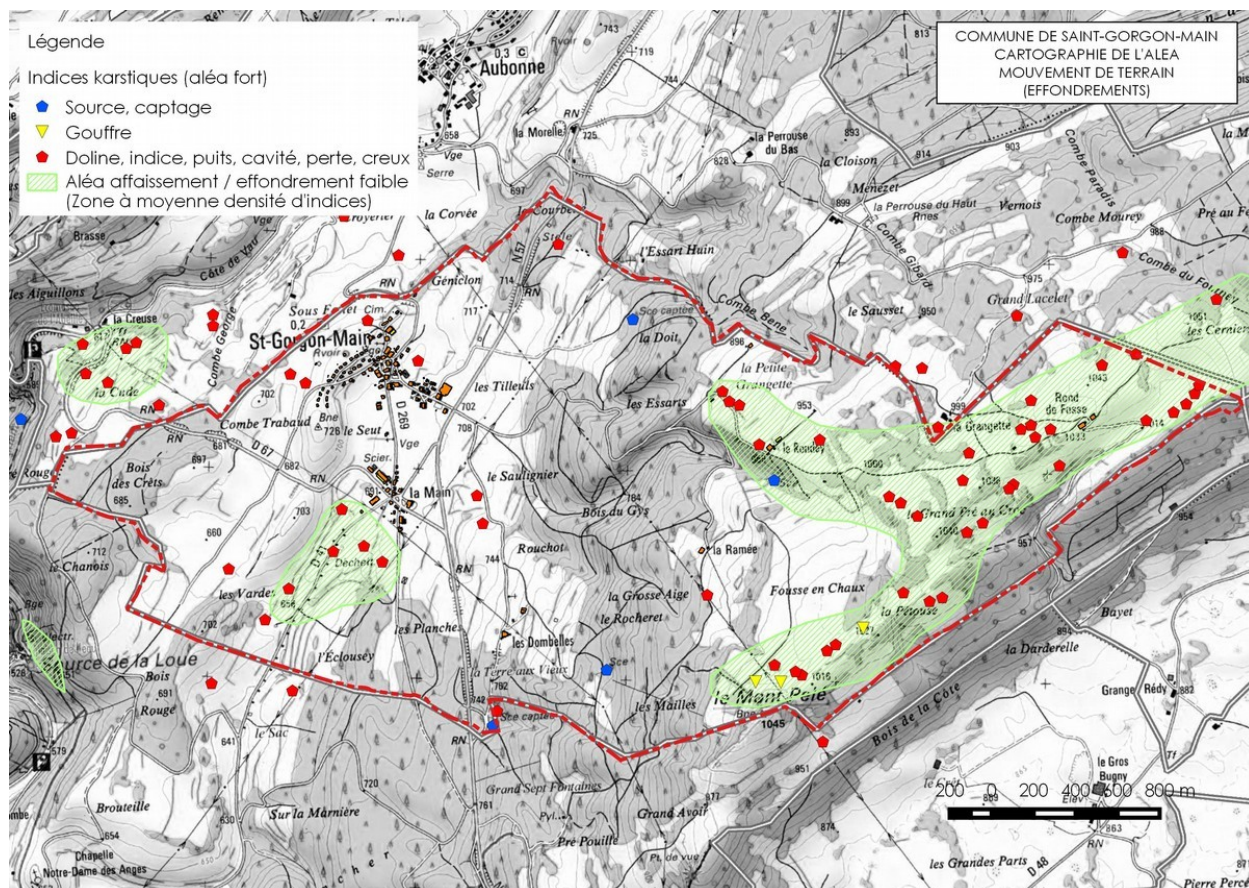


Toponyme	Type	X (lambert2+ mètre)	Y (lambert2+ mètre)	Altitude
cavité de Fousse en Chaux	Gouffre	904 999	2 231 180	1 015
creux du Grand Pré au Croc	Gouffre	905 818	2 231 930	1 015
dolines du Grand Pré au Croc	Impénétrable	905 619	2 231 721	1 016
dolines pertes du Mont Pelé	Perte impénétrable	904 809	2 231 051	1 008
Enfonçure du Mont Pelé	Impénétrable	904 700	2 231 000	1 009
Gouffre des Spéléophiles	Gouffre	905 130	2 231 261	1 018
gouffre du Mont Pelé n° 1	Gouffre	904 540	2 230 960	1 006
gouffre du Mont Pelé n° 2	Gouffre	904 740	2 230 999	1 008
gouffre du Rond de Fosse n° 1	Gouffre	906 599	2 232 299	1 018
gouffre du Rond de Fosse n° 2	Gouffre	906 660	2 232 340	1 021
gouffre du Rond de Fosse n° 3	Gouffre	906 699	2 232 390	1 023
gouffre-perte du Rond de Fosse n° 4	Perte pénétrable	906 718	2 232 431	1 025
perte de la Petouse	Perte impénétrable	905 320	2 231 430	1 011
petit gouffre du Grand Pré au Croc	Gouffre	905 839	2 231 950	1 014
puits de l'Arbre	Gouffre	906 468	2 232 260	1 017
source Captée	Emergence impénétrable	904 020	2 232 720	793
source de la Terre aux Vieux	Emergence impénétrable	903 910	2 231 054	854
source du Grand Septfontaine	Emergence impénétrable	903 368	2 230 783	751
source du Rondey	Emergence impénétrable	904 700	2 231 961	938

Ces risques induisent une inconstructibilité des zones concernées. Dans de rares exceptions, une étude géotechnique peut conduire à identifier des secteurs constructibles.

Les cartographies des pages suivantes permettent de localiser les secteurs concernés.

L'aléa affaissement effondrement concerne essentiellement des secteurs pas ou peu urbanisés de la commune. Toutefois, des indices (aléa fort) sont recensés à proximité immédiate du village.

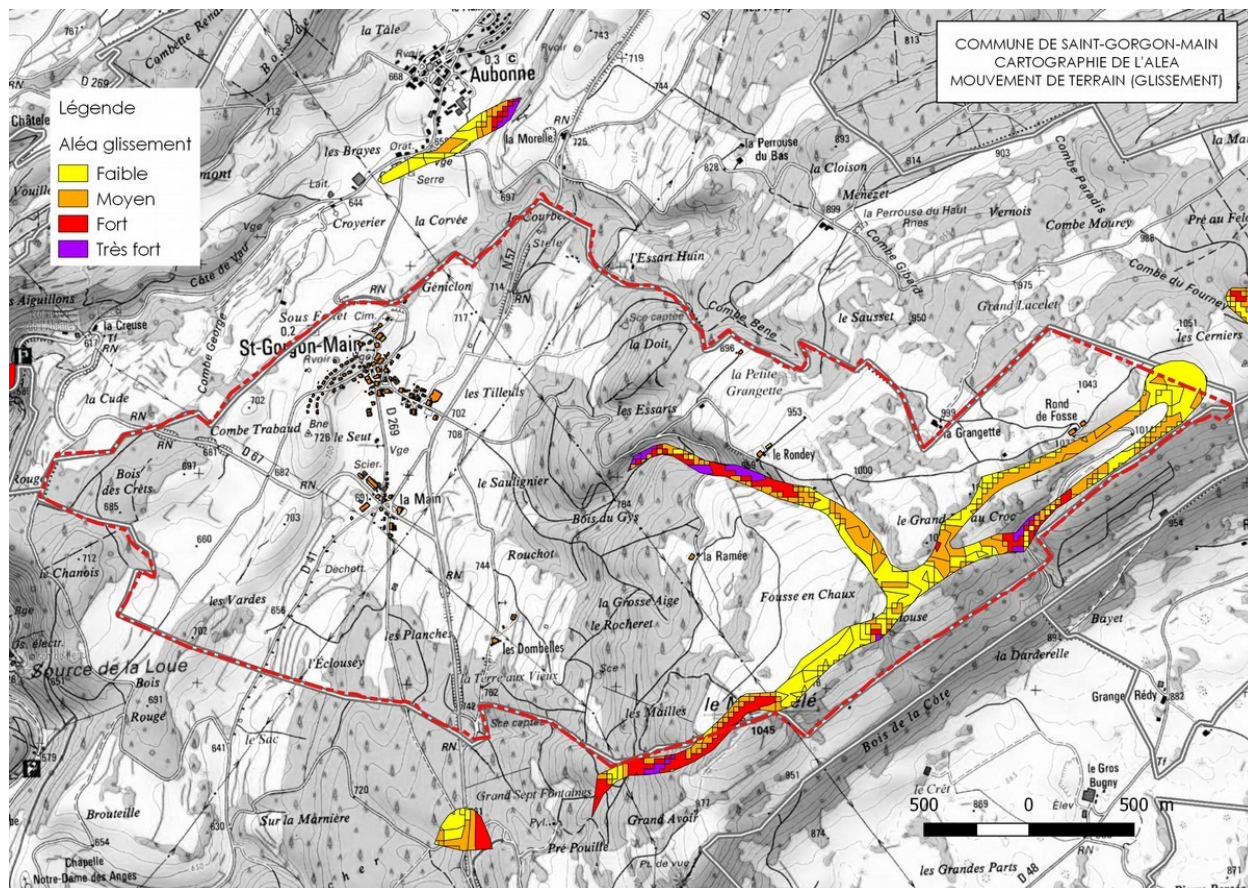


Source : cartographie Risques naturels et technologiques dans le département du Doubs, DDT Doubs



– L'aléa glissement :

La commune est également concernée par l'aléa glissement. Il concerne le secteur Est de la commune (Mont Pelé, secteur du Rondey, Grand Pré au Croc, Rond de Fosse).



Source : cartographie Risques naturels et technologiques dans le département du Doubs, DDT Doubs

3.3 Risques naturels divers

A. CATASTROPHES NATURELLES

La commune a fait l'objet d'un arrêté portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle suite à des inondations, coulées de boue et mouvements de terrain survenus en 1999.

Arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Source : <http://www.georisques.gouv.fr/>

B. RISQUE RADON

Saint-Gorgon-Main présente un risque faible pour le risque radon (aléa de niveau 1).

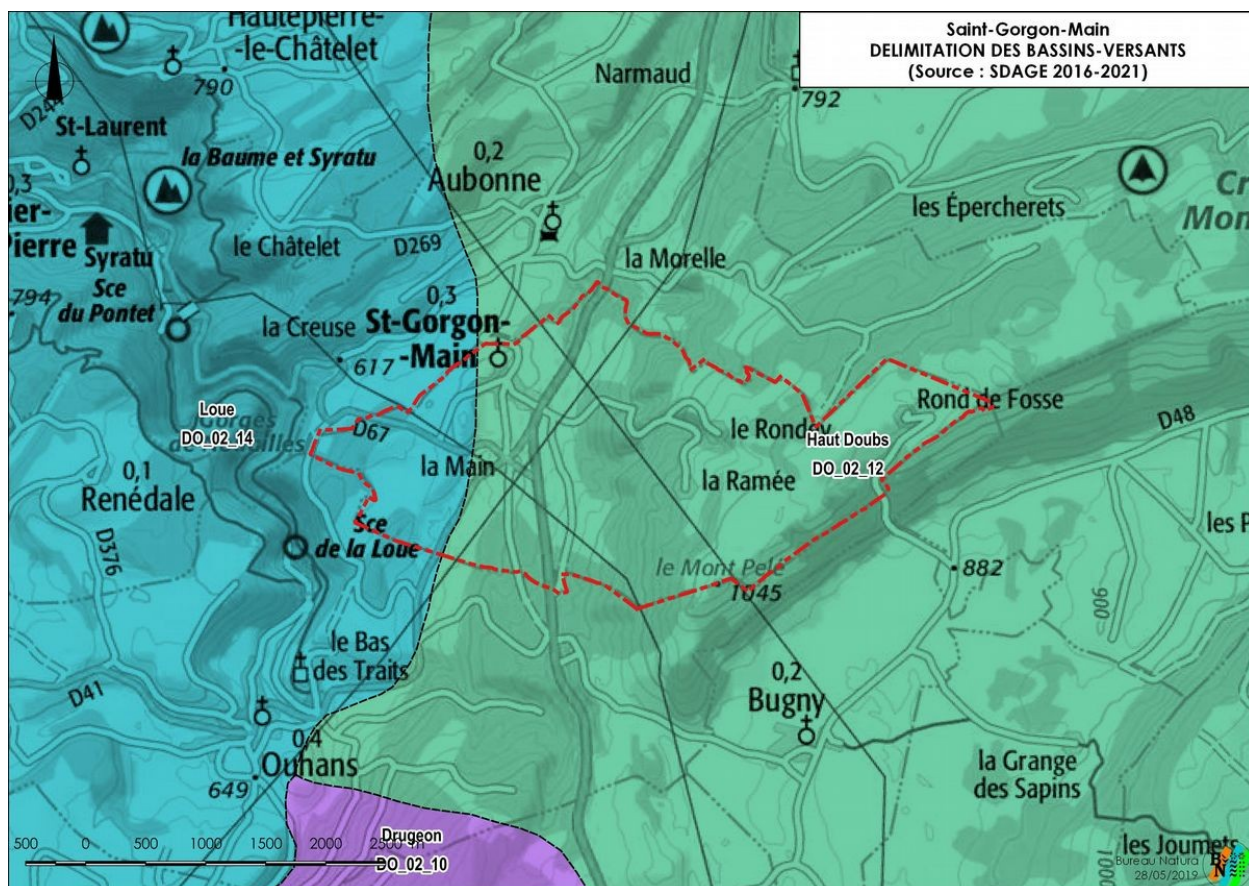


4. L'hydrographie et l'hydrologie

4.1 Eaux superficielles

Le contexte topographique et la nature du sous-sol et des sols conditionnent l'hydrologie de surface et la distribution des groupements végétaux.

L'hydrographie de surface est absente sur la commune. La commune se rattache à plusieurs sous-bassins versants, celui de la Loue à l'ouest et celui du Haut-Doubs à l'est.



Le S.D.A.G.E. Rhône-Méditerranée-Corse établit des objectifs de bon état des cours d'eau au niveau biologique et chimique.

La fiche de synthèse en page suivante indique les données relatives à la qualité de la masse d'eau de La Loue (Loue de sa source à Arc-et-Senans).



Fiche de synthèse sous bassins (masses d'eau cours d'eau) : Loue

Caractéristiques des masses d'eau cours d'eau du sous bassin

Cartographie

Caractéristiques des masses d'eau, cours d'eau du sous bassin

MASSES D'EAU			ÉTAT ÉCOLOGIQUE				ÉTAT CHIMIQUE			
N°	NOM	STATUT	2009				MOTIFS DU REPORT ①		2009	
			ÉTAT ①	NC ①	NR ①	NQE ①	OBJ. BE ①		ÉTAT ①	NC ①
							CAUSES	PARAMÈTRES		
FRDR619	La Loue de sa source à Aro-et-Senans	MEN	BE	3			2015		BE	1

Légende

État écologique

TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais
?	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
	Absence ou insuffisance de données

État chimique

BE	Bon état
MAUV	État mauvais
?	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence ou insuffisance de données

Statut

MEN	Masse d'eau naturelle (non MEFM)
MEFM	Masses d'eau fortement modifiées au sens de l'art. 4.3 de la DCE
MEA	Masse d'eau artificielle

Niveau de confiance de l'état évalué

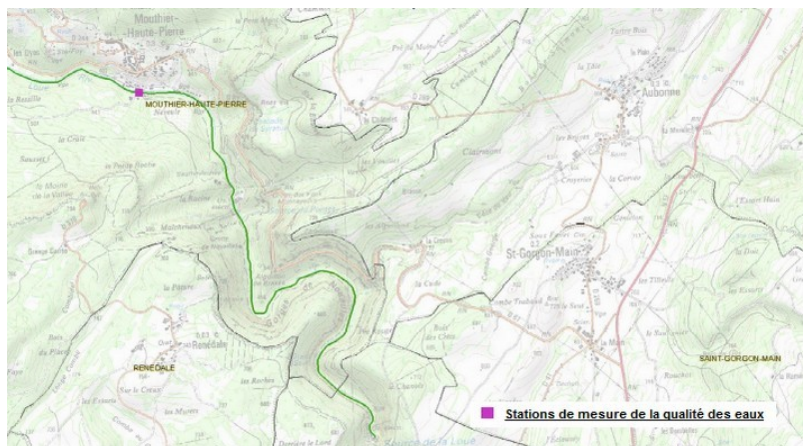
1	Faible
2	Moyen
3	Fort
	Indéterminé



La station de mesure la plus proche concernant la qualité des eaux de la Loue est située à **MOUTHIER-HAUTE-PIERRE** (code station : 06031400).

Les dernières données disponibles datent de 2014.

La Loue relève d'un bon état écologique et d'un bon état chimique en 2014.



Fiche état des eaux : LOUE A MOUTHIER-HAUTE-PIERRE 1 (code station : 06031400)

État des eaux de la station

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments	Acidification	Salinité	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Poissons (2)	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
2014	BE	TBE	TBE	TBE	Ind	BE	TBE	TBE				BE		BE
2013	BE	TBE	TBE	TBE	Ind	BE	TBE	TBE	BE			BE		MAUV ①
2012	TBE	TBE	TBE	TBE	Ind	BE	TBE	TBE	BE			BE		BE
2011	BE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	TBE	TBE	BE			BE		BE
2010	BE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	TBE	TBE	BE			BE		MAUV ①
2009	TBE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	TBE	TBE	BE			BE		BE
2008	TBE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	TBE	TBE	BE			BE		BE
2007	BE	TBE	TBE	TBE	Ind	BE	TBE	TBE				BE		BE
2006	MOY ①	TBE	BE	TBE	Ind			TBE	TBE			BE		

(1) Année la plus récente de la période considérée pour l'évaluation de l'état.

(2) Voir Nofa concernant l'élément de qualité "Poissons" à la rubrique évaluation de l'état.

Légende

État écologique

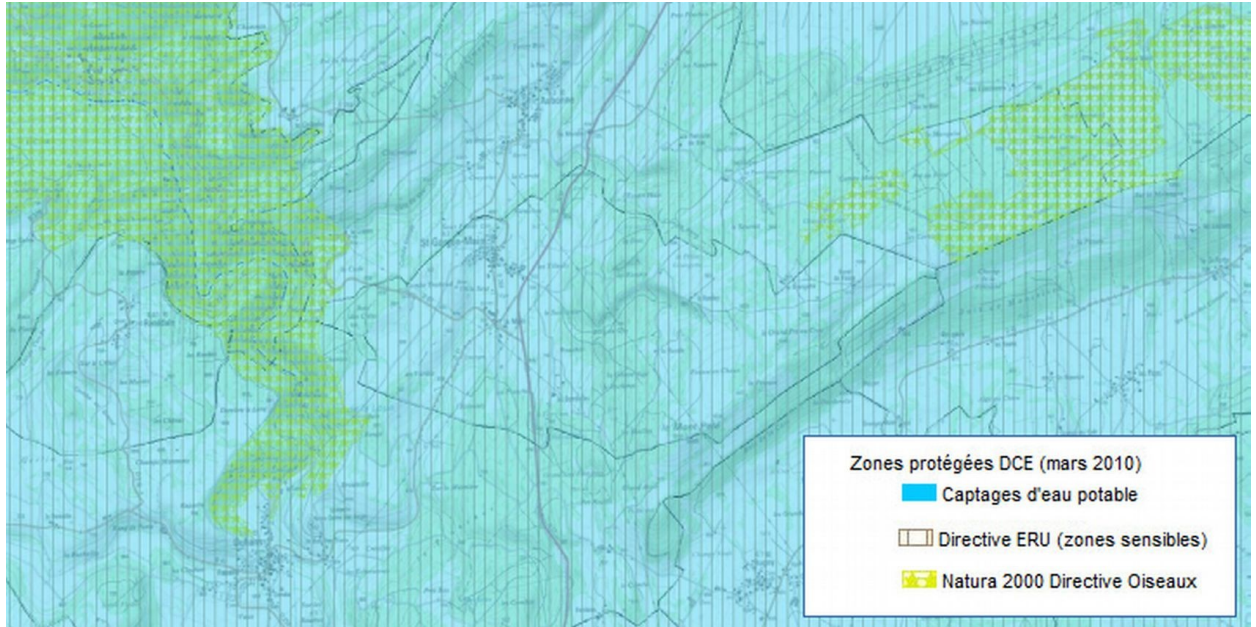
TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais
Ind	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré, ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie), ou données insuffisantes pour déterminer un état (physicochimie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
NC	Non Concerné
	Absence de données

État chimique

BE	Bon état
MAUV	Non atteinte du bon état
Ind	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence de données



Par ailleurs, la commune est concernée par des zones protégées (captages d'eau potable- Directive Cadre sur l'Eau), des zones sensibles (la Saône en amont de Massieux en rive gauche et Quincieux en rive droite- code européen FR_SA_CM_06229- Directive Eaux Résiduaires Urbaines) et indirectement par une zone Natura 2000 limitrophe au territoire communal (Directive Oiseaux).





4.2 Eaux souterraines

La commune est concernée par les masses d'eau souterraines affleurantes Calcaires jurassiques chaîne du Jura – Doubs (Ht et médian) et Dessoubre (FRDG153) et la masse d'eau à l'affleurement Calcaires jurassiques BV Loue, Lison, Cusancin et RG Doubs depuis Isle sur le Doubs (FRDG154 ; niveau 1).

Globalement, la ressource est de bonne qualité. Les deux masses d'eau FRDG153 et FRDG154 se caractérisent par un bon état quantitatif et un bon état chimique.



Captages prioritaires à traiter	
Code de l'ouvrage	Nom de l'ouvrage
gr211	ARCIER
gr552	LA COUTOTTE

Des traçages hydrogéologiques ont été effectués afin de déterminer le parcours des circulations souterraines et leurs résurgences. Ainsi les traçages effectués dans le secteur de la commune montrent que cette dernière se rattache au système de résurgence de la Loue. La résurgence Moulin Miguet sur la commune de Mouthier-Haute-Pierre constitue le point de restitution de l'injection effectuée à la scierie Maugain. La source de la Loue Vasque (commune de Ouhans) constitue le point de restitution de l'injection effectuée au bois des Epaisses (cartographie ci-dessous).



4.3 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.)

La commune est concernée par le **S.D.A.G.E. du bassin Rhône-Méditerranée-Corse 2016-2021** approuvé le 20 novembre 2015 et entré en vigueur le 21 décembre 2015. Le S.D.A.G.E. retient 9 orientations fondamentales, déclinées en dispositions.

Les orientations fondamentales du S.D.A.G.E. :	
OF0 : S'adapter aux effets du changement climatique	➔ OF5B : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
OF1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	➔ OF5C : Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
OF2 : Concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	OF6 : Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
OF3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	OF7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
OF4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	OF8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques
OF5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	
➔ OF5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	

Les dispositions suivantes concernent plus particulièrement les documents d'urbanisme :

OF4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau

OF 4C. ASSURER LA COHERENCE DES PROJETS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AVEC LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE L'EAU

Disposition 4-09

Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique

Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification élaborés par l'État, les collectivités, les projets publics ou privés d'aménagement du territoire et de développement économique doivent intégrer les objectifs et orientations du SDAGE, en particulier l'orientation fondamentale n°2 relative à l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques.

Sont notamment concernés les projets relatifs :

- à l'urbanisme : directives territoriales d'aménagement durable, SCoT, PLU, unités touristiques nouvelles, zones d'aménagement concerté...
- au développement économique : projets d'agglomération, projets d'infrastructures, filières économiques (industrielle, agricole ou touristique par exemple), pôles d'équilibre territoriaux et ruraux...
- à la gestion des inondations : stratégies locales de gestion du risque d'inonda-

tion (SLGRI), programme d'action pour la prévention des inondations (PAPI) ;
- à la forêt : orientations régionales forestières (ORF) et leurs déclinaisons.

Les décisions publiques (déclarations d'utilité publique, décisions liées à la police de l'eau, délibérations des collectivités...) et les procédures d'évaluation environnementale, quand elles existent, doivent s'assurer du respect du SDAGE.

OF5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection

OF 5A : POURSUIVRE LES EFFORTS DE LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS D'ORIGINE DOMESTIQUE ET INDUSTRIELLE

Disposition 5A-03

Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine

L'objectif est de réduire les déversements d'eaux usées non traitées au niveau des déversoirs d'orage des systèmes d'assainissement.

Le SDAGE souligne que pour réduire ces déversements d'eaux usées non traitées, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'assainissement intègrent à minima la gestion des études sur les eaux pluviales à l'échelle des sous bassins pertinents.

Les collectivités qui font l'objet de mesures de réduction de la pollution par les eaux pluviales prévues dans le cadre du programme de mesures élaborent un plan d'actions d'ici à fin 2018 afin d'atteindre ces objectifs pour 2021.

Le SDAGE recommande que les rejets des réseaux séparatifs en eau pluviale et

des déversoirs d'orage donnent lieu à un traitement avant rejet au milieu en cas d'enjeu sanitaire.

Disposition 5A-04

3 objectifs généraux :

- Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols (réduction de l'artificialisation, c'est-à-dire du rythme auquel les espaces naturels, agricoles et forestiers sont reconvertis en zones urbanisées, utilisation des terrains déjà bâtis, par exemple des friches industrielles, pour accueillir de nouveaux projets d'urbanisation) ;
- Réduire l'impact des nouveaux aménagements ;

Tout projet doit viser à minima la transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source (noues, bassins d'infiltration, chaussées drainantes, toitures végétalisées, etc.). L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols le permet et qu'elle est compatible avec les enjeux sanitaires et environnementaux du secteur (protection de la qualité des eaux souterraines, protection des captages d'eau potable...), à l'exception des dispositifs visant à la rétention des pollutions.

Par ailleurs, dans les secteurs situés à l'amont de zones à risques naturels importants (inondation, érosion...), il faut prévenir les risques liés à un accroissement de l'imperméabilisation des sols. En ce sens, les nouveaux aménagements concernés doivent limiter leur débit de fuite lors d'une pluie centennale à une



valeur de référence à définir en fonction des conditions locales.

- Désimperméabiliser l'existant.

Le SDAGE incite à ce que les documents de planification d'urbanisme (SCoT et P.L.U.) prévoient, en compensation de l'ouverture de zones à l'urbanisation, la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées. Sous réserve de capacités techniques suffisantes en matière d'infiltration des sols, la surface cumulée des projets de désimperméabilisation visera à atteindre 150% de la nouvelle surface imperméabilisée suite aux décisions d'ouverture à l'urbanisation prévues dans le document de planification.

La désimperméabilisation visée par le document d'urbanisme a vocation à être mise en oeuvre par tout maître d'ouvrage public ou privé qui dispose de surfaces imperméabilisées (voiries, parking, zones d'activités, etc.). Des règles visant ces trois objectifs et adaptées aux conditions techniques locales (notamment capacité d'infiltration des sols, densité des zones urbaines) sont définies en ce sens par les documents d'urbanisme, les SAGE et les doctrines d'application de la police de l'eau.

Disposition 5A-06

Etablir et mettre en oeuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE

Les collectivités responsables de l'assainissement élaborent un schéma directeur d'assainissement, tel que défini dans la disposition 5A-02, en prenant en compte les dispositions 5A-01 à 5A-05.

Les collectivités sont invitées à réviser et mettre à jour leur schéma directeur à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des plans locaux d'urbanisme (PLU) ou des SCoT dès lors que celles-ci ont une incidence sur le système d'assainissement.

Les zonages prévus par l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales (zones d'assainissement collectif, zones relevant de l'assainissement non collectif, zones de maîtrise de l'imperméabilisation des sols, zones de collecte, stockage et traitement des eaux pluviales et de ruissellement) sont élaborés ou mis à jour afin d'intégrer les dispositions des schémas directeurs.

Les zonages de maîtrise de l'imperméabilisation des sols prévoient notamment des seuils d'imperméabilisation ou des valeurs limites de ruissellement admissibles.

OF6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides

OF 6A : AGIR SUR LA MORPHOLOGIE ET LE DECLOISONNEMENT POUR PRÉSERVER ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES

Disposition 6A-02

Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques

Les politiques d'aménagement prennent en compte les espaces de bon fonctionnement des différents milieux aquatiques et humides.

Les actions de préservation et de restauration de milieux aquatiques nécessaires

pour préserver et restaurer ces espaces de bon fonctionnement sont élaborées en concertation avec les acteurs du territoire, en s'appuyant sur les instances de gouvernance locale (CLE, comités de rivières...).

Les SCoT et PLU établissent des règles d'occupation du sol et intègrent les éventuelles servitudes d'utilité publique qui doivent permettre de préserver les espaces de bon fonctionnement durablement ou de les reconquérir même progressivement. L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme tient compte de leurs impacts sur le fonctionnement et l'intégrité de ces espaces.

Disposition 6A-04

Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves

Compte tenu de leurs rôles importants dans le bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides ou connexes, les forêts alluviales et les ripisylves contribuent à l'atteinte et au respect des objectifs environnementaux (bon état et maintien de la biodiversité via la fixation des nutriments, la tenue des berges, la protection des sols, le dépôt des sédiments, le ralentissement des crues...).

Au titre de la non-dégradation, la préservation, la restauration et la compensation des forêts alluviales doivent être pris en compte dans les déclarations d'utilité publique des grands projets linéaires, dans les documents d'urbanisme et les aménagements fonciers.

La contribution de ces milieux alluviaux à la trame verte et bleue formalisée dans les schémas de cohérence écologique (SRCE) rend nécessaire leur restauration sur des linéaires significatifs pour constituer des corridors d'interconnexion entre les réservoirs biologiques et d'autres tronçons de cours d'eau.

Disposition 6B-02

Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides

Le SAGE définit des règles nécessaires au maintien des zones humides présentes sur son territoire.

Les structures publiques sont encouragées à développer des stratégies foncières en faveur des zones humides pour pérenniser les actions. Ces stratégies impliquent la maîtrise des usages, qui est privilégiée, ou l'acquisition foncière. Elles sont mobilisées en priorité sur les zones humides en relation étroite avec les masses d'eau et dont les fonctions contribuent à l'atteinte du bon état.

Les SCoT intègrent dans le diagnostic prévu à l'article L. 141-3 du code de l'urbanisme les enjeux spécifiques aux zones humides de leur territoire, en s'appuyant notamment sur les inventaires portés à connaissance par les services de l'État.

En l'absence de SCoT, les PLU développent une démarche similaire au travers des documents prévus à l'article L. 151-2 du code de l'urbanisme.

Disposition 6B-05

Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance

Les nouvelles actions d'acquisition de connaissances doivent être engagées de préférence à l'issue de plans de gestion stratégiques en fonction des outils identifiés pour mener à bien les actions de restauration ou de préservation du plan. Des inventaires peuvent par exemple être utiles dans le cadre de la révision de documents d'urbanisme pour vérifier que les terrains ouverts à l'urbanisation sont compatibles avec un changement de destination du sol (absence de zones humides).

Pour améliorer la connaissance ou répondre aux éventuels besoins de délimitation des zones humides, les nouveaux inventaires et compléments à ceux-ci utilisent les critères énoncés par les articles L. 211-1 et R. 211-108 du code de l'environnement. Ils sont élaborés prioritairement à l'échelle du 1/25 000 excepté dans les périmètres où les outils exigent une échelle plus précise.

OF8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

OF 8A. AGIR SUR LES CAPACITES D'ECOULEMENT

Disposition 8-05

Limiter le ruissellement à la source

En milieu urbain comme en milieu rural, des mesures doivent être prises, notamment par les collectivités par le biais des documents et décisions d'urbanisme et d'aménagement du territoire, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval. Ces mesures qui seront proportionnées aux enjeux du territoire doivent s'inscrire dans une démarche d'ensemble assise sur un diagnostic du fonctionnement des hydrosystèmes prenant en compte la totalité du bassin générateur du ruissellement, dont le territoire urbain vulnérable (« révélateur » car souvent situé en point bas) ne représente couramment qu'une petite partie. La limitation du ruissellement contribue également à favoriser l'infiltration nécessaire au bon rechargement des nappes. Aussi, en complément des dispositions 5A-03, 5A-04 et 5A-06 du SDAGE, il s'agit, notamment au travers des documents d'urbanisme, de :

- limiter l'imperméabilisation des sols et l'extension des surfaces imperméabilisées ;
- favoriser ou restaurer l'infiltration des eaux ;
- favoriser le recyclage des eaux de toiture ;
- favoriser les techniques alternatives de gestion des eaux de ruissellement (chaussées drainantes, parking en nid d'abeille, toitures végétalisées...)
- maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales, notamment en limitant l'apport direct des eaux pluviales au réseau ;
- préserver les éléments du paysage déterminants dans la maîtrise des écoulements, notamment au travers du main-



tien d'une couverture végétale suffisante et des zones tampons pour éviter l'érosion et l'aggravation des débits en période de crue ;

- préserver les fonctions hydrauliques des zones humides ;
- éviter le comblement, la dérivation et le busage des vallons dits secs qui sont des axes d'écoulement préférentiel des eaux de ruissellement.

Dans certains cas, l'infiltration n'est pas possible techniquement ou peut présenter des risques (instabilité des terrains,

zones karstiques...). Il convient alors de favoriser la rétention des eaux.

Les collectivités délimitent les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, telles que prévu à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales. Il est recommandé que ce zonage soit mis en place, révisé et mis à jour à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme.

Sans préjudice des éléments prévus par la disposition 5A-06 du SDAGE relative aux schémas directeurs d'assainissement, il est recommandé que ces schémas intègrent un volet « gestion des eaux pluviales » assis sur un diagnostic d'ensemble du fonctionnement des hydrosystèmes établi à une échelle pertinente pour tenir compte de l'incidence des écoulements entre l'amont et l'aval (bassin versant contributeur par exemple).

Ces orientations ont plusieurs implications à l'échelon de la commune et de la carte communale et induisent les enjeux suivants :

- la maîtrise de rejets polluants susceptibles d'affecter les milieux aquatiques (assainissement tout particulièrement et adéquation entre développement prévu et capacités de traitement + mise à jour du zonage d'assainissement assurant la cohérence avec la carte communale) ;
- la préservation de la ressource en eau potable (adéquation du projet avec la ressource à l'échelle de la carte communale) ;
- l'identification et la protection des zones et milieux humides existants sur la commune.

4.4 Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

La commune est également concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) Haut-Doubs-Haute-Loue révisé par arrêté inter-préfectoral du 7 mai 2013. Le S.A.G.E. s'applique sur le territoire qui alimente les parties amont du Doubs et de la Loue. Il s'agit d'un outil de planification locale, qui vise une gestion durable et équilibrée de l'eau.

Etat d'avancement : Deuxième mise en œuvre (après révision)

Liste des enjeux du S.A.G.E. :

Deux enjeux majeurs :

- Le rétablissement du bon fonctionnement des milieux aquatiques
- La gestion durable de la ressource, en quantité et en qualité

et des enjeux transversaux : Connaissance / Gouvernance / Conciliation des usages / Foncier

Milieux aquatiques remarquables : lacs (Saint-Point, réserve naturelle nationale de Remoray), *zones humides* * et tourbière (Vallée du Dugeon, tourbières du massif forestier du Jura), cours d'eau de tête de *bassin* * (Loue et ses affluents, Doubs et ses affluents).

Superficie : 2320 km²

Informations sur la superficie : Entièrement situé en région Franche-Comté, le SAGE concerne 201 communes sur les départements du Doubs et du Jura, et couvre 2320 km². 14 communautés de communes et 1 communauté d'agglomération sont concernées.

Nombre d'habitants : 116 000

Thèmes majeurs sur le territoire : Le SAGE s'articule autour de deux enjeux majeurs, pour lesquels il définit des objectifs forts :

- le rétablissement du bon fonctionnement des milieux aquatiques : la protection des milieux, la définition d'objectifs de qualité de l'eau exigeants, compte-tenu de la sensibilité du territoire, sont les leviers privilégiés pour reconquérir ce bon fonctionnement
- la gestion durable de la ressource, en quantité et en qualité : le SAGE vise à retrouver un équilibre durable entre besoins et ressources au niveau quantitatif et à préserver une bonne qualité des eaux brutes.



4.5 Les contrats de milieux

La commune est concernée par le contrat de milieux de la Loue. Le cours d'eau n'est toutefois pas situé sur la commune mais en aval hydro-topographique.



C. Les milieux naturels

Un inventaire et une synthèse concernant les milieux et leur intérêt écologique sont effectués dans le cadre de la carte communale.

Un rappel préalable des espaces remarquables présents est effectué (zones d'inventaires et zones de protection).

1. Les inventaires et protections réglementaires

La commune de Saint-Gorgon-Main est concernée par une ZNIEFF de Type I (LE CRET MONNIOT).

La commune n'est pas directement concernée par la présence d'un site Natura 2000 sur son territoire. Les communes limitrophes à Saint-Gorgon-Main (Ouhans et Aubonne) comportent cependant un site Natura 2000 (site Vallée de la Loue).

Par ailleurs, le territoire communal est très ponctuellement concerné par des zones humides.

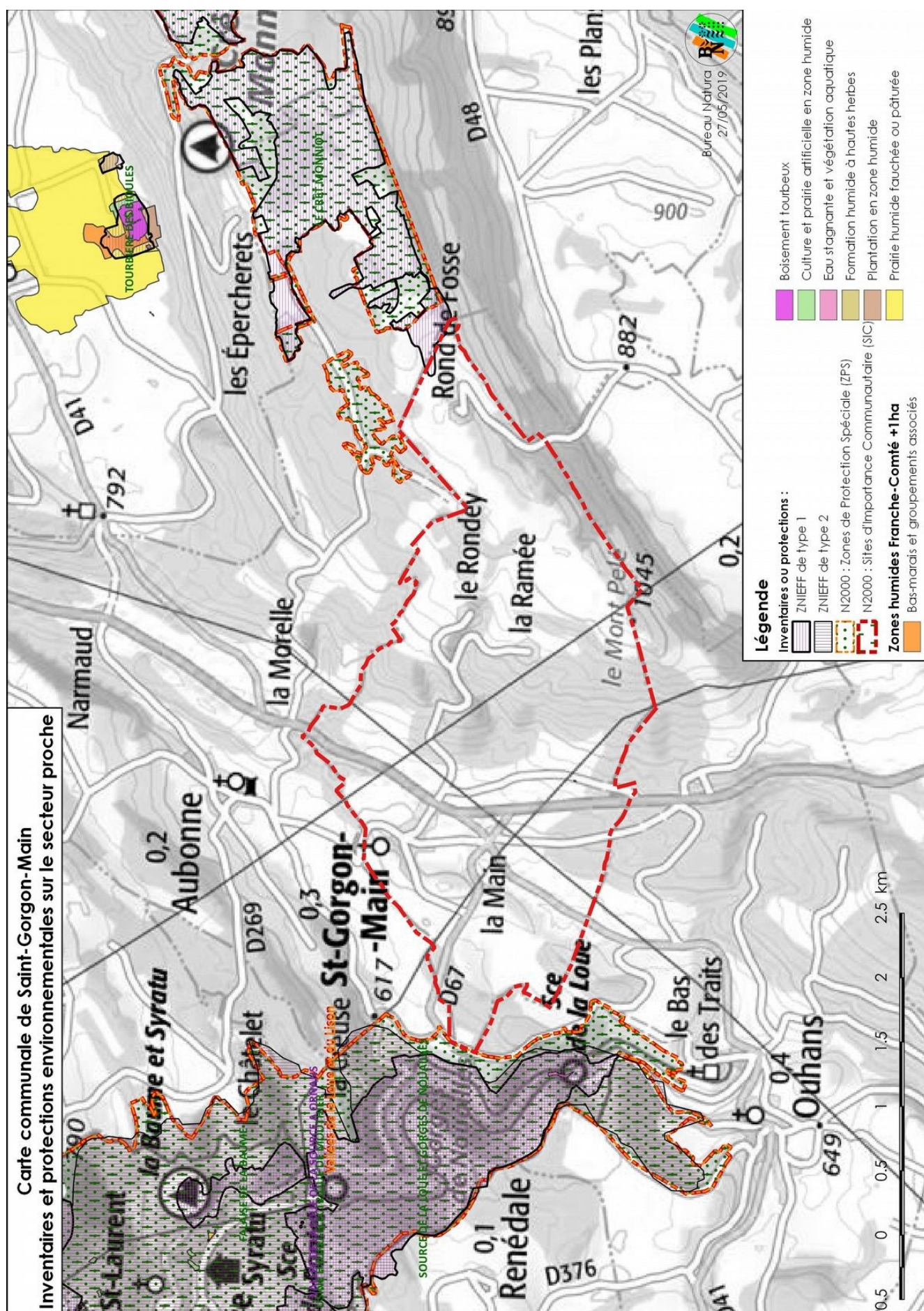
Une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) de type II est un territoire composé de grands ensembles naturels (vallées, plateaux, massifs forestiers, landes, ...) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Elle englobe souvent des ZNIEFF de type I où les scientifiques ont identifié des espèces rares, remarquables, protégées ou menacées du patrimoine naturel.

Un Site d'Importance Communautaire (SIC) est une zone désignée au titre de la directive habitats visant à maintenir ou à rétablir le bon état de conservation de certains habitats et espèces (animales et végétales), considérés comme menacés, vulnérables ou rares dans le ou les régions biogéographiques concernées.

ZPS : Zone de Protection Spéciale : directive Oiseaux

(cartographie en page suivante)






1.1 La ZNIEFF de Type I Le Crêt Monniot

Elle est située à l'extrême Est du territoire communal dont elle ne concerne que quelques hectares.

Les données qui suivent sont extraites de la fiche de données de la ZNIEFF I Le Crêt Monniot.

RÉGION ADMINISTRATIVE Franche-Comté	IDENTIFIANT RÉGIONAL et TYPE DE ZONE Code régional : 00000723 / Zone de type 1	IDENTIFIANT NATIONAL 430020299
3-NOM DE LA ZONE LE CRÊT MONNIOT		4-ANNÉE DE DESCRIPTION 01/01/2005 ANNÉE DE MISE A JOUR 01/01/2011
5-LOCALISATION		
a) Commune(s) : - Chaux (25139) - Saint-Gorgon-Main (25517) - Arc-sous-Cicon (25025) - Aubonne (25029) b) Altitude(s): 986 m à 1140 m. c) Superficie: 255 hectares. d) Relation parent/enfant - Znieff Type II parent : f) ZNIEFF liée :		 cliché C. Duflo

7-TYPOLOGIE DES MILIEUX

a) Milieux déterminants

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
* CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation					
430020299	34.322B	Mesobromion du jura français	CBN-FC		2005
430020299	34.42	Lisières mésophiles	CBN-FC		2005
430020299	37.212	Prairies humides à trolle et cirse des ruisseaux	CBN-FC		2005
430020299	38.1	Pâtures mésophiles	CBN-FC		2005
430020299	38.3	Prairies de fauche de montagne	CBN-FC		2005
430020299	54.23	Tourbières basses à carex davalliana	CBN-FC		2005

b) Milieux autres

NM_SFFZN	CD CB*	Libellé	Source	Surface*	Observation*
* CD CB : code habitat (CORINE BIOTOPE) Surface : Surface indicative en % Observation : Période d'observation					
430020299	31.81	Fourrés médio-européens sur sol fertile	CBN-FC		2005
430020299	31.8711	Clairières à epilobes et digitales	CBN-FC		2005
430020299	35.1	Pelouses atlantiques à nard raide et groupements apparentés	CBN-FC		2005
430020299	37.1	Communautés à reine des prés et communautés associées	CBN-FC		2005
430020299	37.8	Mégaphorbiaies alpines et subalpines			
430020299	41.133	Hêtraies à dentaires	CBN-FC		2005
430020299	84	Alignements d'arbres, haies, petits bois, bocage, parcs	CBN-FC		2005

8-COMPLÉMENTS DESCRIPTIFS

a) Géomorphologie

- 59 Coteau, cuesta - 68 Crête

b) Activités humaines

- 01 Agriculture - 08 Habitat dispersé

c) Statuts de propriété

- 01 Propriété privée (personne physique)

**1****d) Mesures de protection**

- 01 Aucune protection - 61 Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) - 62 Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)

e) Autres inventaires- ZSC (Directive Habitats)
- ZPS (Directive Oiseaux)**9-FACTEURS INFLUENÇANT L'ÉVOLUTION DE LA ZONE**

- 410 Mises en culture, travaux du sol - 440 Traitements de fertilisation et pesticides - 530 Plantations, semis et travaux connexes - 610 Sports et loisirs de plein-air - 915 Fermeture du milieu

10-CRITÈRES D'INTÉRÊT**a) Patrimonial**

- 10 Ecologique - 20 Faunistique - 22 Insectes - 30 Floristique - 36 Phanérogames

b) Fonctionnel

- 60 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales

c) Complémentaire**11-BILAN DES CONNAISSANCES CONCERNANT LES ESPÈCES**

Mammifères	Oiseaux	Reptiles	Amphibiens	Poissons	Insectes	Autres Invertébrés	Phanérogames	Ptéridophytes	Bryophytes	Algues	Champignons	Lichens	Habitats
Nulle	Faible	Nulle	Nulle	Nulle	Bon	Nulle	Moyen	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Nulle	Moyen

12-CRITÈRES DE DÉLIMITATION DE LA ZONE**a) Critère de délimitations**

- 01 Répartition des espèces (faune, flore) - 02 Répartition et agencement des habitats

b) Commentaire de délimitations

-

13-COMMENTAIRE GÉNÉRAL**- DESCRIPTION**

Dans la région naturelle des seconds plateaux jurassiens, le site du Crêt Monniot comprend deux unités topographiques : à l'est-nord-est, un relief relativement pentu s'articule autour du sommet du Crêt Monniot lui-même (culminant à 1141 mètres). Au sud-ouest, les formes sont adoucies, parfois même quasiment inexistantes sur le plateau marquant la limite sud du site (vers le lieu-dit « les Fonges »).

Sur le plan géologique, le site occupe le sommet d'un anticlinal appartenant au faisceau salinois. Celui-ci, formant la première structure plissée à l'ouest de la Haute-Chaîne, correspond au front de chevauchement entre les plateaux de Levier et d'Ornans, ce qui explique la création d'un relief vigoureux dominant largement les plateaux voisins. Le substrat géologique affleurant est constitué de calcaires, marnes et marno-calcaires du Jurassique moyen à supérieur (faciès Callovien, Oxfordien, Argovien et Rauracien). Les sols présentent toute la gamme d'évolution sur substrat calcaire : rendzines, sols bruns calcaires, bruns calcaires (dominants) et bruns acides. Le climat qui règne sur ce site est caractérisé par une forte pluviométrie en toutes saisons (1500 à 2000 millimètres annuellement), un hiver rigoureux et un ensoleillement médiocre. Ces caractéristiques géologiques, topographiques et climatiques sont à l'origine des particularités écologiques qui font tout l'intérêt du site.

La végétation forestière potentielle de cette zone entièrement située à l'étage montagnard supérieur (au-dessus de 900 mètres) est la hêtraie-sapinière. Si celle-ci est bien représentée sur les versants nord et sud de l'anticlinal, la partie sommitale, qui reste en grande partie exploitée par l'agriculture, présente une physionomie ouverte à semi-ouverte. Ce site est riche de toute une gamme d'habitats humides à secs, se répartissant selon les conditions de relief et de substrat : bas-marais alcalins, mégaphorbiaies et prairies humides eutrophes, mais aussi pelouses méso-xéroclines calcicoles ou acidiphiles, ourlets forestiers thermophiles, pour les secteurs les plus secs, et encore mégaphorbiaies montagnardes. Cependant, la végétation relève principalement de prairies fauchées à euphorbe verruqueuse et avoine dorée. Cette association est localisée à l'étage montagnard dans le massif du Jura, où elle est relativement abondante et typique au-dessus de 800 mètres. La sous-association à knautie de Godet que l'on trouve ici est endémique du Doubs. Aux lieux-dits les « Prés des Creux » et la « Combette Bailly », un paysage de prés-bois prédomine.

En lien avec cette diversité d'habitats, quatre plantes remarquables ont été relevées sur cette zone, les trois premières étant protégées dans la région : la gentiane de Koch, liée aux pelouses acidiphiles montagnardes, dont la présence témoigne de phénomènes de décalcification en surface ; la gesse à feuilles différentes, qui se trouve dans les ourlets thermophiles et mésoxérophiles, autour des buissons ou dans les



pelouses sèches abandonnées et dont le pôle de répartition dans le massif jurassien se situe dans le Haut-Doubs ; enfin, la grassette commune est inféodée aux bas-marais. La knautie de Godet, quant à elle, est une plante des prairies et pâturages humides montagnards.

STATUT DE PROTECTION

Cette zone est incluse dans le réseau Natura 2000 « Vallée de la Loue ». En outre, la présence de plantes protégées confère indirectement un statut de protection au milieu : la législation interdit en effet de porter atteinte aux espèces et aux milieux qui les supportent (arrêté ministériel du 22/06/92).

OBJECTIFS DE PRESERVATION

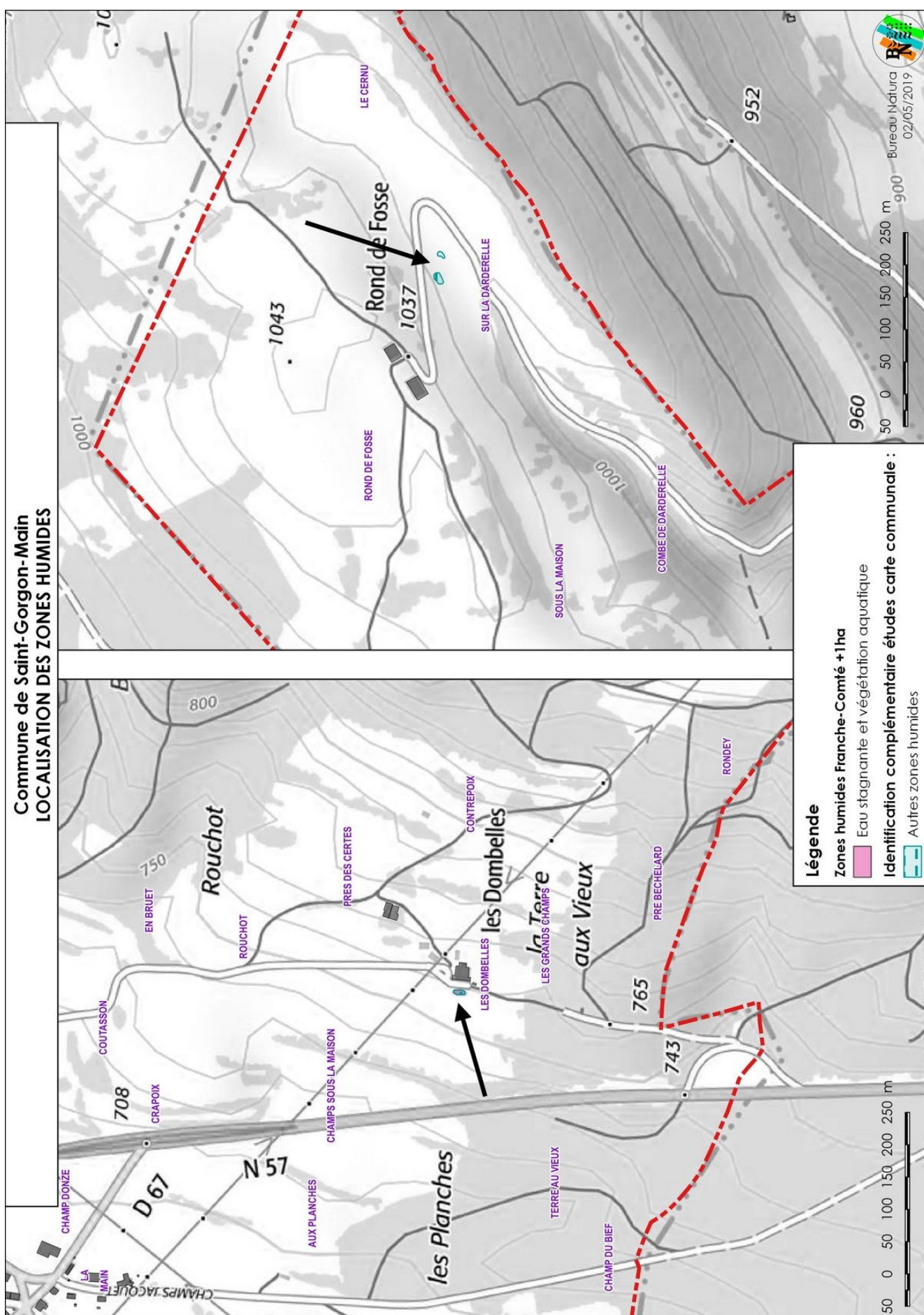
Ce site revêt un grand intérêt pour la conservation des habitats mésotrophes caractéristiques des systèmes agropastoraux de montagne. Ceux-ci tendent à disparaître au profit de prairies fauchées eutrophes exploitées de façon intensive : il convient donc d'encourager la poursuite des pratiques agricoles actuelles (limitation de la fertilisation) et de conserver la mosaïque d'habitats représentative de cette zone.

1.2 Les zones humides

L'hydrographie naturelle s'accompagne d'espaces humides (prairies essentiellement ainsi que ripisylves et boisements humides). Ces espaces doivent faire l'objet d'une protection au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques.

Les zones humides dont la superficie est supérieure à 1 ha ont fait l'objet d'un recensement par la DREAL Franche-Comté (cf carte ci-après). Une seule zone humide a été repérée au lieu-dit Les Dombelles (étang artificiel).

Les études de terrain ont permis d'en localiser deux autres au lieu-dit Sur la Darderelle. Mais aucune zone humide n'a été identifiée sur les secteurs constructibles du projet de carte communale. Ainsi l'ensemble des zones humides présentes sur le territoire communal est préservée de toute urbanisation.





Les zones humides : nature et fonctionnalités

L'article L211-1 du Code de l'Environnement donne une définition des zones humides : "on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année " .

Les zones humides constituent des espaces de transition entre les milieux terrestres et aquatiques. Elles jouent un rôle important dans le fonctionnement des milieux naturels en raison de leurs fonctions **hydrologiques** (régulation des maxima et minima hydrologiques, rétention d'eau venant contrebalancer une imperméabilisation croissante des sols génératrice de phénomènes de crues souvent extrêmes, lutte contre les phénomènes de sécheresse...), **écologiques** (diversité et richesse spécifique des espèces floristiques et faunistiques, et des habitats, rôle dans la constitution des continuités naturelles), ainsi qu'**épuration et protection** (rôle de "filtre" et épuration des eaux par rapport à divers polluants permettant le maintien d'une qualité biologique et physico-chimique de l'eau indispensable au fonctionnement des milieux et à la consommation humaine). Enfin elles assurent de plus de nombreuses fonctions dont la société tire des bénéfices (nommés services rendus : **ressources naturelles** telles que pâturage, sylviculture, pisciculture, **loisirs** tels que promenade, chasse, pêche..., **paylage** – espaces naturels pittoresques, patrimoine régional...).

L'**arrêté du 24 juin 2008** (MEEDDAT) précise les critères de définition et de délimitation des zones humides, en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement. Cet arrêté reprend les deux premiers critères :

Art. 1er : « Un espace peut être considéré comme zone humide dès qu'il présente l'un des critères suivants :

- 1 - Ses sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques parmi ceux mentionnés dans la liste figurant à l'annexe 1.1 et identifiés selon la méthode figurant à l'annexe 1.2 ;
- 2 - sa végétation, si elle existe est caractérisée :
 - soit par des espèces indicatrices de zones humides identifiées selon la méthode et la liste d'espèces figurant à l'annexe 2.1 ;
 - soit par des communautés d'espèces végétales dénommées « habitats », caractéristiques des zones humides, identifiées selon la méthode et la liste figurant à l'annexe 2.2. »



L'**arrêté du 1er octobre 2009** modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 modifie la liste des sols de zone humide, mais ne remet pas en cause la méthode de définition.

Une zone humide peut être cumulativement définie par :

- une délimitation de zone humide au sens strict selon l'arrêté du 24 juin 2008 ;
- la prise en compte de l'espace de fonctionnalité de la zone humide qui intègre un territoire beaucoup plus large. Cet espace prend en compte les relations hydrologiques, physiques ou biologiques entre la zone humide et les autres écosystèmes de son bassin versant.

Puis, dans une **décision du 22 février 2017, le Conseil d'Etat** a estimé que les deux critères (présence d'un sol hydromorphe et végétation hygrophile) étaient nécessaires pour caractériser une zone humide.

Mais, finalement, la **loi n°2019-773 du 24 juillet 2019**, portant création de l'Office français de la biodiversité, a remis en cause la décision du Conseil d'Etat du 22 février 2017. Ainsi, l'**article 23 de la loi n°2019-773** a modifié l'article L211-1, I 1° du Code de l'environnement : «[...] on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, **ou** dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ; ».

Désormais, les zones humides sont de nouveau définies par le critère alternatif des critères de sol et de végétation.



1.3 Inventaire des espèces présentes

Dans le cadre de la carte communale, un inventaire floristique et faunistique a été dressé. Les espèces suivantes, signalées par le site Sigogne comme menacées ou protégées ont été recherchées sur les zones urbanisables envisagées dans le cadre du projet de carte communale. Aucune espèce floristique ou avifaunistique nicheuse n'a été identifiée sur les zones concernées.

(Source : <https://www.sigogne.org/carto/>).

Espèces présentes dans la commune. Commune de Saint-Gorgon-Main (25).

Groupe	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Statut menace	Statut protection	Statut espèce invasive	Lien vers fiche espèce	Lien vers fiche espèce liste rouge régionale
Flore	Gesse à feuilles différentes	Lathyrus heterophyllus	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Milan royal	Milvus milvus	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Milan noir	Milvus migrans	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Traquet motteux	Oenanthe oenanthe	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Pie-grièche grise	Lanius excubitor	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Busard des roseaux	Circus aeruginosus	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Bouvreuil pivoine	Pyrrhula pyrrhula	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Pie-grièche écorcheur	Lanius collurio	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Bondrée apivore	Pernis apivorus	Espèce menacée	Espèce protégée			
Oiseau	Linotte mélodieuse	Carduelis cannabina	Espèce menacée	Espèce protégée			
Amphibien	Alyte accoucheur, Crapaud accoucheur	Alytes obstetricans	Espèce menacée	Espèce protégée			
Amphibien	Sonneur à ventre jaune	Bombina variegata	Espèce menacée	Espèce protégée			
Mammifère	Murin de Natterer, Vespertilion de Natterer	Myotis nattereri	Espèce menacée	Espèce protégée			



2. Descriptif des grands ensembles naturels

1.1 Présentation générale

La petite commune de Saint-Gorgon-Main jouit d'un environnement physique et naturel peu diversifié ou prédominent les massifs boisés (représentant 38 % de la superficie de la commune), le bocage et les grandes pâtures à tendance mésophile.

Le relief oscille entre 650 m (altitude minimale du territoire communal à l'extrémité ouest de la commune dans la vallée de la Loue) et 1045 mètres au Mont Pelé (limite sud du territoire communal).

L'hydrographie de surface est totalement absente, en raison d'un sous sol karstique qui favorise l'infiltration des eaux. Et la présence de très nombreuses zones d'effondrement apparaît en certains endroits.

L'activité, surtout concentrée autour de l'élevage et des activités liées à l'exploitation de la forêt, favorise le maintien des habitats et des espèces et la forêt constitue un refuge et des corridors naturels pour de nombreuses communautés naturelles. D'autre part, les milieux naturels en général jouissent d'une bonne protection contre les intrusions humaines, car beaucoup de chemins se terminent en impasses.

Les recensements que nous avons effectués nous ont permis d'observer quelques espèces caractéristiques, sur le plan de la faune. En revanche, les milieux sont souvent apparus comme très homogènes, dominés par les vastes pâtures qui semblent s'étendre partout où la forêt n'est pas implantée. De grands espaces ont ainsi défrichés au Moyen-Age.

La commune n'est concernée que par une seule ZNIEFF, toutefois marginale (à l'extrême Est), mais qui présente cependant un intérêt écologique important.

La partie centrale du territoire, boisée et plutôt bocagère, constitue le principal réservoir de biodiversité s'insérant dans des ensembles naturels plus vastes à l'échelle intercommunale. On peut toutefois regretter la prédominance des plantations de résineux au détriment des espèces feuillues et notamment du Hêtre, essence bien adaptée localement. Les zones humides sont très rares et de petite superficie, localisées en pied de versants.

L'analyse de la trame verte permet d'identifier les principaux réservoirs de biodiversité de la commune (massifs forestiers, zones bocagères denses...) et de mettre en évidence les grands continus naturels du territoire (corridors écologiques).

L'analyse des milieux naturels divise la commune en différentes unités, met en relief leurs caractéristiques dominantes et mentionne les espèces présentes. En outre, les perspectives d'évolution sont analysées pour les ensembles naturels et les habitats les plus importants.

Les unités ou sous-unités suivantes ont été analysées (cartographie générale en page suivante) :

Espaces agricoles, prairies bocagères et milieux associés :

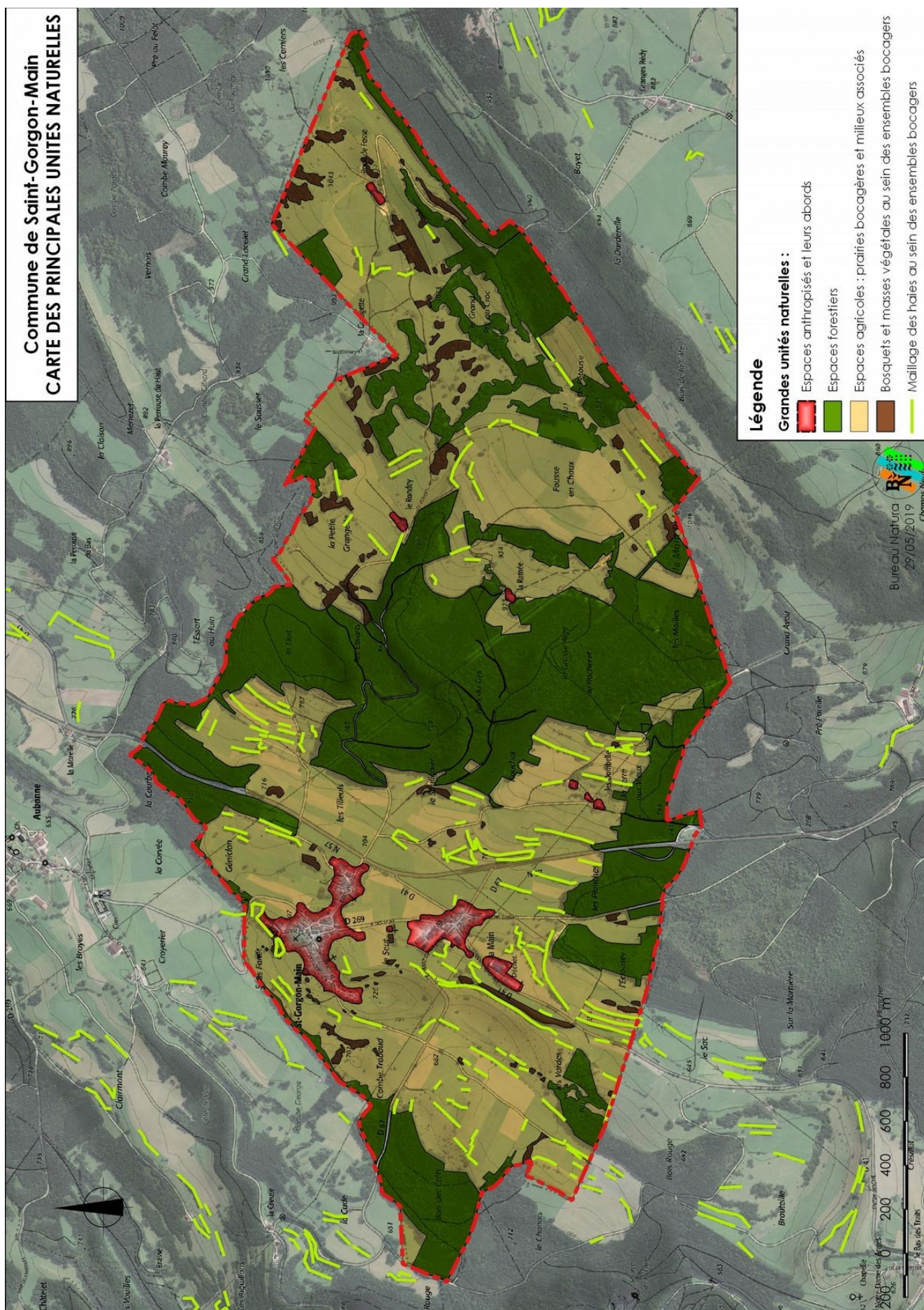
- Les zones de prairie permanente et les pâtures ;
- Les zones bocagères ;
- Les murets de pierre sèche ;
- Les arbres monumentaux, abris pour une faune spécifique ;
- Les écarts à dominante agricole ;

Espaces forestiers :

- Les massifs boisés ;
- Les zones de sources et dolines ;

Espaces anthropisés et leurs abords :

- Les friches, espaces de loisirs et jardins ;
- Le village et le hameau de La Main ;
- Les constructions anciennes en pierre, refuges pour une certaine catégorie de faune.





2.1 Espaces agricoles, zones de prairie permanente et pâtures

A. PRAIRIES ET PÂTURES

Les pâtures sont le plus souvent colonisées par des espèces végétales favorables au bétail avec une prédilection de hautes graminées. Le renoncule âcre est l'espèce dominante et quasi présente sur l'ensemble de la commune, avec les plantains, ray-grass, trèfle et pissenlit.

Ces milieux sont fréquentés par une avifaune le plus souvent commune : Buse variable, Faucon crécerelle, Bruant jaune, Merle noir, corvidés, rapaces nocturnes, etc. Cependant, les effectifs sont très faibles. Notons toutefois la présence du Milan royal en migration de printemps et d'automne.

Le renard, le blaireau, le sanglier et le chevreuil sont régulièrement observés dans les boisements et zones bocagères.

L'essentielle de la surface agricole se rattache aux pâtures. Les espèces floristiques suivantes ont été recensées, le plus souvent sur les bordures : trèfle blanc, renoncule âcre, grande pimprenelle, véronique en épi, luzerne lupuline, silène enflée, épervière piloselle, ortie, renouée bistorte, séneçon jacobée, lotie, carotte, gaillet jaune, sainfoin, géranium des prés, graminées diverses (dactyle...), pissenlit...

Dans l'ensemble, les zones de pâtures sont peu attractives pour les espèces sauvages, excepté sur les marges au contact de haies et lisières forestières.

Perspectives d'évolution :

La mutation ou la permanence de ces milieux dépend essentiellement des pratiques agricoles. Leur entretien est dû à une fauche régulière qui, si elle vient à faire défaut, laissera la place aux espèces ligneuses qui vont progressivement coloniser l'espace à partir des lisières boisées. Globalement, ces milieux évoluent peu.

B. LES ZONES BOCAGÈRES

Les haies soulignent les contours du relief à l'Est et à l'Ouest, sur les lieux-dits Combe Trabaud, Le Seut, Les Planches, Les Tilleuls, La Petite Grangette, Le Grand Pré au Croc, Fausse en Chaux..., et se rattachent à des bosquets et massifs boisés parfois conséquents dans la partie centrale. Elles forment des rideaux le plus souvent de plein vent. La structure arborescente (parfois dégradée) est constituée principalement de frêne et de hêtre de grand développement. S'y ajoutent parfois le bouleau, l'aulne et l'érable. En étage buissonnant poussent le noisetier, le houx, l'aubépine, le troène et l'alisier.

Le flore herbacée est assez variée : Lamier tacheté, gaillet gratteron, anémone sylvie, Violette des chiens, lierre terrestre, ortie dioïque, liseron, gouet...

Les haies retiennent une faune inféodée aux herbages, friches et lisières forestières. Ce sont par conséquent des milieux riches, à préserver. Dans l'ensemble, les oiseaux semblent peu abondants avec quelques espèces communes : Mésanges, Turbidés, Sylvidés, Corvidés et rapaces diurnes et nocturnes. Ces milieux conviennent également aux reptiles et amphibiens, mais de rares individus sont notés.

Perspectives d'évolution :

Ces formations évoluent naturellement et forment un cloisonnement des parcelles tout en permettant la circulation des communautés animales et végétales. Il est donc particulièrement important que les interventions humaines restent légères, concernant la taille et l'entre-



ten. À cet égard, l'utilisation de groupes de fauchage doit absolument être évitée, car ils broient et éclatent les branches, introduisant ainsi des maladies aux végétaux, sans parler de l'aspect déchiqueté du bois, très inesthétique.

Par ailleurs, des actions sont engagées par la Fédération départementale de chasse du Doubs, avec l'association "Vergers vivants" et des agriculteurs pour créer de nouveaux vergers et inciter à la reconstitution du bocage.

C. LES MURETS DE PIERRE SÈCHE

Dans certains cas, les haies sont renforcées de murets de pierre sèche. Les murets bas divisent les terres en parcelles parfois de grande superficie. Ce cloisonnement est présent dans le paysage et compose de micro unités paysagères très originales. S'ajoute à cet intérêt le rôle d'abri et de refuge pour une petite faune commune d'insectes, d'oiseaux, de micro-mammifères, de reptiles, d'amphibiens et invertébrés de diverses espèces qui profitent d'une multitude d'habitats. Les murets de pierre sèche accueillent également une flore spécialisée regroupant orpins, cymbalaires, fougères, saxifrages, scolopendres, divers champignons et mousses, des lichens parfois rares, etc. Dans l'ensemble, les murets de pierre sèche semblent bien conservés sur la commune, tant que les pratiques agricoles liées à l'élevage n'évoluent pas fondamentalement. Un recensement des murets a été réalisé dans le cadre des études du P.L.U. pour en permettre la protection.

Perspectives d'évolution :

Les murets ont été construits de main d'homme, souvent de longue date, et constituent des limites de parcelles qui jouent souvent un rôle de clôtures, mais dont la pérennité est bien fragile. En effet, les murets de pierre sèche assis sur de faibles fondations sont sans cesse soumis aux mouvements de sol qui finissent par les déstabiliser, notamment en fin d'hiver. De ce fait, il convient d'entretenir ces constructions de façon régulière pour en assurer la conservation, en tant que patrimoine vernaculaire et auxiliaire précieux pour la faune..

D. LES ARBRES MONUMENTAUX, ABRIS POUR UNE FAUNE SPÉCIFIQUE

La commune conserve un maillage bocager en arbres alignés ou isolés, dans certains cas associés à des murets de pierre bas. Nous avons à plusieurs reprises noté de beaux arbres, principalement des Chênes, Hêtres et Frênes. Ces arbres constituent des points de repères importants dans le paysage et sont habités par une petite faune commune mais très diversifiée avec de nombreux insectes et oiseaux à différentes saisons. Parmi les insectes les plus communs, nous pouvons citer l'Abeille, le Syrphe, le Hanneton, le Frelon, les araignées et de nombreuses larves d'invertébrés qui vivent dans l'écorce. Les oiseaux cavernicoles comme les Pics vont creuser eux mêmes leurs cavités et ceux qui vont les utiliser la saison suivante sont les Martinet, Huppe, Torcol, Moineau, Étourneau, Mésanges, Sittelle, Grimpereaux, Gobe-mouches, Rouge-queue... La plupart sont d'importants prédateurs des insectes défoliateurs.

En outre, l'Écureuil, la Martre et le Lérot occupent assez souvent des cavités de vieux arbres. Pour toutes ces raisons, il est important de conserver les grands arbres, même ceux qui sont dépréciés, car ils commencent une nouvelle vie, indispensable aux équilibres naturels.

Perspectives d'évolution :

Les arbres isolés ou en plantations d'alignement sont parfois en sursis, compte tenu de certaines contraintes agricoles. Une protection et un entretien suivi pourraient permettre la conservation des spécimens les plus remarquables.



E. LES ÉCARTS A DOMINANTE AGRICOLE

Les activités agricoles se développent en grande partie à l'Ouest de la RN57, avec quelques bâtiments d'exploitation nécessaires à l'élevage. Mais ces activités englobent pratiquement toutes les terres de la commune, à l'exception de la forêt. Les espaces agricoles sont de ce fait de grande superficie (62 % du territoire) et relativement favorables à la faune et à la flore, dans une moindre mesure. La fumure épandue dans les pâtures enrichit très fortement le tapis végétal et en modifie la composition.

Perspectives d'évolution :

Ces milieux (pâtures) évoluent très peu mais subissent localement un certain tassement dû aux trafics d'engins agricoles lourds, ce qui à terme nuit à la qualité des terres. Les tailles de haies sont parfois réalisées avec des techniques peu adaptées à une gestion durable des milieux.

2.2 Les massifs boisés

A. BOISEMENTS

Les boisements (hêtraie sapinière), qui représentent près de 40 % de la superficie de la commune, sont principalement localisés dans les deux tiers Est de la commune, et pour les plus importants, sur les lieux-dits Bois des Crêts, Les Planches, La Doit, Les Essarts, le Bois du Gys, Le Rocher, Les Mailles. Il s'agit d'habitats d'intérêt européen.

Ces boisements comportent de nombreuses plantations de résineux (Epicéa, Douglas...). Les massifs les plus importants sont exclusivement plantés en conifères. En matière de gestion, il pourrait être intéressant, sur le plan de la biodiversité, de diminuer la part de résineux au profit d'essences feuillues bien adaptées localement. Mais il est à noter que de nombreux massifs conservent une part très importante d'arbres morts qui favorisent l'installation d'une litière très bénéfique pour les sols et la faune en général.

Les essences feuillues accompagnatrices du chêne sont les suivantes : bouleau, charme, hêtre, houx, frêne, aulne...

La flore associée est peu diversifiée : lamier jaune, houx, ronce, parisette à quatre feuilles, aspérule odorante, dentaire pennée, ail des ours, arum, muguet, euphorbe des bois...

L'avifaune des boisements est dans l'ensemble commune : mésanges, roitelets, rougegorge, buse, corneille, turdids, sylvidés, fringilles, pics (Pic noir), bécasse des bois, rapaces nocturnes (Chouette de Tadmalm), Cassenoix, etc. La présence de la Gélinothe des bois (Tétrastes bonasia) est à rechercher.

Les parcelles les plus intéressantes sont la plupart du temps celles qui relèvent du régime privé et qui ménagent des zones de friches et de bois mort, indispensables aux communautés animales de la forêt. Quelques mammifères fréquentent potentiellement les boisements ; chiroptères, renard, écureuil, martre, blaireau, chevreuil, lièvre, putois, micro-mammifères, hérisson... On observe également sur les parcelles qui évoluent naturellement occasionnellement quelques amphibiens et reptiles communs. Mais il est remarquable de constater que les parcelles monospécifiques de résineux ne présentent quasiment aucun intérêt pour la flore et la faune sauvages.

Les hêtraies-sapinières sur sol acide sont répandues dans le centre de l'Europe de l'Ouest et une partie des massifs forestiers français. Elles sont fréquemment dénaturées par les plantations de résineux.



B. LES ZONES DE SOURCES ET DOLINES

Il existe à notre connaissance trois sources, dont deux sont captées sur les lieux-dits suivants : La Doit, Le Terreux Vieux et Les Mailles. Ces sources sont situées au sein des massifs boisés sur les versants dominant la RN57 à l'Est. Par ailleurs, la commune est constellée de nombreuses dolines (concernant également les prairies agricoles), pertes et cavités souterraines qui témoignent de l'importance des systèmes karstiques et des circulations d'eau souterraines.

Perspectives d'évolution :

Les milieux forestiers sont essentiellement entretenus par l'action de l'homme. Mais son intervention est déterminante pour conserver aux peuplements des conditions écologiques adaptées et une gestion raisonnée et durable des habitats et des espèces. Les plantations de résineux à grande échelle sont à proscrire, car non adaptées localement, voire dommageables pour la biodiversité. Les coupes "à blanc" (dont on note l'importance sur la commune !) devraient être prosrites, ainsi que la création de nouvelles dessertes forestières.

«Dans les hêtraies naturelles ou sub-naturelles, parfois localement quasi mono-spécifiques le gros bois d'arbres sénescents ou le bois mort sont des sources importantes voire essentielles d'abris et de nutriments pour les champignons, invertébrés et autres organismes saproxylophages qui recyclent la matière organique morte dans la forêt. Les champignons qui pousseront dans le sol seront eux-mêmes souvent des symbiotes essentiels au bon développement du hêtre».

2.3 Les espaces anthropisés et leurs abords

A. LE VILLAGE ET LE HAMEAU DE LA MAIN

Une mosaïque de milieux anthropisés accompagne les habitations avec granges et fenils souvent de grands volumes. Ce sont autant d'habitats pour une faune commune qui vit proche de l'homme. Les oiseaux observés regroupent des espèces très communes : Mésanges, Pic épeiche, Étourneau sansonnet, Tourterelle Turque, Geai des chêne, Merle noir, Sittelle, Grimpereau des jardins, Rougegorge, Accenteur...

Fouine, Hérisson, Écureuil, Belette et plus rarement Hermine hantent également ces espaces.

Perspectives d'évolution :

Ces milieux sont directement liés à l'action de l'homme qui en maintient l'état, par les pratiques culturelles et une gestion appropriée des arbres producteurs de fruits. Ils constituent des habitats très importants pour une certaine catégorie de faune. En revanche, les terrains d'agrément peuvent être l'objet de traitement chimiques nocifs pour l'environnement.

B. LES CONSTRUCTIONS ANCIENNES EN PIERRE, REFUGES POUR UNE CERTAINE CATÉGORIE DE FAUNE

La commune compte un certain nombre de grands bâtiments anciens en pierre qui ménagent de multiples habitats pour une petite faune commune : Oiseaux, petits Mammifères, Insectes, Reptiles... Les bâtiments agricoles offrent également quelques niches écologiques pour une faune commune.

Perspectives d'évolution :



Les micro-habitats et niches écologiques pour Chauves souris, Hyménoptères, Lézards, oiseaux cavernicoles...), offerts par les constructions anciennes disparaissent dans le cas de restaurations de bâtiments par enduits de façades et isolation des combles. C'est également le cas lors d'aménagement de volumes à usage agricole en habitation. Des solutions existent pour permettre des aménagements compatibles avec la faune et l'habitat humain.

C. LES FRICHES, ESPACES DE LOISIRS ET JARDINS

Ces formations se développent en lisières forestières et aux abords des habitations.

Les friches sont diversifiées et regroupent les espèces communes suivantes qui forment la structure arborescente : Charme, Chêne, Noisetier, Hêtre, Sureau, Fusain d'Europe, Renouée japonaise, Prunellier, Robinier, Frêne, Noyer, Merisier, Saules, Cornouille, Pommiers sauvages, Bouleau...

La flore accompagnatrice est commune : Géranium herbe à Robert, Benoite commune, Ortie dioïque, Lierre, Violette, Pervenche, Salicaire, Stellaire, Reine des prés, Gaillets...

Les cultures d'arbres fruitiers constituent des conservatoires d'espèces régionales qu'il importe de ne pas laisser disparaître. En outre, les vergers jouent un rôle de refuge pour de nombreuses espèces animales et notamment oiseaux, insectes, reptiles, amphibiens et certaines espèces de chauves-souris. Ces plantations sont le plus souvent associées aux habitations anciennes et beaucoup plus rarement aux pavillons modernes davantage agrémentés de pelouses et plantations résineuses ou exotiques.

Les espaces verts, parcs, friches, jardins et vergers qui accompagnent les habitations sont des milieux utiles et diversifiés pour une petite faune commensale de l'homme : Petits passereaux, Petits mammifères, Insectes liés aux cultures, Reptiles et amphibiens...

2.4 Conclusion

La commune de Saint-Gorgon-Main est une «commune verte», lieu de vie et de transit pour la faune et la flore au sein des grands massifs forestiers et des vastes pâturages. Elle joue un rôle important en offrant de multiples habitats boisés et de prairies bocagères avec une très faible importance des cultures. Les activités d'élevage maintiennent des milieux favorables à la nature sauvage et ces espaces jouissent d'une grande tranquillité. Les forêts constituent des réservoirs biologiques importants, bien gérés et offrant de bonnes conditions écologiques, malgré une prédominance des essences résineuses.

Le village et le hameau de La Main sont bien regroupés et n'impactent pas de façon significative les espaces naturels. Toutefois, le tracé de la RN57 est cause de mortalité, en grande partie pour la faune terrestre et la ligne haute tension peut être une nuisance pour l'avifaune et les chiroptères. Mais, dans l'ensemble, la bio-diversité est bien préservée sur la commune.



3. Hiérarchisation écologique des milieux

La réalisation du diagnostic écologique permet de rendre compte de l'intérêt relatif des différents milieux rencontrés. La méthode d'appréciation de la valeur écologique repose sur les critères suivants :

- La diversité et la rareté des espèces.
- La diversité écologique, qui intègre les structures verticales (nombre de strates) et horizontales (complexité de la mosaïque).
- Le rôle écologique exercé sur le milieu physique (maintien des sols, régulation hydrique ...) et sur le fonctionnement de l'écosystème.
- L'originalité du milieu dans son contexte régional ou local.
- Le degré de naturalité (non artificialisation) et la sensibilité écologique.

Cette méthode, qui reste subjective, permet néanmoins d'estimer de manière satisfaisante l'intérêt écologique des milieux.

La hiérarchisation de l'espace, opérée au niveau de la commune, a pour but, notamment :

- ✓ Permettre une gestion raisonnée des ressources naturelles
- ✓ Réduire la consommation d'espace
- ✓ Préserver au maximum la végétation naturelle
- ✓ Préserver au maximum les espèces animales
- ✓ Maintenir les grands équilibres biologiques
- ✓ Maintenir la diversité biologique de la commune
- ✓ Protéger les eaux de surface et souterraines
- ✓ Protéger et mettre en valeur les paysages naturels
- ✓ Assurer le maintien d'une agriculture en accord avec l'environnement
- ✓ Guider les choix d'aménagement dans le sens du développement durable

Une carte (ci-après) est alors établie selon les niveaux de valeur allant de 1 à 3 :

Intérêt écologique :

- important,
- moyen,
- faible.

Zones d'intérêt écologique important:

Une unique ZNIEFF de type I s'étend sur une superficie très restreinte, en limite Est de la commune. Cette zone est incluse dans le réseau Natura 2000 Vallée de la Loue. En outre, la présence de plantes protégées confère indirectement un statut de protection au milieu : la législation interdit en effet de porter atteinte aux espèces et aux milieux qui les supportent.

Sont rassemblés également dans ce classement les boisements, prés-bois et prairies naturelles très morcelés, qui se rattachent à de vastes ensembles boisés sur les communes voisines et le vaste massif du Bois de Gys. Ces milieux, peu perturbés par des voies de communication, d'une bonne valeur biologique, abritent des espèces végétales et animales intéressantes. La conservation de ces espaces dépend uniquement des modes d'exploitation agricole et sylvicole ; or, ils ne bénéficient d'aucune protection officielle. D'autre part, il est important de conserver, voire de restaurer, les espèces arborescentes d'origine qui correspondent à des essences feuillues, également bénéfiques pour l'élevage. La conservation de bois mort, de talus et murets de pierres sèches est également essentielle pour la préservation de la bio-diversité.

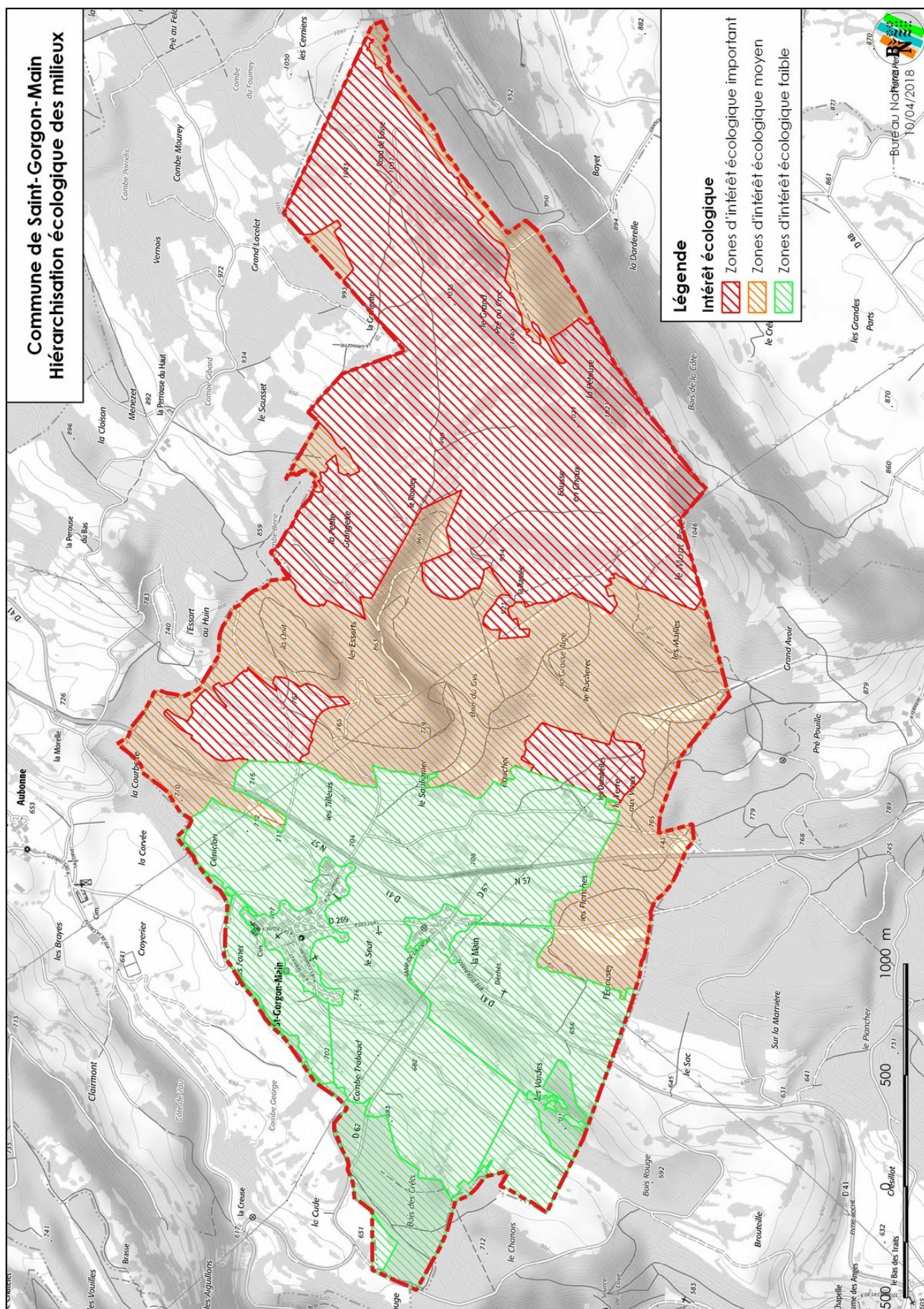


Zones d'intérêt écologique moyen :

Cette zone regroupe les massifs forestiers majoritairement convertis en plantations de résineux aux faibles valeurs biologiques. La faune et la flore y sont en effet appauvries en bio-diversité, conséquence de conditions écologiques médiocres, tant sur la préservation des sols que sur la végétation naturelle associée. En effet, les plantations monospécifiques de résineux, dont certaines sont par ailleurs en mauvais état sanitaire, ne sont souvent pas adaptées aux conditions édaphiques des milieux et sont par conséquent fragilisées. La situation est globalement plus favorable dans les secteurs de plantations moins denses, associées aux essences feuillues d'origine. Les "coupes à blanc" sont par ailleurs préjudiciables à la protection des sols sur pentes, à la flore et à la faune en général.

Zones d'intérêt écologique faible :

Cette zone se rattache à un vaste ensemble de milieux ouverts aux alentours du village et du hameau de La Main, qui mêlent prairies naturelles et artificielles, petites zones de cultures temporaires et réseau de haies plus ou moins dense. Le réseau de haies, les prairies et les friches forment cependant des habitats favorables aux espèces animales et végétales, communes, en fonction de la nature du sol, des effets de lisières et de l'exposition. Mais les densités d'espèces sont très faibles. La restauration du réseau de haies serait nécessaire sur plusieurs secteurs, et notamment sur les pentes.



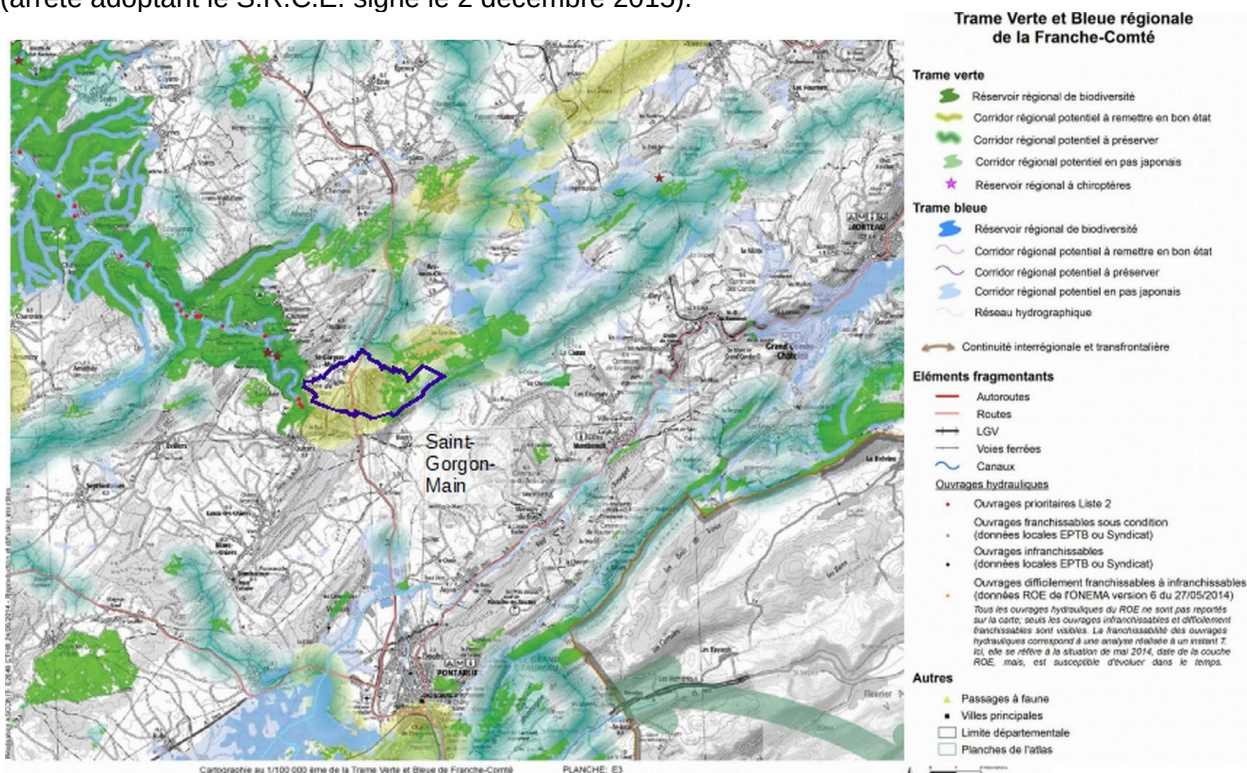


4. Les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité

4.1 Contexte général – le S.R.C.E. (Schéma Régional de Cohérence Écologique)

L'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme rappelle que les documents d'urbanisme participent à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques. Les documents d'urbanisme s'inscrivent ainsi dans la logique de traduction de la trame verte et bleue, dont la protection et la remise en état constitue l'enjeu des Schémas Régionaux de Cohérence Écologique, lorsqu'ils existent.

Le S.R.C.E. de Franche-Comté a été approuvé par le Conseil Régional de Franche-Comté et adopté (arrêté adoptant le S.R.C.E. signé le 2 décembre 2015).



Cartographie de la trame verte et bleue de Franche-Comté sur le secteur de Saint-Gorgon-Main (planche E3), source : atlas cartographique du Schéma Régional de Cohérence Écologique

Sur la commune, la carte de la trame verte et bleue identifie au titre de la trame verte, des réservoirs de biodiversité et un corridor régional potentiel à remettre en bon état selon l'axe Nord/Sud. Notons également que la trame bleue (réservoirs de biodiversité et corridors), bien qu'absente sur la commune même, encadre cette dernière.

Les cartes suivantes sont issues d'une approche plus fine, effectuée dans le cadre des études de la carte communale, dont le but est de traduire localement le fonctionnement écologique propre à Saint-Gorgon-Main, tout en gardant un regard sur les connexions avec les territoires voisins ou à plus large échelle.

La forte densité et la répartition des espaces naturels du secteur dessinent ainsi un maillage, continu ou non, qui s'avère présent sur certaines parties du territoire, et permet d'identifier les grandes composantes de la trame verte et bleue communale, en connexion avec les communes et espaces environnants.

Ainsi, les principaux réservoirs de biodiversité identifiés sont mis en relation, entre eux, ou en leur sein même, par des corridors écologiques, via des axes préférentiels, qui concernent largement certains secteurs, tout en se rattachant à des espaces voisins à l'échelon intercommunal.



4.2 L'expression locale de la trame verte et bleue

(cartographies en pages suivantes)

A. TRAME VERTE

Sur Saint-Gorgon-Main, la trame verte est constituée essentiellement :

- des ensembles forestiers présents sur les grands reliefs et des boisements morcelés,
- des ensembles bocagers

La carte ci-après met notamment en avant la répartition sur le territoire de ces espaces. Ces derniers se rattachent aux ensembles des communes limitrophes, notamment selon un axe Nord-Est/Sud-Ouest parallèle à la Route Nationale 57 (à l'est). Une partie à l'ouest se rattache à la vallée de la Loue (Bois des Crêts, Bois Rouge).

Le territoire communal présente sur certains secteurs un réseau dense de haies et bosquets qui agrémentent les prairies, notamment tout le secteur Est du territoire communal.

Ce réseau doit ainsi être préservé, à la fois pour son intérêt dans la diversification du paysage, et en termes de bio-diversité. En tant que lien potentiel entre les boisements principaux du secteur, le réseau bocager joue également un rôle important comme ossature de la trame verte.

B. TRAME BLEUE

La trame bleue est très peu présente en termes d'emprise sur le territoire. Elle s'articule uniquement autour de zones humides (1 plan d'eau artificiel au lieudit Les Dombelles et 2 mares sur Rond de Fosse). Signalons à proximité la présence de la Loue et notamment sa source, sur la commune de Ouhaus au sud, en contrebas du territoire communal.

Une zone humide (prairie humide) importante mérite d'être signalée sur la commune d'Arc-sous-Cicon, au nord (bassin versant du haut-Doubs).





C. SYNTHÈSE ET ENJEUX

La carte de synthèse de la présente analyse (page suivante) délimite ainsi, à l'échelle de la commune et des territoires environnants, les espaces tenant lieu de réservoirs de biodiversité, et met en évidence les continuités écologiques qui les relient, sur la base d'une analyse effectuée en trois temps (reconnaissance terrain et bibliographique pour identification des secteurs écologiquement significatifs, analyse SIG, et recalage éventuel des résultats automatisés sur la base d'une analyse paysagère et des observations de terrain).

Ces espaces font l'objet d'un enjeu de protection qui doit être pondéré selon l'importance d'un projet éventuel et sa capacité à remettre en cause ou non l'existence d'une continuité écologique.

À l'échelon communal ou inter-communal proche, les principaux réservoirs de biodiversité (qui peuvent constituer par ailleurs dans le même temps des zones de déplacement des espèces), compte-tenu de leur disposition géographique et des coupures majeures liées aux infrastructures ou à l'urbanisation sont constitués par les boisements et les zones bocagères de prairie. La cartographie met ainsi en évidence la multiplicité des espaces jouant un rôle potentiel dans la connectivité entre les différents réservoirs de biodiversité, que se soit au titre de la trame verte, ou de la trame bleue.

En matière d'obstacles aux continuités écologiques, on notera la coupure majeure que représente la RN57.

Il convient de ne pas étendre l'urbanisation de façon linéaire entre Saint-Gorgon et la Main (maintien d'une coupure naturelle avec le Mont de Seut).

Il convient de rechercher une urbanisation visant à densifier ou épaissir les noyaux principaux existants.

Il convient de rechercher une urbanisation visant à densifier ou épaissir les noyaux principaux existants.

On peut ainsi identifier les corridors écologiques à enjeux suivants, à maintenir :

- les reliefs boisés (la grosse Aige, Bois du Gys, La Doit en lien avec les zones humides d'Arc sous Cicon, Bois des Crêts en lien avec la vallée de la Loue, Bois de la Côte) et espaces bocagers (notamment au lieu-dit le Grand Pré au Croc, en lien avec le Crêt Monniot).
- les coupures entre l'urbanisation d'Aubonne et de Saint-Gorgon-Main et entre Saint-Gorgon et le hameau de la Main.

Les corridors écologiques - définition

Un corridor biologique est une voie de déplacement empruntée par la faune et la flore, plus ou moins large, continue ou non, qui relie des réservoirs de biodiversité.

Ces liaisons fonctionnelles entre écosystèmes ou habitats d'une espèce permettent sa dispersion et sa migration. On les classe généralement en trois types principaux :

- structures linéaires : haies, chemins et bords de chemin, cours d'eau et leurs rives, etc.
- structures en « pas japonais » : ponctuation d'éléments relais ou d'îlots refuges, mares, bosquets, etc.
- matrice paysagère : élément dominant d'un paysage homogène.

De façon générale, les corridors remplissent plusieurs rôles : habitat (permanent ou temporaire), conduit ou couloir pour la dissémination des espèces, filtre, barrière, source (des individus émanent du corridor) ou puits (les organismes pénètrent dans le corridor, mais n'y survivent pas). Parmi les éléments du paysage jouant le rôle de corridors, on peut citer les ripisylves, les réseaux de haies, les lisières forestières, les bandes enherbées, les routes et autres voies de communication artificielles créées par l'homme.

(Sources définition : Cemagref - MEEDDM, mars 2010).

Les six fonctions d'un corridor - (D'après Hess et Fischer, 2001)

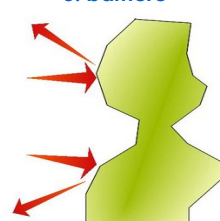
1. habitat



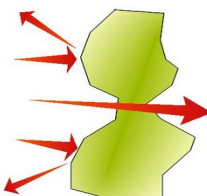
2. conduit



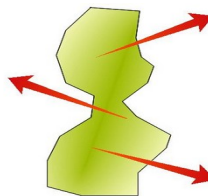
3. barrière



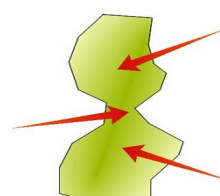
4. filtre

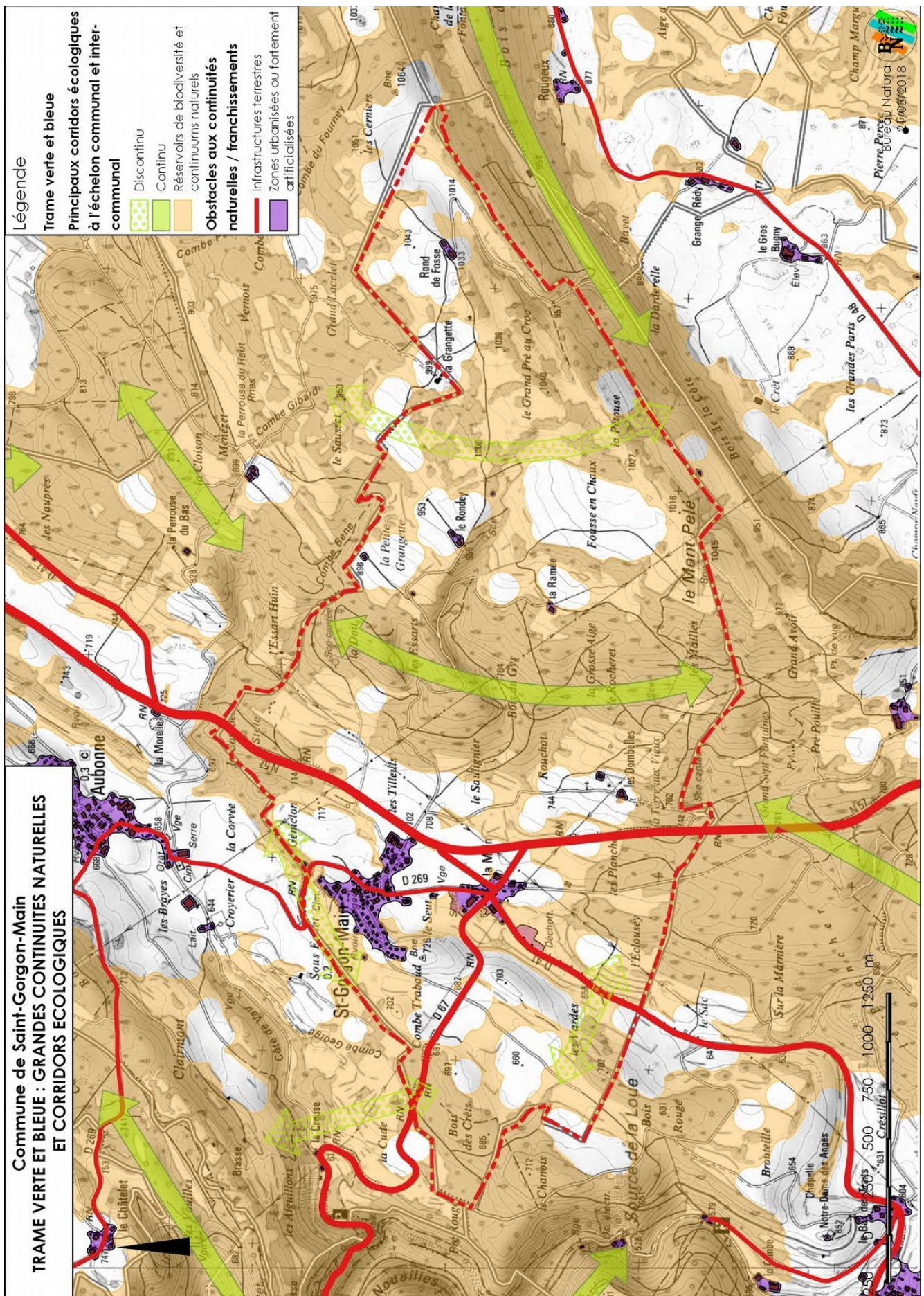


5. source



6. puits







4.3 Conclusion

Le territoire de Saint-Gorgon-Main constitue une mosaïque intéressante de boisements et prairies bocagères, qui assure des fonctions importantes en lien avec les réservoirs de biodiversité des communes limitrophes.

Les relations entre ces biotopes ont été perturbées par l'urbanisation et les infrastructures. Aujourd'hui il convient de limiter les extensions linéaires de l'urbanisation et de protéger les réservoirs de bio-diversité présents sur Saint-Gorgon-Main.



D. Les paysages

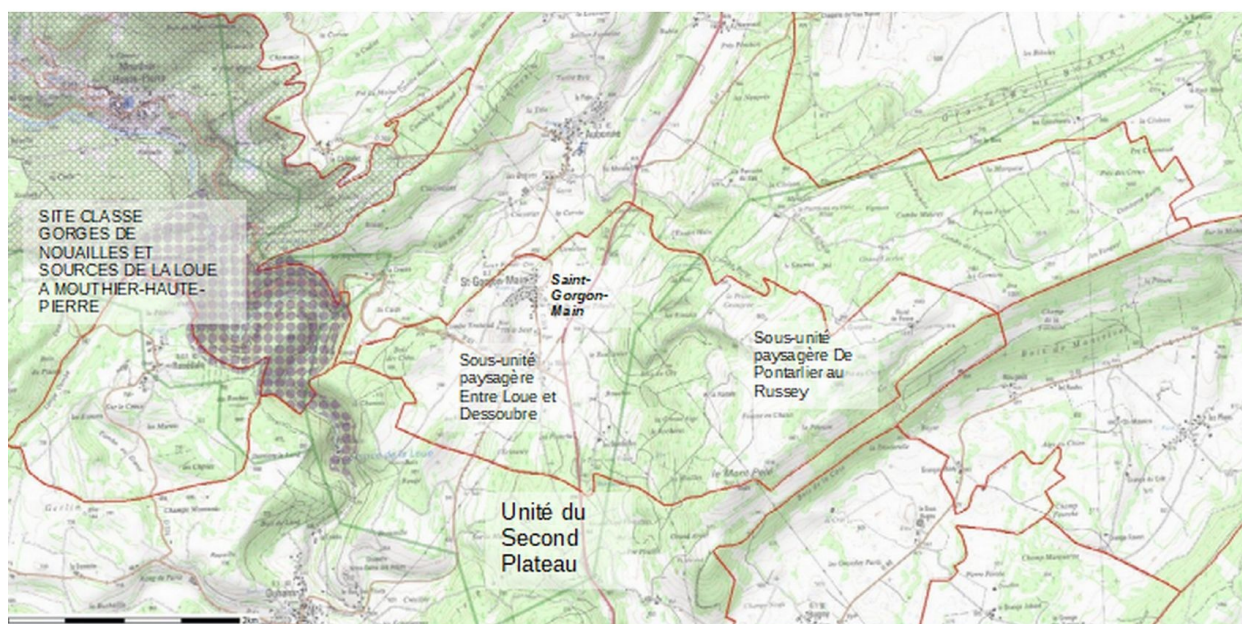
1. Généralités

Le paysage communal actuel est conditionné par des logiques naturelles présentes sur le site (couvert végétal lié au relief, à la géologie, à l'hydrologie...) ainsi que par l'héritage direct de l'action de l'homme.

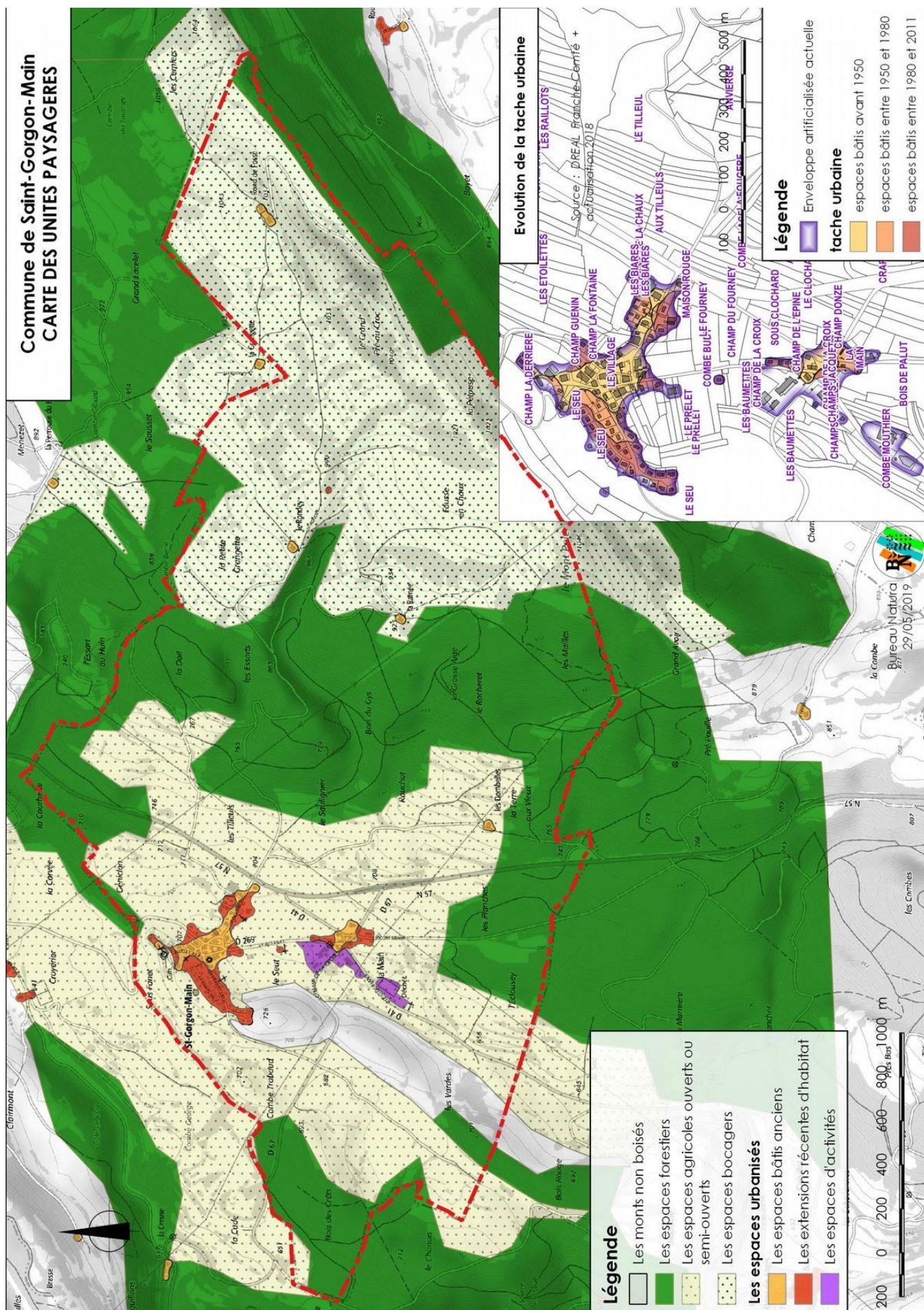
L'analyse du paysage permet de diviser la commune en différentes unités homogènes et d'en préciser la valeur et la sensibilité. Un paysage s'analyse également par le recensement des principaux points de vue et des éléments les plus originaux qui constituent des repères esthétiques ou non. L'étude paysagère permet enfin de faire un constat de l'aspect d'un territoire à un moment donné, et de définir les enjeux et les objectifs pour l'avenir.

La commune relève de l'unité paysagère du Second Plateau et des sous-unités paysagères Entre Loue et Dessoubre et De Pontarlier au Russey (source : atlas des paysages de 1999, DREAL Bourgogne-Franche-Comté).

Paysage, source : DREAL Bourgogne-Franche-Comté



Les cartes ci-après récapitulent en première analyse le découpage paysager du territoire, la localisation des points renseignés et prises de vues photographiques dans le cadre de l'étude du paysage.





2. Les unités paysagères

L'analyse plus fine permet d'identifier les unités paysagères suivantes sur Saint-Gorgon-Main :

- Les espaces urbanisés
- Les monts non boisés
- Les espaces forestiers
- Les espaces agricoles ouverts
- Les espaces bocagers

Les numéros en noir accompagnant les photos permettent de les localiser sur la carte de localisation des clichés photographiques (cf page précédente).



2.1 Les espaces urbanisés (espaces bâtis anciens et récents et espaces d'activités)

A. LES ESPACES BÂTIS ANCIENS

Caractéristiques générales		Noyau ancien groupé de Saint-Gorgon et noyau ancien de la Main
Relief (montagne, plaine, vallée, plateaux...)		replat
exposition		généralement parallèle à la voie
sol et géologie		calcaire
occupation du sol : - espaces bâtis (typologie du bâti et caractéristiques architecturales : habitat, extensions récentes d'habitat, patrimoine vernaculaire, activités, équipements publics...) - espaces naturels (boisements, landes...) - espaces agricoles (prairies, cultures...)		Le noyau ancien de Saint-Gorgon s'est construit au sud de l'église. Il possède un tissu urbain dense, composé d'habitat ancien, à l'alignement ou avec un retrait (en général inférieur à 8m). La Main possède quelques constructions anciennes avec sensiblement les mêmes caractéristiques architecturales que Saint-Gorgon.
Sensibilité	perception	Points de vue sur les monts boisés (la Doit, bois du Gys, la Grosse Aige)
	visibilité	oui depuis RN57, Combe Lacelet et réciproquement entre eux (St-Gorgon visible depuis la Main et inversement) (sur la commune)
	co-visibilité	depuis la combe Lacelet, visibilité des deux noyaux et de la reculée de la Loue
Enjeux (risques/protections/développement...)		Les principaux enjeux identifiés, communs à Saint-Gorgon et à la Main, sont : - la protection du bâti et du petit patrimoine traditionnel (risque de non-entretien, de destruction et de restauration inadaptée) - la protection des espaces paysagers les plus sensibles (risques de développements inappropriés, de non respect de certains grands points de vue et de certaines co-visibilités avec des éléments paysagers de valeur)
Perspectives d'évolution (en l'absence de maîtrise du bâti)		- possibilités de développement en extension sur les versants - création de constructions neuves mal intégrées au sein de l'existant (coloris, hauteurs inadaptées, toitures en dysharmonie...) - possibilité de "soudure" entre les deux centres anciens - risque d'effacement des points de repères (église...) dans le paysage si l'on n'en tient pas compte lors de la planification de l'extension

Le village de Saint-Gorgon-Main s'est développé en deux noyaux distincts, Saint-Gorgon et la Main.

L'urbanisation des deux noyaux s'est effectuée au carrefour des voies (le long de la RD269 pour Saint-Gorgon et au carrefour de la RD41, RD269 , RD67 pour la Main) en retrait de la RN57.



1. L'urbanisation de Saint-Gorgon-Main depuis la RD67



57. Vue sur le hameau de la Main en sortie de Saint-Gorgon



3. Panorama sur le village depuis la RD41



41. Patrimoine à préserver dans le noyau de Saint-Gorgon (église, vierge, fontaine réservoir...) (cf partie sur le petit patrimoine)



60. La Main, hameau hétéogène composé d'habitat de différentes époques et d'activités



2



59. Vue sur le noyau ancien de Saint-Gorgon



4. Vue sur les noyaux de Saint-Gorgon et de la Main depuis la Combe Lacelet



2. Vue sur Saint-Gorgon depuis la Main



44. Vue sur les monts boisés de la commune depuis le noyau de Saint Gorgon



2. Les monts boisés de la commune depuis le noyau de la Main



54. Vue sur Aubonne depuis l'église



B. LES EXTENSIONS RÉCENTES D'HABITAT

Caractéristiques générales		Lotissement du Seut et constructions en individuel libre, en marge de la tache urbaine d'origine, à Saint-Gorgon et à la Main
Relief (montagne, plaine, vallée, plateaux...)		lotissement à flanc de coteau du Seut
exposition		Est, sud-est Ces expositions favorisent un bon ensoleillement des constructions.
sol et géologie		calcaire
occupation du sol : - espaces bâtis (typologie du bâti et caractéristiques architecturales : habitat, extensions récentes d'habitat, patrimoine vernaculaire, activités, équipements publics...) - espaces naturels (boisements, landes...) - espaces agricoles (prairies, cultures...)		Les constructions récentes sont implantées en milieu de parcelle et sont moins imposantes que le bâti traditionnel. Elles suivent les courbes de niveaux du relief.
Sensibilité	perception	Points de vue sur les monts boisés (la Doit, bois du Gys), vue sur le plateau d'Ornans/Valdahon
	visibilité	oui depuis RN57, Combe Lacelet et la Main (sur la commune)
	co-visibilité(s)	depuis la combe Lacelet, visibilité du lotissement et de la reculée de la Loue
Enjeux (risques/protections/développement...)		Les principaux enjeux identifiés sont : - la protection des espaces paysagers les plus sensibles (risques de développements inappropriés, de non respect de certains grands points de vue et de certaines co-visibilités avec des éléments paysagers de forte valeur) - proscrire le mitage
Perspectives d'évolution (en l'absence de maîtrise du bâti)		- possibilités de développement en extension sur les versants - création de constructions neuves mal intégrées (coloris, hauteurs inadaptées, toitures en dysharmonie...) - risque de brouillage du paysage



2. Le lotissement en extension de Saint-Gorgon, sur le versant du Seut, et la Reculée de la Loue en arrière-plan



3. Avancée de l'urbanisation sur le mont de Seut, point de vue depuis la RD41



45. Le lotissement du Seut avec les monts boisés en arrière-plan



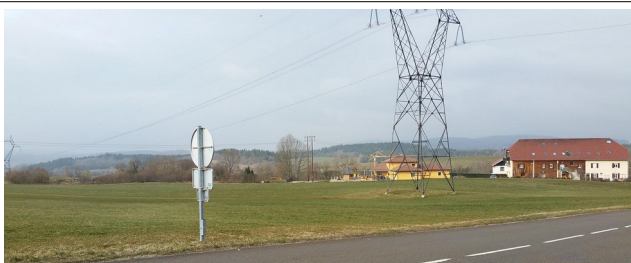
48. Mont du Seut, investi par les nouvelles constructions



48. Echappée visuelle sur les monts boisés de la commune



19. Importance de la préservation des haies et groupements végétaux dans l'intégration de l'urbanisation



46. Point de vue sur le plateau d'Ornans/Valdahon et ramifications creusées par les ruisseaux affluents de la Loue



1 et 2. Constructions libres récentes au hameau de la Main, implantées en extension



23. Construction récente implantée au sein de l'enveloppe existante de Saint-Gorgon (dent creuse)



C. LES ESPACES D'ACTIVITÉS

Caractéristiques générales		Bâtiments d'activités (agricoles, scierie...)
Situation		Bâtiments répartis sur l'ensemble du territoire communal de manière diffuse
Sensibilité	perception	variable (reliefs boisés, Reculée de la Loue...)
	visibilité	variable : - scierie depuis plusieurs points sur la commune (RN57, Combe Lacelet...) - exploitations agricoles localisées à l'Est du territoire isolées - exploitations agricoles de Saint Gorgon : les anciens bâtiments sont bien intégrés, les hangars plus récents sont visibles depuis certains points sur la commune (RN57, Combe Lacelet, vues internes à Saint-Gorgon et à la Main...)
	co-visibilité(s)	certaines secteurs de la commune sont concernés par la co-visibilité avec les monts boisés de la commune ou avec la Reculée de la Loue
Enjeux (risques/protections/développement...)		Les principaux enjeux identifiés sont : - proscrire le mitage des activités - intégrer les bâtiments dans leur environnement proche et éloigné - protéger les espaces paysagers les plus sensibles (risques de développements inappropriés, de non respect de certains grands points de vue et de certaines co-visibilités avec des éléments paysagers de forte valeur)



58 et 59. Hangars à l'entrée de Saint Gorgon



24. Importance des boisements résiduels dans l'intégration paysagère des bâtiments d'activités



54. Les hangars dans le tissu urbain de Saint-Gorgon



35. Une haie permettrait d'intégrer les hangars et valoriser une vue sur l'église, en promontoire, vue depuis la RD 269



19 et 17. L'activité de scierie visible depuis plusieurs points sur la commune



5 et 12. Le chantier de la fromagerie, combe Mouthier, et la fromagerie une fois construite





38. Importance des bosquets dans l'intégration paysagère de l'activité agricole



25. Les fermes isolées des Dombelles



29. Le Rondey, ferme isolée



31. Ferme de la Ramée



24. Vue depuis la Combe Lacelet. Ce point de vue stratégique permet de "lire le paysage" et mérite donc d'être préservé. Ce cliché montre en effet la structure urbaine du village en noyaux dans son environnement avec le Mont du Seut et l'existence des coupures d'urbanisation à préserver. Il montre l'importance de contrôler les phénomènes d'étalement urbain et de mitage et de recentrer et redonner une cohérence à l'urbanisation.

En conclusion de cette partie traitant des espaces urbanisés, la lecture du paysage et la mise en valeur des "noyaux anciens", représentent des enjeux identitaires évidents. Toutefois, l'objectif principal est de considérer le village comme un ensemble avec ses repères (architectural, paysagé, historique), la complémentarité des fonctions (équipements, activités, habitat...) et des réseaux (circulations...), la mixité des tissus urbains.



2.2 Les monts non boisés

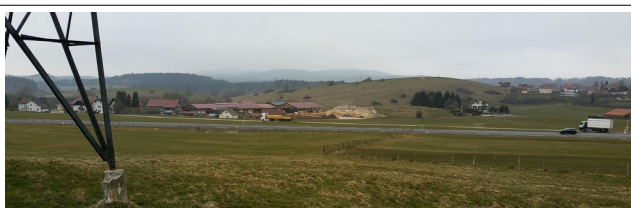
Caractéristiques générales		Les monts non boisés
Relief		les monts sont orientés Nord/Sud.
sol et géologie		Calcaire
occupation du sol : - espaces bâtis (typologie du bâti et caractéristiques architecturales : habitat, extensions récentes d'habitat, patrimoine vernaculaire, activités, équipements publics...) - espaces naturels (boisements, landes...) - espaces agricoles (prairies, cultures...)		Les monts sont occupés par des prairies permanentes.
Sensibilité	visibilité	oui depuis RN57, Combe Lacelet et la Main (sur la commune)
	co-visibilité(s)	de nombreux secteurs de la commune sont concernés par la co-visibilité avec le grand paysage (Reculée de la Loue)
Enjeux (risques/protections/développement...)		Les principaux enjeux identifiés sont : - la protection des espaces paysagers les plus sensibles (risques de développements inappropriés, de non respect de certains grands points de vue et de certaines co-visibilités avec des éléments paysagers de forte valeur) - la préservation des espaces agricoles
Perspectives d'évolution (en l'absence de maîtrise du bâti)		- mitage - étalement urbain - création de constructions neuves mal intégrées (coloris, hauteurs inadaptées, toitures en dysharmonie...)



26. Vue sur les monts non boisés et en arrière-plan la Reculée de la Loue, depuis les Dombelles



12. Mont des Vardes



16. Vue sur les monts depuis la combe Trabaud, on distingue l'urbanisation du lotissement du Seut



24 et 59. L'environnement du Mont de Seut



2.3 Les espaces agricoles

Caractéristiques générales		Les espaces agricoles
Relief, sol, géologie, exposition		Les espaces agricoles ouverts, situés à l'ouest du territoire sont installés sur des sols calcaires. Les espaces bocagers de l'Est sont installés sur des calcaires, calcaires marneux et marnes.
occupation du sol : - espaces bâtis (typologie du bâti et caractéristiques architecturales : habitat, extensions récentes d'habitat, patrimoine vernaculaire, activités, équipements publics...) - espaces naturels (boisements, landes...) - espaces agricoles (prairies, cultures...)		Les prairies essentiellement permanentes tapissent le fond des vallées et combes. Les haies constituent un élément important de structuration du paysage, elles servent à délimiter les parcelles agricoles. Elles possèdent également un rôle de drainage avec les bandes enherbées et fossés en bord de routes et servent à abriter le bétail des pluies ou du soleil. Les haies sont généralement à plusieurs strates (arborescentes et arbustives). Toutes les haies bocagères, bocages résiduels et arbres isolés participent en outre à l'intégration de l'urbanisation.
Sensibilité	visibilité	Les espaces agricoles ouverts sont vus depuis la RN 57 qui les traverse, les autres combes et les espaces bocagers de l'Est sont quant-à-eux peu perçus sur la commune. La Combe Darderelle et Rond de Fosse sont accessibles uniquement depuis la commune de la Chaux.
	perception	Les espaces agricoles ouvrent des vues sur la Reculée de la Loue notamment.
Enjeux (risques/protections/développement...)		Les principaux enjeux identifiés sont : - la protection du bâti traditionnel des écarts (risque de non-entretien, de destruction et de restauration inadaptée), - la protection des espaces paysagers les plus sensibles (risques de développements inappropriés, de non respect de certains grands points de vue et de certaines co-visibilités avec des éléments paysagers de forte valeur) - la protection des haies et arbres (risques de suppression et abatage)
Perspectives d'évolution (en l'absence de maîtrise du bâti)		- mitage - création de constructions neuves mal intégrées (coloris, hauteurs inadaptées, toitures en dysharmonie...) - étalement urbain



2. Les espaces agricoles ouverts



11. Clairière du champs du bief, vue sur la Reculée de la Loue



14. Secteur bocager de la combe Mourret



46. La combe Trabaud



26. Les Dombelles ouvrent des vues sur la Reculée de la Loue



32. Les espaces bocagers



Les haies champêtres ou bocagères

Les haies champêtres ou bocagères sont des associations végétales de plusieurs espèces bien adaptées au sol et au climat, en accord avec le paysage naturel. La haie est ainsi une ligne d'arbustes ou d'arbres et d'arbustes, se développant sur un tapis de végétation herbacée et servant généralement à délimiter un espace (elles peuvent ainsi être composées de 3 strates : herbacée, arbustive et arborescente). Elles assurent les fonctions suivantes :

Rôle paysager

C'est celui qui vient en premier dans l'opinion collective. La haie, en fonction de sa hauteur, de sa longueur, de son caractère continu ou discontinu, de ses essences, modèle et façonne les paysages agraires, urbains ou périurbains et participe à leur diversité et à leur intérêt. La disparition progressive des haies depuis les années 1950 a conduit à un appauvrissement et à une banalisation progressifs et généralisés du paysage, que le "béton vert" des thuyas des lotissements périurbains n'a fait qu'amplifier.

Rôle écologique

Elle joue un rôle écologique par sa diversité floristique importante, sa fonction d'abris et de nourriture pour la faune, mais aussi comme véritable lieu de vie (oiseaux, mammifères, reptiles, insectes, vers, mollusques). Elle participe également au maintien et à la préservation des continuités écologiques sur le territoire (rôle de corridor naturel).

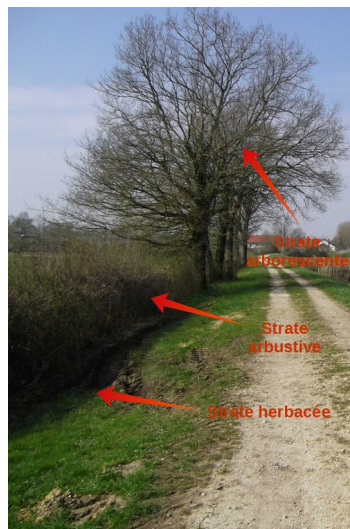
Rôle de régulateur d'eau et de barrière végétale

Elle maintient l'humidité, tout en absorbant l'excès, elle assure donc une fonction hydraulique régulatrice importante (rôle aussi bien contre l'inondation que contre la sécheresse : elle réduit les ruissellements et favorise l'infiltration des eaux dans le sol et elle prévient l'érosion des sols agricoles et des jardins, réduit les coulées de boues et limite les inondations, tout en jouant également un rôle de filtre épurateur).

Rôle de brise-vent

Une haie peut protéger en longueur jusqu'à 20 fois sa hauteur, ce qui permet de protéger les animaux des prés et des jardins des aléas climatiques, les bâtiments agricoles et les habitations, les cultures, et de réguler la température à l'intérieur des champs et des jardins.

Plus une haie est riche en espèces, moins elle sera vulnérable aux attaques des maladies, plus elle sera homogène et offrira un équilibre riche pour les oiseaux, insectes ainsi qu'une variété de couleurs des fleurs ou des feuillages.



2.4 Les espaces forestiers

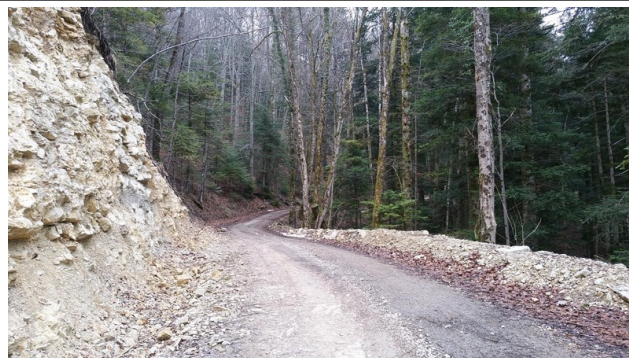
Caractéristiques générales		Les espaces forestiers
Relief, sol, géologie		Les espaces forestiers sont installés sur sols calcaires.
occupation du sol : - espaces bâtis (typologie du bâti et caractéristiques architecturales : habitat, extensions récentes d'habitat, patrimoine vernaculaire, activités, équipements publics...) - espaces naturels (boisements, landes...) - espaces agricoles (prairies, cultures...)		Les reliefs importants sur certains secteurs notamment dans un couloir Nord/Sud au centre du territoire communal, accueillent des ensembles forestiers. Les résineux dominent les peuplements forestiers.
Sensibilité	visibilité	cf. parties précédentes
Enjeux (risques/protections/développement...)		Les principaux enjeux identifiés sont : - la protection des espaces paysagers les plus sensibles (risques de développements inappropriés, de non respect de certains grands points de vue et de certaines co-visibilités avec des éléments paysagers de forte valeur)



Perspectives d'évolution (en l'absence de maîtrise du bâti)	<ul style="list-style-type: none"> - création de constructions neuves mal intégrées (coloris, hauteurs inadaptées, toitures en dysharmonie...) - brouillage du paysage
---	--



28. Les espaces forestiers



30. Relief calcaire et conifères



63. Combe boisée de la Darderelle



3. Les éléments discordants

Quelques éléments sont moins bien intégrés. On citera notamment :

- une ruine
- certaines constructions récentes s'intégrant mal dans le paysage environnant (coloris des façades, manque de végétation d'accompagnement...)
- pylônes et lignes électriques

4. Sensibilité et mesures de protection

Ces différents éléments amènent à considérer la sensibilité des paysages sur une combinaison de facteurs, en partie subjectifs, comme la qualité paysagère des lieux (unité et/ou diversité, harmonie ou non, présence ou absence d'éléments singuliers valorisants ou dévalorisants...), et sur la perceptibilité de ces paysages.

L'analyse des paysages de Saint-Gorgon-Main a ainsi permis de distinguer 3 degrés de sensibilité :

• **Les paysages à sensibilité paysagère forte :**

Il convient de respecter les paysages en raison de leur intérêt et de leur visibilité sur le territoire communal.

Il s'agit des espaces bâtis des noyaux anciens de Saint-Gorgon et de la Main, des espaces agricoles ouverts, et des monts non boisés, en raison des enjeux paysagers qui y sont associés (parties les plus exposées au regard ; espaces menacés par l'étalement urbain ; urbanisation projetée...).

Il est nécessaire de conserver aussi le patrimoine vernaculaire.

• **Les paysages à sensibilité paysagère moyenne :**

Certaines combes (secteurs bocagers et boisés) bien que moins perçues, possèdent un intérêt paysager (points de vue intéressant...).

• **Les paysages à sensibilité paysagère faible à modérée :**

Les espaces forestiers ainsi que les espaces bocagers de l'Est du territoire possèdent moins d'enjeux paysagers (secteurs moins affectés par l'urbanisation, moins perçus sur le territoire...).

La cartographie de la sensibilité du paysage et des éléments de patrimoine intéressants, ci-après, illustre ce propos.

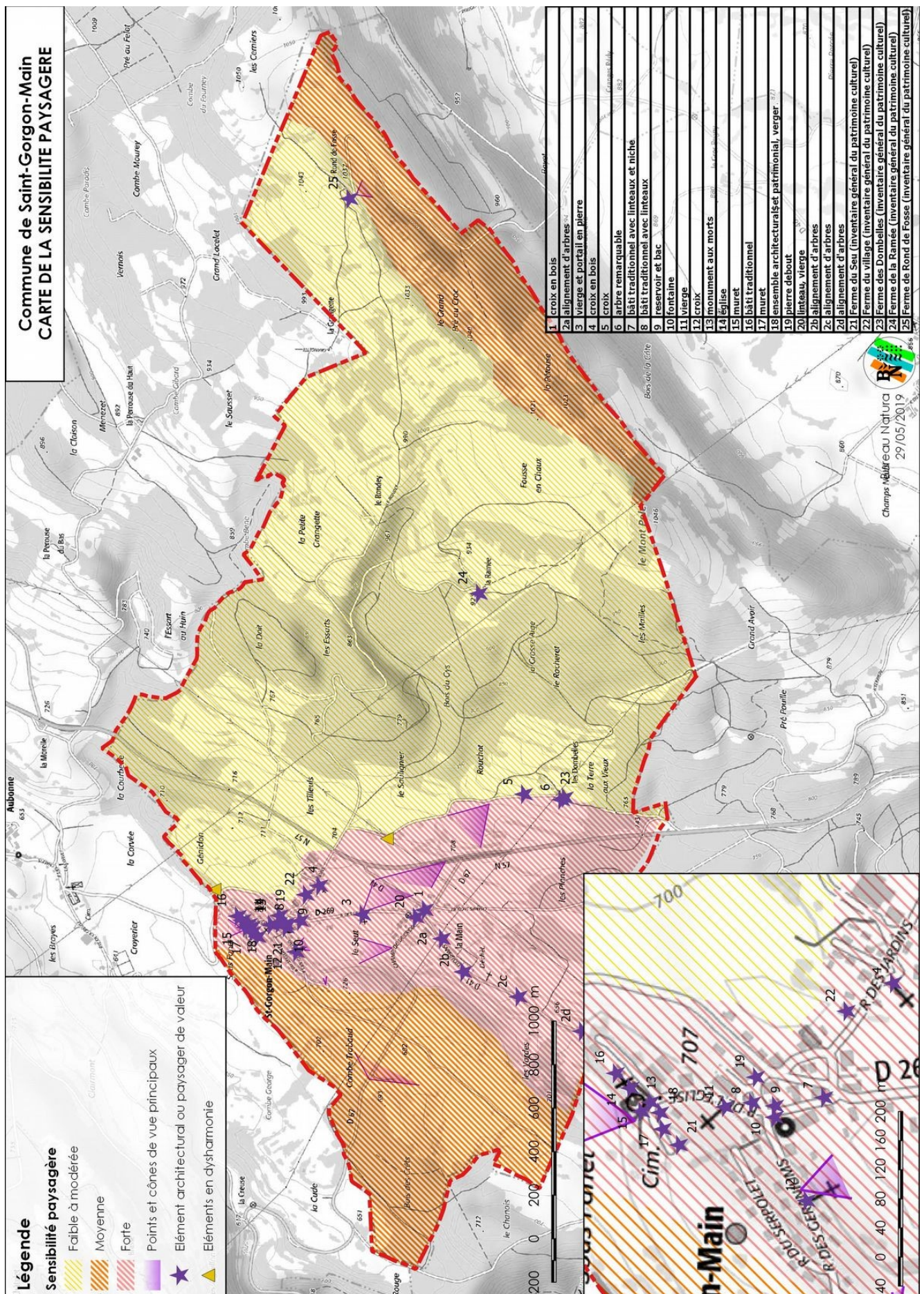
5. Conclusion

Aux termes de cette étude paysagère, il est incontestable que la commune de Saint-Gorgon-Main offre un cadre de vie privilégié pour ses habitants.

Toutefois, l'urbanisation récente n'a pas toujours pris en compte l'histoire, la géographie et le patrimoine du site.

L'enjeu pour la carte communale est par conséquent de s'attacher à proposer un projet de territoire en accord avec ses qualités paysagères intrinsèques.

A partir d'un ensemble cohérent dans sa structure et son fonctionnement, la qualité urbaine du projet devra s'exprimer par de nouvelles formes en extension et en renouvellement urbain, un maillage adapté aux différents modes de déplacement, des entrées de village hiérarchisées et qualifiées, la préservation de points de vue stratégiques permettant de "lire le paysage", le traitement des "franges urbaines", la pérennisation de l'agriculture...





E. Le patrimoine

1. Monuments historiques, sites

La commune ne fait l'objet d'aucune protection au titre des monuments historiques. Toutefois, la base Mérimée recense plusieurs objets classés monuments historiques au sein de l'église ainsi que plusieurs édifices inscrits à l'inventaire général du patrimoine culturel :

- les fermes du 18^e et du 19^e siècle (Rond de Fosse, la Ramée, les Dombelles hors du village et la ferme du Seu, et ferme du Champ la Fontaine dans le village).
- l'église du 4^e quart du 18^e siècle (voir ci-après)



21. Ferme du Seu



22. Ferme du village (Champ de Fontaine)



23. Ferme des Dombelles



24. Ferme de la Ramée



2. Le petit patrimoine et les éléments patrimoniaux

Les numéros attribués aux éléments patrimoniaux ci-dessous sont localisés sur la carte de la sensibilité paysagère (voir plus haut).



1 Croix en bois



2 Alignement d'arbres



3 Vierge et portail en pierres



4 Croix en bois



5 Croix



6. Arbre remarquable



7 Bâti traditionnel avec linteaux et niche



Bâti traditionnel avec linteaux

8



9 Réservoir et bac



10 Fontaine



11 Vierge



12 Croix



13 Monuments aux morts



14 et 15 Eglise et son muret d'enceinte



16 Bâti traditionnel



17 et 18 Ensemble architectural et patrimonial, muret et verger



19 Pierre debout



20 Linteaux, vierge



3. Les sites archéologiques

La commune ne fait l'objet d'aucun arrêté de zone de présomption de prescriptions archéologiques. La liste des sites ou indices archéologiques, actuellement connus du service régional de l'archéologie, sur le territoire communal comprend les sites numérotés 1 à 4. Les sites 1, 2 et 3 sont reportés sur la carte ci-après. Le site 4 n'a pu être localisé avec précision.

Liste récapitulative des entités archéologiques :

Vestiges localisés :

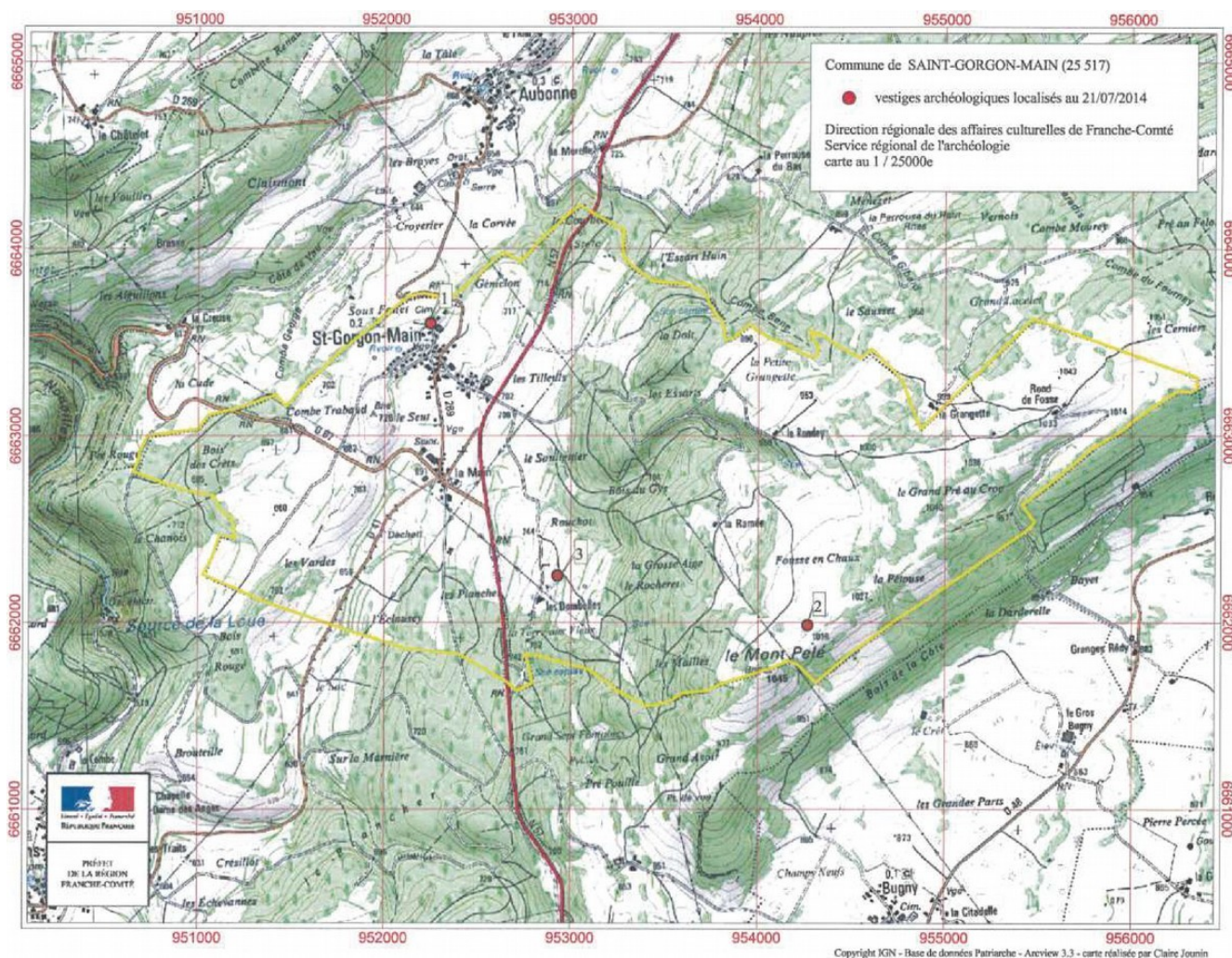
10911 / 25 517 **0001** / SAINT-GORGON-MAIN / Eglise de Saint-Gorgon-Main // église / Moyen-âge classique

15895 / 25 517 **0002** / SAINT-GORGON-MAIN // Le Mont Pelé / Epoque indéterminée / butte

18520 / 25 517 **0003** / SAINT-GORGON-MAIN / Les Dombelle // chapelle / Epoque moderne

Vestige non localisé :

18521 / 25 517 **0004** / SAINT-GORGON-MAIN / Voie romaine // voie / Gallo-romain



Source : Porter-à-connaissance de l'Etat



II. DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE



II. DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNE

A. La population

1. Evolution démographique

La population de Saint-Gorgon-Main s'établit à 284 habitants (population totale) en 2015. La DGCL estime ce chiffre à 289 habitants en 2018 (population totale – 284 habitants, population sans doubles comptes).

Depuis 1968, la population est en hausse régulière et sur la période 1999-2010, la croissance démographique s'est accélérée (+3 %/an). Elle a été moins forte sur la période 2010-2015 (+1 %/an). Sur une période de seize ans (1999-2015), cela correspond à 89 habitants supplémentaires et à un taux de croissance annuel de 2,38 %, c'est-à-dire une croissance soutenue pour la commune.

POP T1 - Population

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015
Population	146	160	163	188	195	270	284
Densité moyenne (hab/km ²)	18,4	20,2	20,6	23,7	24,6	34,0	35,8

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2017.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales.

La croissance de la population est due au solde naturel² (+1,7% de solde naturel sur la période 2010-2015), le solde migratoire³ étant négatif sur cette période (-0,7 %). Le taux de natalité a donc été plus élevé que le taux de mortalité (22,5% contre 5,8%).

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015
Variation annuelle moyenne de la population en %	1,3	0,3	1,8	0,4	3,0	1,0
due au solde naturel en %	1,9	0,6	1,5	1,2	1,5	1,7
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,6	-0,4	0,3	-0,8	1,5	-0,7
Taux de natalité (‰)	25,5	12,3	22,3	18,6	18,4	22,5
Taux de mortalité (‰)	6,6	6,2	7,2	6,4	3,2	5,8

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2017.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales - État civil.

²«Le solde naturel (ou accroissement naturel ou excédent naturel de population) est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Les mots "excédent" ou "accroissement" sont justifiés par le fait qu'en général le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. Mais l'inverse peut se produire, et le solde naturel est alors négatif» (Source : définition INSEE, 13/10/2016)

³«Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité» (Source : définition INSEE, 13/10/2016)



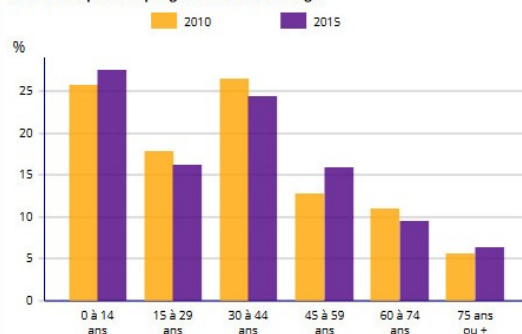
2. Structures de la population

2.1 Structures par âges

La population de Saint-Gorgon-Main est relativement jeune, l'indice de jeunesse est de 63.

En 2015, les classes d'âge 0-14 ans et 30-44 ans sont les plus représentées sur la commune, avec un poids respectif de 27,6 % et 24,4 %. Dans le détail, on observe une augmentation de la part des tranches d'âge 0-14 ans, 45-59 ans et 75 ans ou + tandis que la part des classes d'âge 15-29 ans, 30-44 ans et 60-74 ans ont diminué. Les personnes de plus de 60 ans représentent désormais 15,9 % de la population en 2015 alors que les personnes de moins de 30 ans représentent quant à eux 43,9% de la population totale en 2015.

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

Il y a donc davantage de personnes de moins de 30 ans que de personnes de plus de 60 ans habitant à Saint-Gorgon-Main. Avec un rapport de 2,60 entre le nombre des moins de 30 ans par rapport aux plus de 60 ans, la commune est dans la moyenne du secteur (2,3 pour la Communauté de communes de Montbenoît).

2.2 Structure des ménages

Les mouvements de décohabitation, ou « desserrement » des ménages, sont un indicateur important des dynamiques liant démographie et besoins en logements. Le desserrement des ménages conduit en effet à une diminution du nombre de personnes par logement.

Il est le résultat de la mutation des structures familiales, et traduit notamment l'augmentation du nombre de personnes âgées isolées, l'augmentation du nombre de familles monoparentales¹, et la diminution du nombre d'enfants par foyer.

A Saint-Gorgon-Main, le nombre de personnes par ménage est resté stable entre 1999 et 2015 (2,8 personnes par ménage).

Ce nombre est plus élevé que dans la moyenne du secteur (2,5 personnes par ménage pour la Communauté de communes et 2,2 pour le département).

POP T3 - Population par sexe et âge en 2015

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	151	100,0	133	100,0
0 à 14 ans	40	26,7	38	28,6
15 à 29 ans	26	17,3	20	15,0
30 à 44 ans	34	22,7	35	26,3
45 à 59 ans	26	17,3	19	14,3
60 à 74 ans	13	8,7	14	10,5
75 à 89 ans	11	7,3	6	4,5
90 ans ou plus	0	0,0	1	0,8
0 à 19 ans	50	33,3	42	31,6
20 à 64 ans	81	54,0	76	57,1
65 ans ou plus	19	12,7	15	11,3

Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

¹Une famille monoparentale est constituée d'un seul parent (homme ou femme) avec enfant.



Ce desserrement des ménages est très faible. Les phénomènes de desserrement des ménages ont par conséquent eu peu de répercussions sur le développement de Saint-Gorgon-Main ces dernières années. Il est toutefois susceptible d'en avoir dans l'avenir.

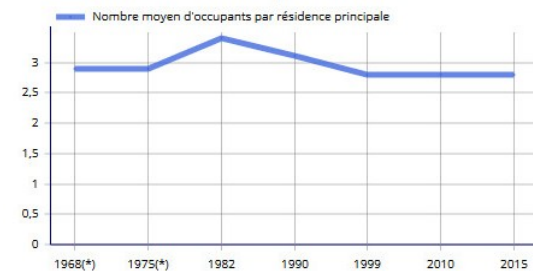
En effet, les mécanismes de la décohabitation accroissent la demande en logements. Si cette dernière n'est pas satisfaite, il s'ensuit un départ de résidents, ou une impossibilité d'accueil de nouveaux ménages.

On peut considérer que toute baisse d'1/10e du nombre de personnes par ménage consomme environ 3 à 4 logements sur la commune.

Pour les 10 à 15 années à venir, on peut s'attendre à une baisse de 1 à 2 dixièmes du nombre de personnes par ménage sur la base des phénomènes observés au niveau national. Ceci pourrait générer un besoin de près de 6 logements, pour une taille de ménage égale à 2,65 personnes par ménage.

Enfin, on constate l'importance de la part des personnes âgées parmi les personnes vivant seules. En 2015, les personnes âgées de 80 ans ou plus représentaient 49,5 % des personnes vivant seules, ce taux étant resté identique à celui observé cinq ans auparavant. La problématique de l'accompagnement et du lien social pour cette catégorie de la population est fondamentale.

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages

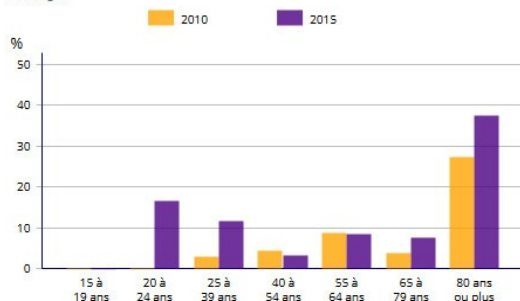


(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2017.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales.

FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

3. Situation et évolution du parc de logements

Le parc de logements de Saint-Gorgon-Main a augmenté de 8 unités au cours de la dernière période intercensitaire (2010-2015). Dans le détail, le nombre de résidences principales a augmenté de 5 unités, alors que les résidences secondaires/logements occasionnels ont perdu 3 unités. Les logements vacants ont pour leur part augmenté de 6 unités. Ils représentent 7,3 % du parc de logements, taux supérieur au seuil de fluidité du marché. On peut donc estimer qu'une partie des logements vacants pourra être mobilisée pour satisfaire les besoins en logements à échéance du P.L.U. et ramener le taux de vacance à un taux d'environ 6 % correspondant au seuil de fluidité du marché.



LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015
Ensemble	66	62	66	76	82	112	120
Résidences principales	51	55	48	61	69	97	102
Résidences secondaires et logements occasionnels	5	2	2	7	6	12	9
Logements vacants	10	5	16	8	7	3	9

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2017.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 et RP2015 exploitations principales.

Par ailleurs, les habitations sont en grande majorité des maisons (81 maisons contre 39 appartements en 2015) et le rythme de construction des maisons a augmenté plus rapidement que celui des appartements (+5 maisons entre 2010 et 2015 contre +3 appartements sur la même période).

LOG T2 - Catégories et types de logements

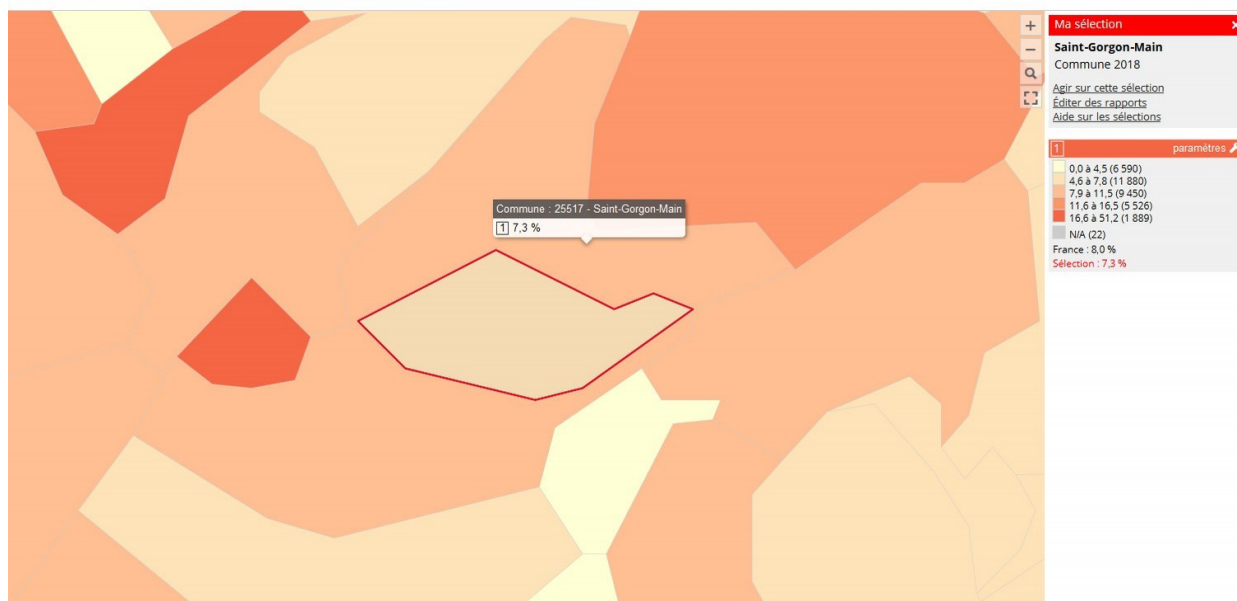
	2015	%	2010	%
Ensemble	120	100,0	112	100,0
Résidences principales	102	85,5	97	86,3
Résidences secondaires et logements occasionnels	9	7,3	12	11,1
Logements vacants	9	7,3	3	2,6
<i>Maisons</i>	<i>81</i>	<i>67,5</i>	<i>76</i>	<i>68,1</i>
<i>Appartements</i>	<i>39</i>	<i>32,5</i>	<i>36</i>	<i>31,9</i>

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.



1 Part des logements vacants dans le nombre total de logements (%) 2015 ▼

ACTIONS ⚙



Les résidences secondaires représentent 7,3% du parc en 2015 (9 unités).

La dynamique observée lors de la dernière période intercensitaire (1999-2015) correspond à un rythme de croissance d'environ 2 résidences principales par an.



4. Statut d'occupation

Les logements occupés directement par leur propriétaire constituent le noyau dur du parc avec 78,4% des résidences principales habitées par leur propriétaire pour l'année 2015. Saint-Gorgon-Main compte également quelques logements locatifs avec un cinquième de logements en location sur la commune. Le nombre de logements occupés par des locataires a progressé de 6 unités entre 2010 et 2015. La carte communale s'efforce de préserver la tendance à l'augmentation du parc locatif.

LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2015				2010	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
Ensemble	102	100,0	284	15,5	97	100,0
Propriétaire	80	78,4	230	18,4	79	82,0
Locataire	21	20,6	52	4,8	15	15,0
dont d'un logement HLM loué vide	1	1,0	2	31,0	1	1,0
Logé gratuitement	1	1,0	2	4,0	3	3,0

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

La commune compte 3 logements (conventionnés) communaux (ancien presbytère) en locatif depuis 2009.

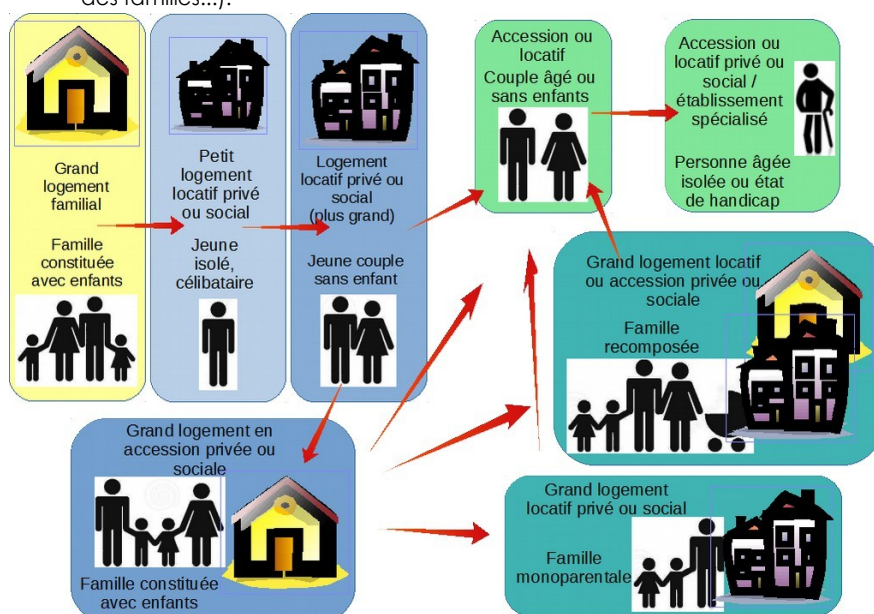
Il existe 1 logement locatif social sur la commune (1 % du parc – 4,76 % des logements locatifs).

Le contexte local n'est cependant pas très favorable à l'implantation de logements de ce type. La commune est en effet située à plus de 7 km des commerces et services les plus proches.

La notion de trajectoire résidentielle

La démographie (naissances, desserrement des ménages, vieillissement), et les conditions de vie, notamment professionnelles (revenus, rapprochement du lieu de travail) génèrent des besoins en logements qui sont propres à chaque catégorie de ménages (actifs ou non, ménages jeunes, célibataires ou en couple, avec ou sans enfants, familles monoparentales ou recomposées, personnes âgées ou personnes à autonomie réduite, etc.).

Ces besoins tout au long de la vie, propres à chacun, doivent pouvoir être satisfaits par une offre correspondante : en taille (en fonction de la structure familiale), en mode (accession ou locatif, privé ou public, en fonction des revenus et de la mobilité professionnelle), et selon l'accessibilité géographique (afin de faire correspondre le lieu d'habitat avec les modes de déplacements disponibles, les lieux de travail et de services, l'autonomie des familles...).



La Carte communale participe à la fluidité des trajectoires résidentielles en mettant en œuvre la diversité de l'habitat, aussi bien dans le mode d'occupation (locatif ou en accession, social ou privé...), que dans ses formes (individuel ou collectif...).



B. Population active et migrations alternantes

La population active a augmenté en valeur absolue comme en part relative de la population depuis 2010. Elle représente à 84,8 % de l'ensemble de la population en 2015, soit 146 personnes actives. Elle était de 80 % en 2010.

La part des actifs de la Communauté de communes de Montbenoît est de 83 % de la population totale (2015). Saint-Gorgon-Main est donc dans la moyenne du secteur.

Le taux de chômage (6,2 % en 2015) est à peine inférieur à la tendance observée sur le secteur (6,4 % sur la Communauté de communes ; 12,8 % pour le département en 2015).

Par tranches d'âges, les 55/64 ans sont les plus touchés, suivis des 25/54 ans. Les femmes, tous âges confondus, constituent 55,6 % des chômeurs en 2015. Par conséquent, les hommes sont presque autant touchés que les femmes par le chômage.

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2015	2010
Ensemble	172	165
Actifs en %	84,8	80,0
Actifs ayant un emploi en %	79,5	75,3
Chômeurs en %	5,3	4,7
Inactifs en %	15,2	20,0
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	5,8	7,6
Retraités ou préretraités en %	5,3	8,2
Autres inactifs en %	4,1	4,1

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

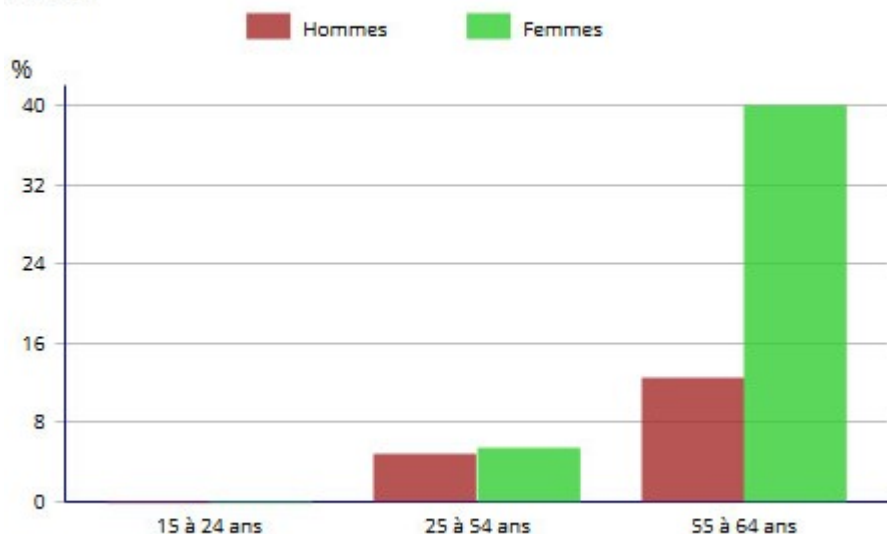
EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

	2015	2010
Nombre de chômeurs	9	8
Taux de chômage en %	6,2	5,9
Taux de chômage des hommes en %	5,3	2,7
Taux de chômage des femmes en %	7,2	9,5
Part des femmes parmi les chômeurs en %	55,6	75,0

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.



EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2015



Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

La médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2015 est de 23 139 euros. En comparaison, elle est de 24 807 euros sur la Communauté de communes de Montbenoît la même année.

REV T1 - Ménages fiscaux de l'année 2015

	2015
Nombre de ménages fiscaux	100
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	277,0
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	23 139
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccma, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2016.

La population active est constituée à 81,6 % de salariés, soit 111 des 136 personnes de 15 ans ou plus ayant un emploi en 2015.

25,2 % d'entre-eux exercent une activité à temps partiel dont 52,3 % de femmes.

Parmi les non salariés, les indépendants représentent 12 personnes (9 hommes et 3 femmes) et les employeurs 13 personnes (10 hommes et 3 femmes).

En outre, il y a au total 31 emplois présents sur la commune, ce chiffre étant à mettre en rapport avec les 136 actifs ayant un emploi résidant sur place.



EMP T5 - Emploi et activité

	2015	2010
Nombre d'emplois dans la zone	31	30
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	136	126
Indicateur de concentration d'emploi	22,8	23,8
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	70,7	66,7

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

L'indice de concentration d'emploi à Saint-Gorgon-Main est de 22,8. Cela veut dire que 22,8 emplois sont offerts dans la commune pour 100 actifs

La commune apparaît ainsi déficitaire en emplois et dépendante de pôles d'emploi du secteur.

23 personnes (16,9 %) vivent et travaillent à Saint-Gorgon-Main sur les 136 actifs ayant un emploi.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2015	%	2010	%
Ensemble	136	100	126	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	23	16,9	21	16,9
dans une commune autre que la commune de résidence	113	83,1	105	83,1

Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

Ainsi, le nombre d'actifs de 15 ans ou plus résidant dans la zone et travaillant dans leur commune de résidence a augmenté entre 2010 et 2015 de 2 personnes supplémentaires.

Plusieurs pôles d'emploi potentiels existent sur le secteur (Valdahon, Ornans, Pontarlier, Morteau...). On remarque de ce fait que 12,3 % des actifs travaillent dans une autre région hors de France métropolitaine (proximité de la Suisse notamment) et que la majorité des habitants de la commune vont travailler dans une autre commune que leur commune de résidence (83,1 % des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi).

Cette tendance se traduit par une augmentation des migrations alternantes sur la commune, et de la motorisation des ménages.

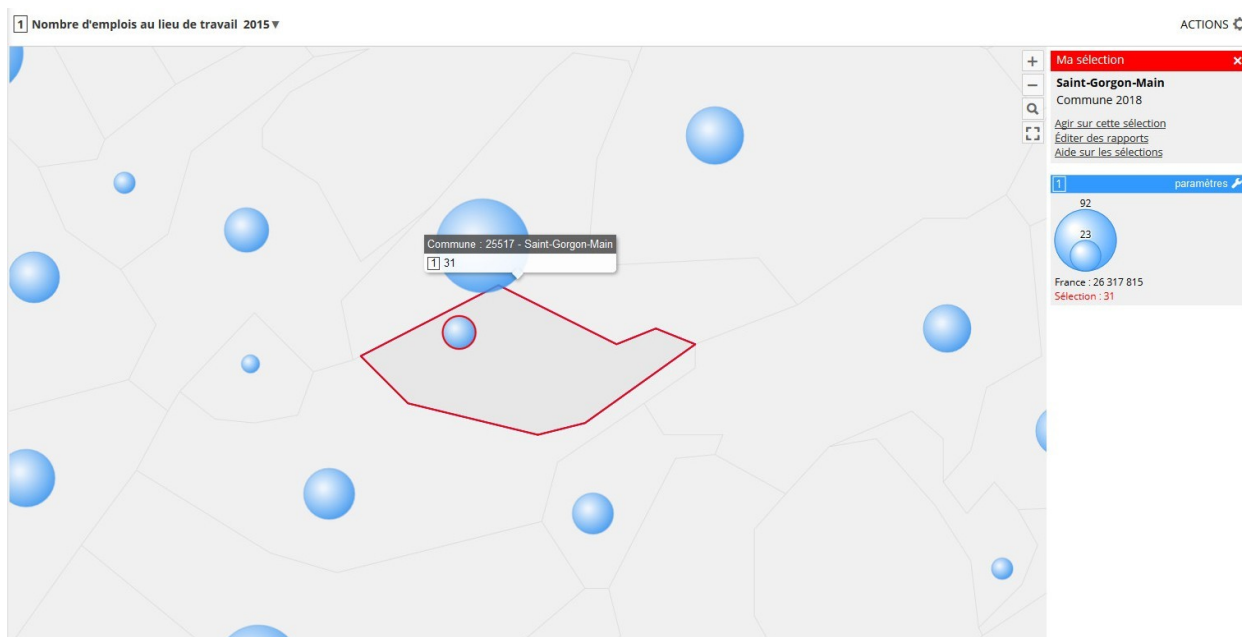
Migrations alternantes :

Le potentiel d'emplois sur place étant faible comparé au nombre d'actifs recensés sur la commune, les migrations alternantes sont par conséquent fortes.



Il en résulte une assez forte motorisation des ménages, par ailleurs incontournable compte-tenu des caractéristiques fonctionnelles et démographiques de la commune.

Le nombre de ménages non motorisés est passé de 4 % à 2,9 % entre 2010 et 2015. Le nombre de ménages disposant d'un seul véhicule a quelque peu baissé, passant de 42 % à 39,2 %, tandis que le nombre de ménages disposant de 2 véhicules ou plus a légèrement augmenté passant de 54 % à 57,8 %, ce qui constitue un niveau élevé, comparé au département du Doubs où le nombre de ménages disposant de 2 véhicules ou plus est seulement de 38,4 % en 2015, et où 14,5 % de ménages sont non motorisés la même année.





C. Les activités humaines

1. Les entreprises

Saint-Gorgon-Main compte sur son territoire 26 établissements actifs au 31 décembre 2015. Le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche est le principal pourvoyeur d'emplois de la commune (9 établissements soit un poids de 34,6 % de l'ensemble) ; le secteur du commerce, des transports et des services divers est en seconde place avec 8 établissements (30,8 % de l'ensemble) ; puis le secteur de la construction (4 établissements-15,4 % de l'ensemble), et enfin le secteur de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale avec 3 établissements (11,5 % de l'ensemble).

Le tissu économique local est constitué uniquement d'entreprises de petite taille avec 21 des 26 établissements ne comptant aucun salarié et 5 établissements ayant entre 1 et 9 salariés.

Par ailleurs, le registre de la Chambre de Commerce et d'Industrie et la commune recense les activités suivantes :

Dénomination	Activité	Effectif
Cepe De Cret Monnot Centrale Eo	Production d'électricité	NC
Jfscie Sarl	Matériel de scierie	5
Menut Thomas	Entrepreneur De Travaux Agricoles	1
Scierie Maugain	Scierie Et Commerce De Bois	7
Tyrode Sebastien	Menuiserie bois et matières plastiques	1
3 L Immobilier	Marchands de biens immobiliers	NC
Charpente VITTE		NC
Menuiserie VITTE		2

Une fromagerie (coopérative de Ouhans, Evillers et Fallerans) s'est récemment implantée à la Main. D'autre part, la commune compte trois nourrices agréées.

Ces activités économiques présentes dans la commune contribuent à son attractivité et à la diminution des migrations alternantes.

Leur maintien et leur évolution constituent un enjeu important pour la carte communale.

2. Le tourisme

Le village est idéalement situé sur la RN57 entre Besançon et Pontarlier.

Son relief de combes boisées, ses sentiers (cf partie **Déplacements doux**) et ses points de vue sur les Gorges de Nouailles attirent notamment les promeneurs. Notons également la proximité de la Loue, principal attrait touristique du secteur (activités de pêche, canoë, canyoning...) et de la source de la Loue sur la commune limitrophe de Ouhans, un des sites naturels majeurs du Doubs.

Pour l'hébergement touristique, la commune compte deux gîtes ("Le Champ du Seu" d'une capacité de 8 personnes et "Les Grands Champs" d'une capacité de 5 personnes).

Sans s'affirmer comme une destination touristique de première importance, le secteur de Saint-Gorgon-Main offre néanmoins des atouts qu'il convient de préserver, voire de mettre en valeur, notamment au niveau des capacités d'hébergement.



Article L.111-3 du Code Rural :

Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées.

Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique.

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa.

Il peut être dérogé aux règles du premier alinéa, sous réserve de l'accord des parties concernées, par la création d'une servitude grevant les immeubles concernés par la dérogation, dès lors qu'ils font l'objet d'un changement de destination ou de l'extension d'un bâtiment agricole existant dans les cas prévus par l'alinéa précédent.



3. L'agriculture

3.1 Généralités

Malgré une forte réduction de leur nombre au cours des dernières décennies, les exploitations agricoles constituent encore un élément prépondérant du tissu économique local.

L'agriculture joue en outre un rôle clé dans les paysages et l'organisation du territoire local.

Chiffres RGA 2010 :

	1988	2000	2010
Exploitations	12	7	6
Equiv. temps plein	14	7	7
SAU	355	381	388
Cheptel	412	357	337
Terres labourables	s	s	s
Cultures permanentes	0	0	0
Herbe	353	379	376

A noter que la notion d'exploitation au sens du RGA inclut des exploitations professionnelles et non professionnelles (par exemple des particuliers ayant déclaré quelques moutons...), les chiffres sont donc biaisés de ce fait.

En 2010, le Recensement Général Agricole signale 6 exploitations, pour 14 unités de temps plein. Globalement, l'organisation technico-économique des exploitations est orientée principalement vers les bovins lait.

Le nombre d'exploitations agricoles est passé de 12 en 1988 à 7 en 2000, essentiellement professionnelles. Il s'agit des fermes dont le siège est sur la commune, mais les surfaces et cheptels concernés peuvent également être situés hors du territoire communal.

Les chiffres font apparaître une stabilisation de l'activité agricole. La SAU¹ a connu des fluctuations au cours des dernières décennies passant de 355 ha en 1988, à 381 ha en 2000 pour atteindre 388 ha en 2010. Il n'y a aucune culture permanente sur le territoire communal. La superficie toujours en herbe est passée de 353 ha en 1988 à 379 ha en 2000 et à 376 ha en 2010. Les exploitations comptaient 412 UGB² en 1988, 357 UGB en 2000 et 337 UGB en 2010.

La commune de Saint-Gorgon-Main est concernée par des signes d'identification de la qualité et de l'origine de certains produits :

- Indication Géographique Protégée (IGP) :

- Emmental français Est-central
- Franche-Comté blanc, rosé, rouge
- Porc de Franche-Comté
- Saucisse de Montbéliard
- Saucisse de Morteau ou Jésus de Morteau
- Gruyère
- Franche-Comté mousseux rosé, blanc, rouge
- Franche-Comté primeur ou nouveau rosé, blanc, rouge

- Appellation d'Origine Contrôlée-Appellation d'Origine Protégée (AOC-AOP) :

- Comté- Morbier - Mont d'Or ou vacherin du Haut-Doubs

¹Surface Agricole Utile

²Unités de Gros Bétail



3.2 Autres données agricoles

Les données qui suivent sont issues du Porter-à-connaissance de l'État :

A. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE ET INFORMATIONS UTILES

Les sols :

(Source : Référentiel agronomique de la Chambre Régionale d'Agriculture)

La majeure partie des sols est qualifiée de «aérés superficiels de plateaux». Ponctuellement, on peut rencontrer des sols modérément hydromorphes de colline et dans les creux des sols fortement hydromorphes. Les sols de cette catégorie se rencontrent à partir des plateaux supérieurs du Jura et plus fréquemment dans la montagne du Jura. Le potentiel des terrains est suffisant pour permettre la culture de fourrages.

Caractéristiques des exploitations déclarant des terrains sur le territoire communal :

- Nombre d'exploitations :

A ce jour, quinze exploitations interviennent sur le territoire communal, dont quatre d'entre elles ont leur siège dans la commune. Les exploitations ayant leur siège dans la commune exploitent 73% de la SAU communale (surface agricole utile) dans un système d'élevage, et les exploitants d'autres villages environ 27%, pour une SAU totale communale de 350 ha.

- Répartition des exploitations selon leur production

La totalité des exploitations est de type laitière et celles-ci sont très majoritairement constituées sous forme sociétaire (EARL ou GAEC). Les exploitations laitières livrent leur production en lait AOC (Comté) à la coopérative du village. La baisse des exploitations (Source : Recensement Agricole) est limitée, en lien avec la dynamique de l'AOC Comté.

- Taille des exploitations et localisation du parcellaire des exploitations communales :

La taille moyenne des exploitations de la commune est inférieure à la moyenne du département avec 63 ha (80 ha dans le Doubs).

La Chambre d'agriculture a comptabilisé 5 exploitations agricoles sur la commune.

Les exploitations du village exploitent une partie variable de leur surface sur le territoire communal, allant de 77 à 100%.

Ces exploitations possèdent leurs bâtiments d'exploitation en bordure du village ou dans des hameaux composant la commune.

Toutes les autres exploitations sont situées dans des villages voisins.

- Répartition des exploitants selon leur âge des exploitations communales :

La population agricole de la commune a une moyenne d'âge de 46 ans (légèrement supérieure à la moyenne départementale évaluée à 45 ans). Aucun jeune ne s'est installé dans le village durant ces cinq dernières années.

B. ÉTUDE DE L'ATLAS DÉPARTEMENTAL

L'atlas de la valeur des terres agricoles dans le département du Doubs a pour vocation de contribuer à éclairer les décisions des différents acteurs concernés par l'aménagement raisonné et durable du territoire et, en particulier, par la préservation des terres agricoles ou à vocation agricole.

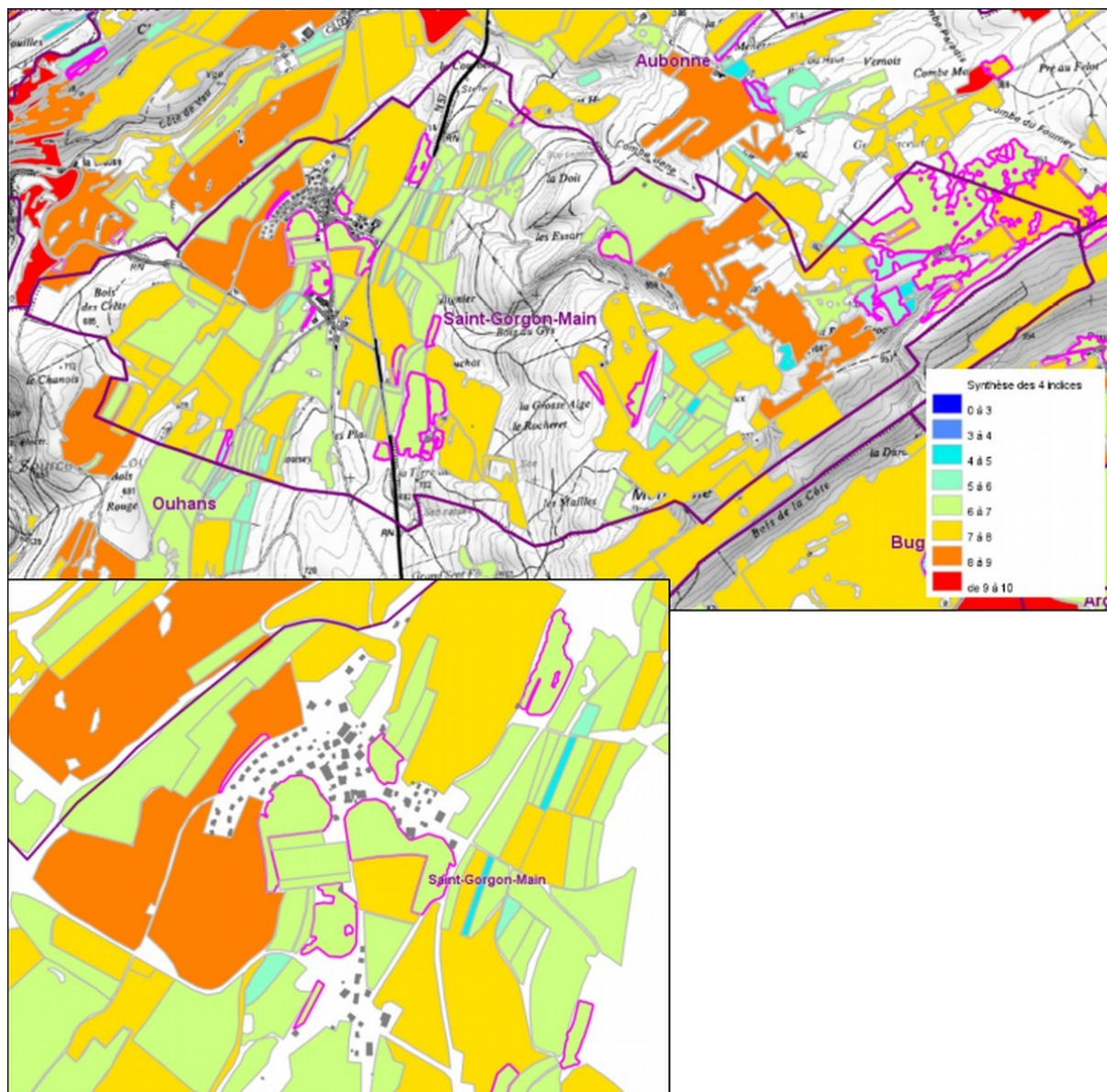
Sur la base d'une analyse multicritères, l'atlas transcrit une valeur faible à forte (sur une échelle de 1 à 10), pour chaque parcelle agricole. Cette valeur représente une synthèse de différents points de vue : économique, environnemental, technique, etc.



Ainsi, cette valeur résulte de la prise en compte, pour chaque « parcelle », des 4 indices thématiques suivants :

- indice des droits et aides des exploitations
- indice de la structure spatiale des exploitations
- indice de valeur environnementale des exploitations
- indice de labellisation patrimoniale (AOP,...)

La valeur de synthèse, pour chaque parcelle, correspond à la valeur de l'indice le plus élevé.



Source : Extrait de l'atlas départemental de la valeur des espaces agricoles, (Conception : DDT 25 Date de validité : 31/12/2013 - Sources : Registre Parcellaire Graphique et données PAC du Service Economie Agricole et Rurale de la DDT du Doubs)

Les droits et aides des exploitations ont une valeur moyenne sur le territoire concerné par le zonage de la carte communale et ne constituent pas un facteur discriminant. De la même façon, le critère labellisation patrimoniale n'est pas discriminant, dans la mesure où tous les terrains agricoles du secteur sont couverts par la zone AOP.

Le critère lié à la valeur environnementale n'est pas impactant.

Enfin, les terrains proches des bâtiments agricoles sont à fortes valeurs et devront donc être préservés.



C. ENJEUX THÉMATIQUES TERRITORIALISÉS

Préservation des exploitations agricoles

Toutes les exploitations notamment professionnelles devront être protégées (bâtiments agricoles, parcelles) pour être pérennes dans le temps car ce secteur du Haut-Doubs est très dynamique en terme d'installation agricole (4 installations depuis 2008 sur les 15 exploitations cultivant le territoire communal).

Préservation des terres agricoles

- à forte pression foncière :

Il est très rare de trouver des surfaces non déclarées à la PAC (qui doivent donc être libres de droit). La pression foncière est vraiment importante dans ce secteur dans la mesure où même les terrains proches du bâti sont déclarés à la PAC.

D. DONNÉES ISSUES DES DÉCLARATIONS PAC 2013 (SOURCE DDT/SEAR) SUR LA COMMUNE

Typologie d'exploitation :

Nombre d'exploitations ;	
-GAEC ou EARL (forme sociétaire)	: 11
-Exploitation individuelle	: 4

Age des exploitants ;	
Moins de 30 ans	: 2
De 30 à 39 ans	: 10
De 40 à 49 ans	: 10
De 50 à 59 ans	: 4
Supérieur à 59 ans	: 1

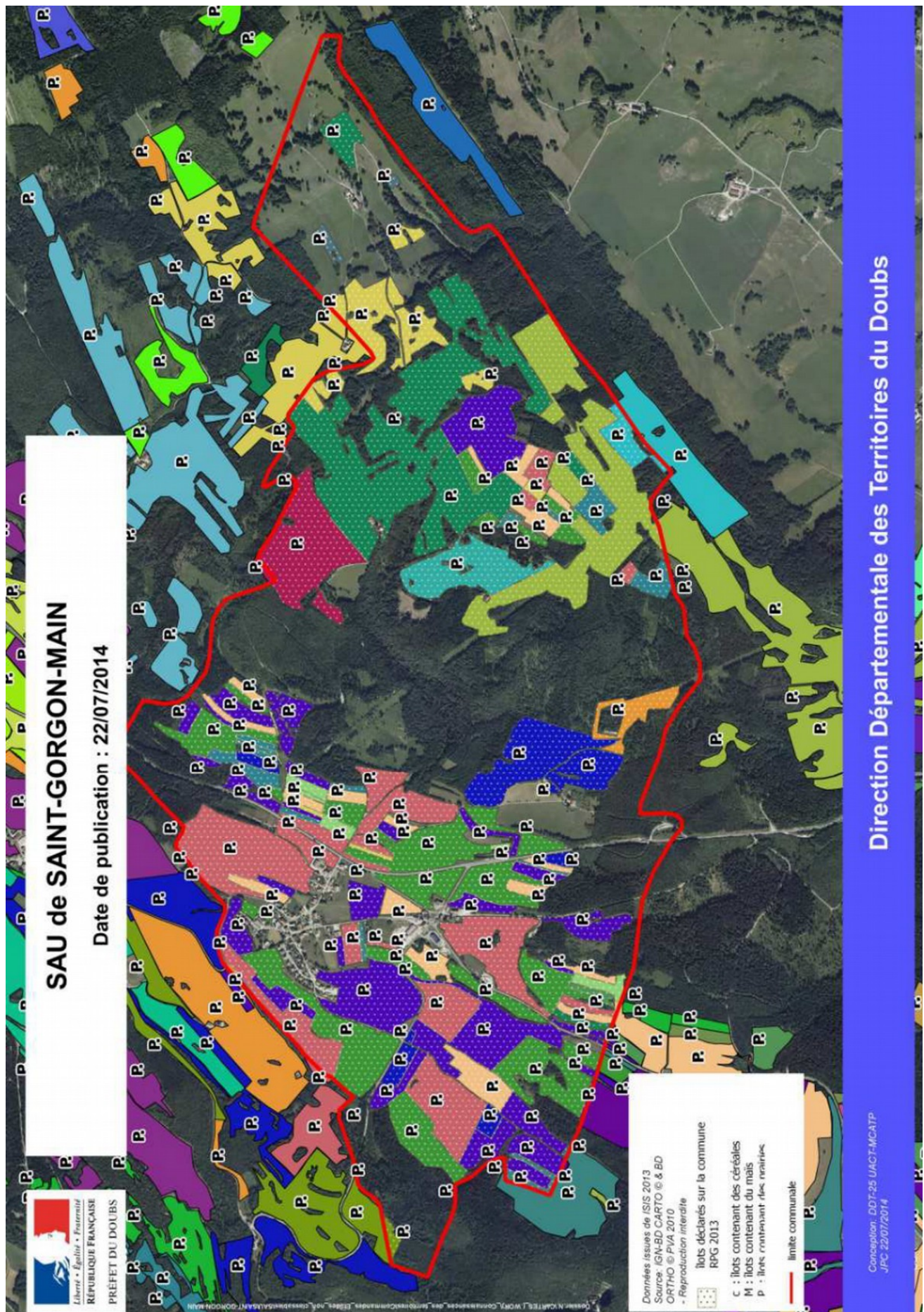
Total d'actifs hors salarié ou conjoint collaborateur	: 27
---	------

Taille des exploitations ;	
Supérieur à 200 ha	: 1
Entre 150 et 200 ha	: 1
Entre 100 et 150 ha	: 4
Entre 50 et 100 ha	: 9
Inférieur à 50 ha	: 0

Répartition de la SAU :

SAU exploitée sur la commune	: 350 ha
------------------------------	----------

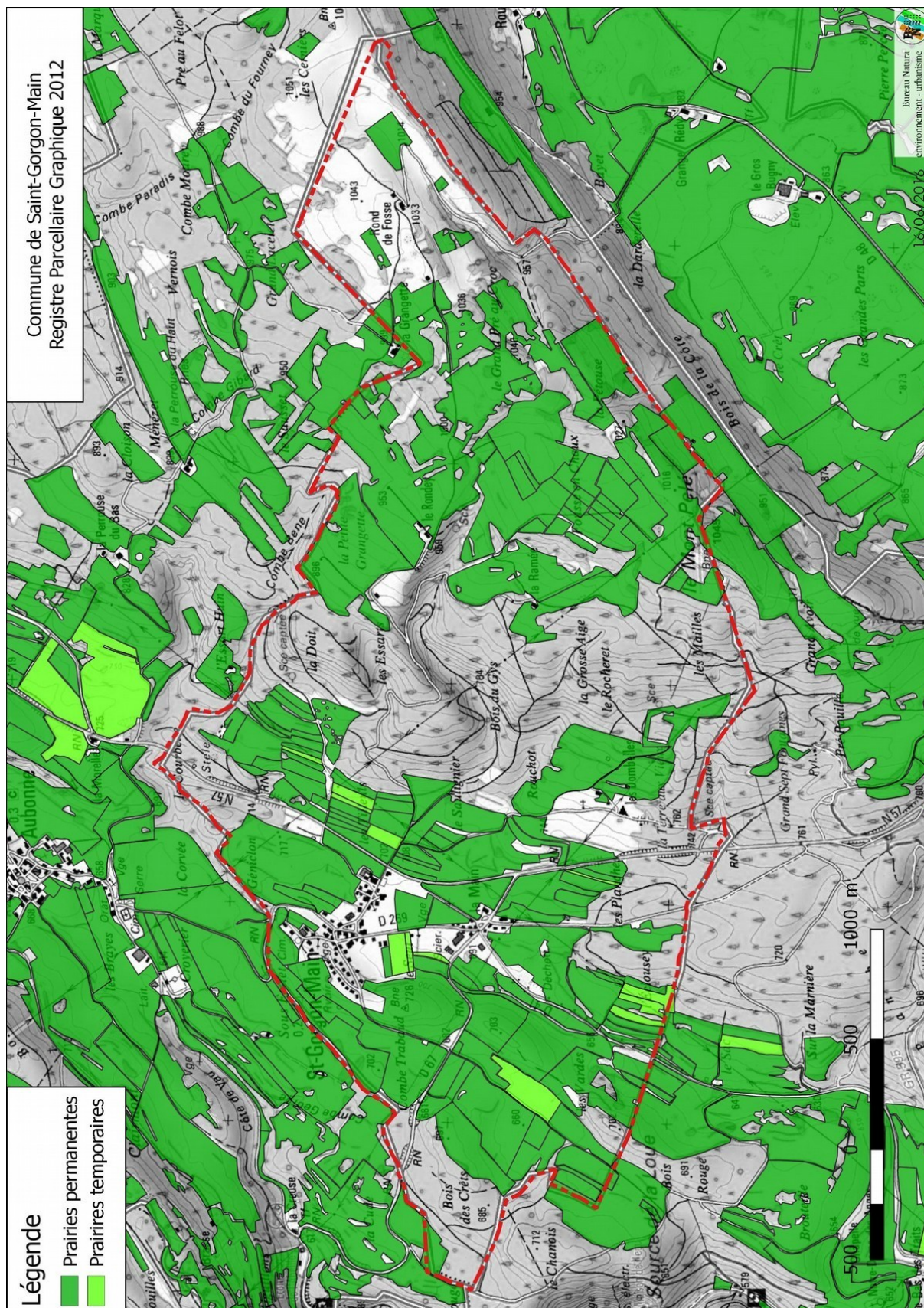
Type de culture ;	
Prairies permanentes	: 332 ha (95%)
Prairies temporaires	: 18 ha (5%)





E. OCCUPATION DU SOL, ORGANISATION DU TERRITOIRE ET PRODUCTIONS

Le registre parcellaire graphique (RPG), basé sur les déclarations des agriculteurs donne une excellente image de l'organisation agricole de la commune et de la répartition des terres.





Contraintes réglementaires

Les fermes de la commune disposent de nombreux bâtiments d'élevage, ce qui n'est pas sans conséquences en termes d'aménagement du territoire (présence de périmètres de recul vis-à-vis des zones habitées).

Compte-tenu de la présence de bâtiments hébergeant des animaux à proximité de zones habitées, il est utile de rappeler ci-après la législation applicable à ces installations par rapport aux autorisations d'urbanisme. En effet, afin de concilier les impératifs agricoles et le développement des communes, une règle de recul réciproque entre habitat et agriculture (bâtiments d'élevage), a été fixée par la réglementation.

Dans le département du Doubs, la règle concernant les périmètres est la suivante :

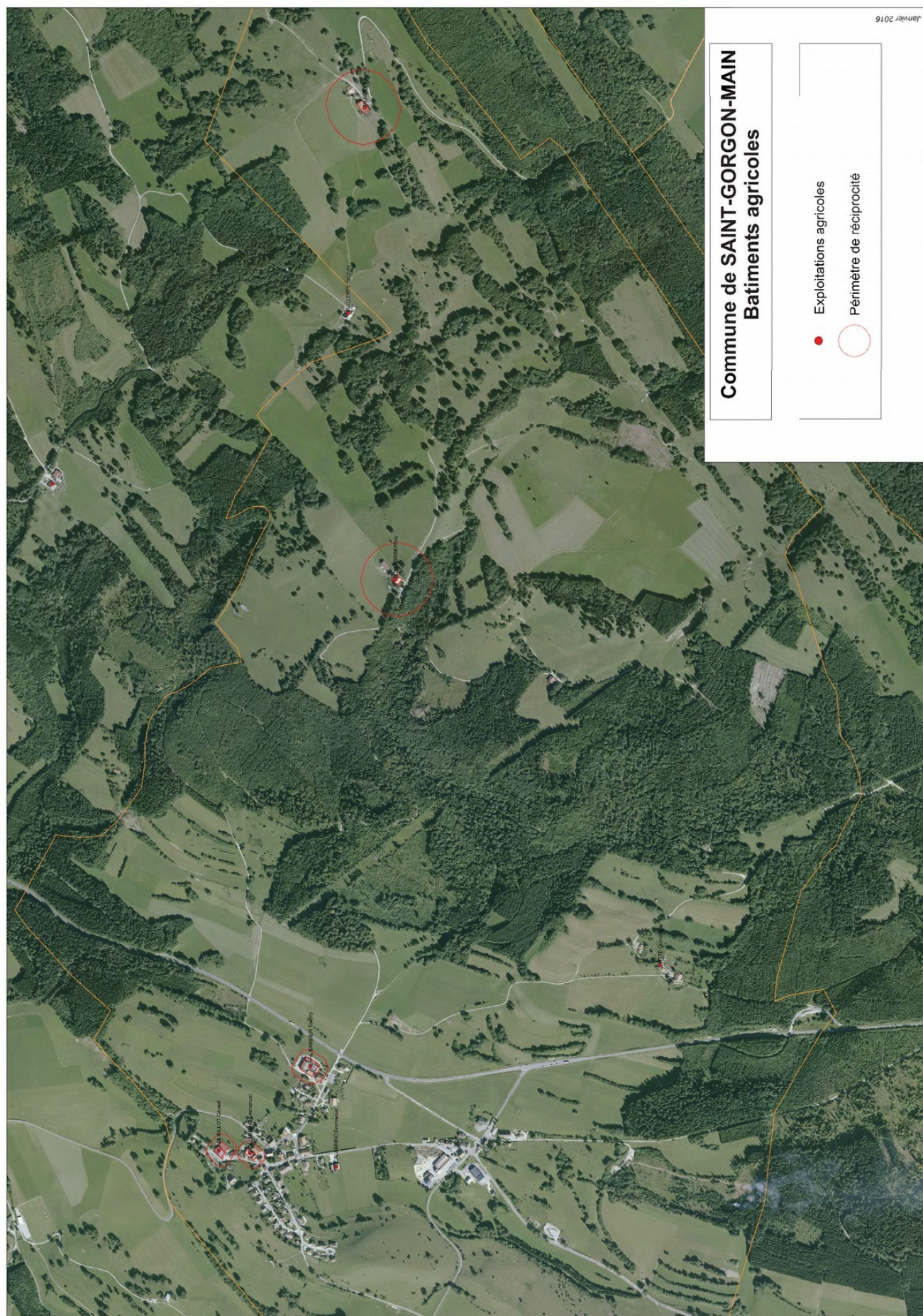
- une exploitation est soumise au Règlement Sanitaire Départemental jusqu'au seuil de 50 vaches. Au-delà, l'exploitation relève des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
- exploitations soumises au RSD, au milieu de l'urbanisation : recul de 25 m (activités cheptel et autres) et recul de 100 m en-dehors de l'urbanisation (tous les éléments de bâtis sont concernés hormis le rangement du matériel)
- exploitations ICPE : recul de 100 m partout sauf quand bâtiments distincts. Le stockage de matériel n'est pas concerné.

Ces reculs peuvent sous certaines conditions, être adaptés.

Les modalités de recul sont fixées par l'article L.111-3 du Code Rural, ci-dessous.

A Saint-Gorgon-Main toutes les exploitations agricoles sont soumises au Règlement Sanitaire Départemental.

La carte ci-après réalisée par la Chambre d'agriculture permet de situer les bâtiments agricoles.





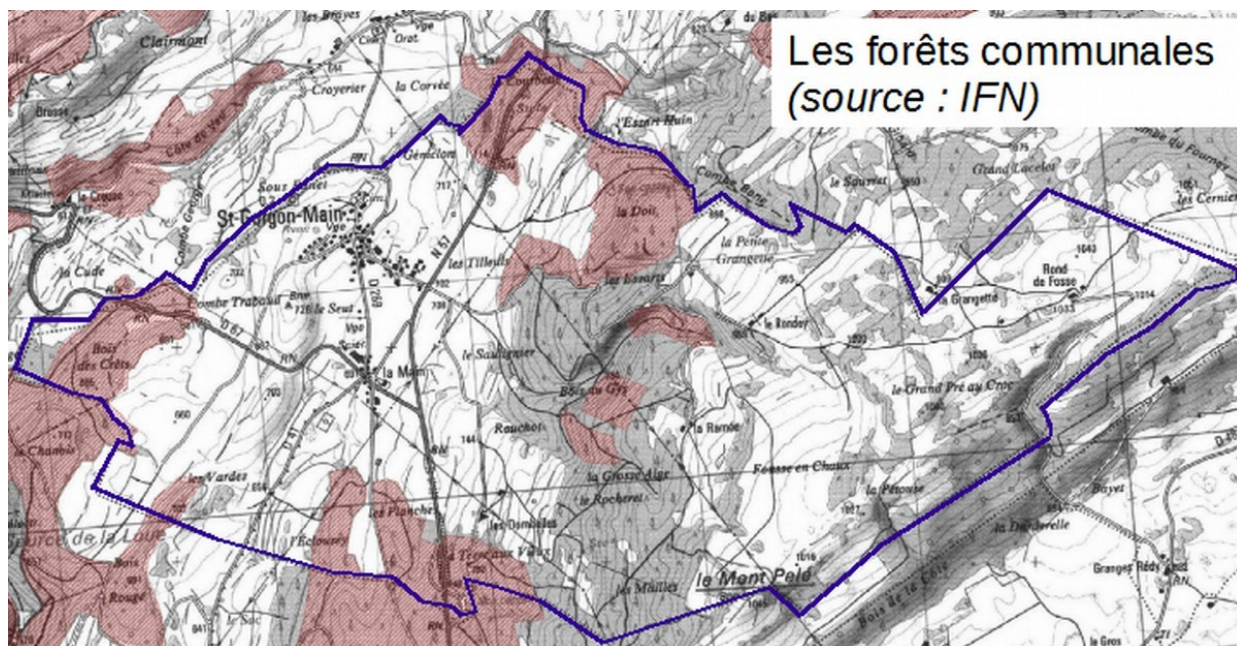
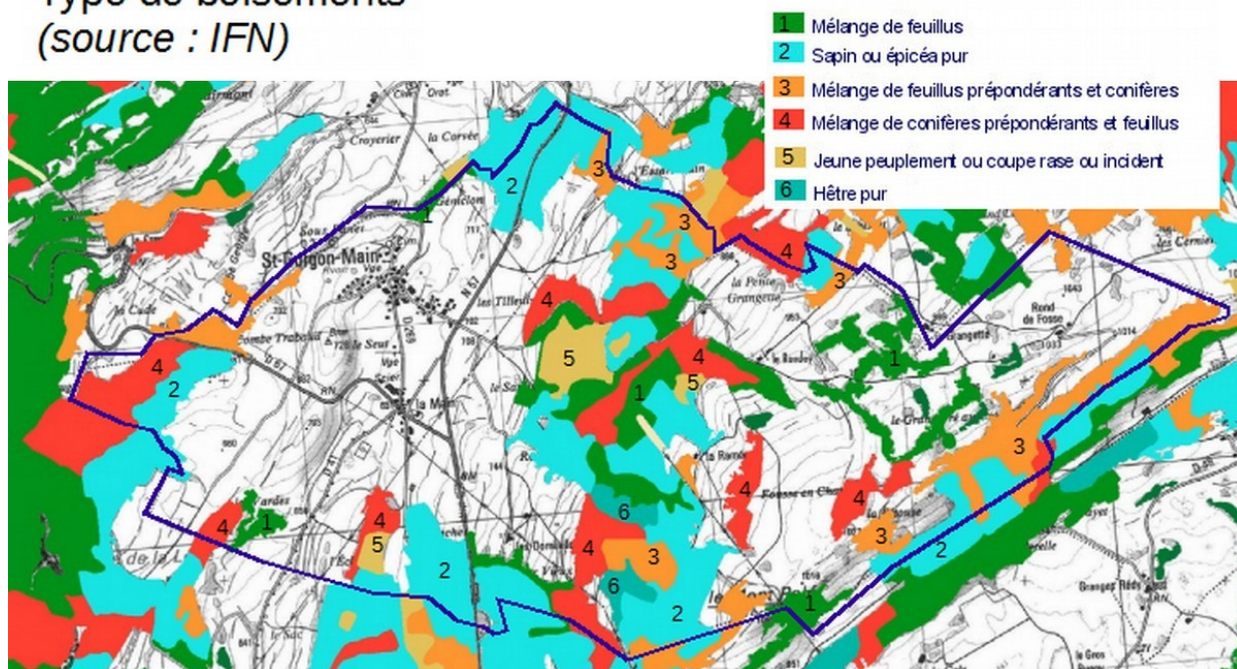
4. Les bois et forêts

La commune présente un taux de boisement de 77%. La forêt publique compte 102 hectares. La forêt privée est constituée de 111 hectares et n'est pas gérée par un plan simple de gestion. La commune compte sur son territoire des forêts bénéficiant du régime forestier. La totalité de la forêt bénéficiant du régime forestier devra être maintenue en zone de protection. La commune bénéficiait d'un aménagement forestier pour la période 1995-2014.

Ci-après, la première carte fait état des différents types de boisements et la seconde recense les forêts communales.

Les cartographies de l'Inventaire Forestier National identifient 6 types de peuplements principaux sur la commune :

Type de boisements (source : IFN)





D. Réseaux, infrastructures, équipements et services

1. Réseaux

1.1 Eau potable

L'alimentation en eau potable est gérée en affermage par le Syndicat intercommunal des eaux de la Haute-Loire.

Gestion du réseau d'eau

La commune de Saint-Gorgon-Main a transféré sa compétence eau potable au Syndicat intercommunal des eaux de la Haute-Loire (SIEHL), qui en a confié l'exploitation à la Société de Distribution Gaz et Eaux par contrat de délégation de service publique (DSP).

Le SIEHL a la compétence eau potable pour 99 communes et vend de l'eau en gros à 9 communes usagères et 3 syndicats intercommunaux.

Hors les ventes en gros, la population desservie représente environ 51 800 habitants.

La ressource

Le SIEHL est alimenté en eau par 2 puits (S1 et S3) et une source karstique à Lods regroupés au niveau de la station de traitement et de pompage à Lods (S2), un champ captant à Montgesoye, une source à Cléron au hameau de Nahin et un achat d'eau au syndicat des Eaux de Froidefontaine. La production journalière totale varie entre 11500m³/jour et 16000 m³/jour en pointe.

Le puits S1 a une capacité de 4000 m³/jour, le puits S3 10000m³/j, la source karstique a un débit variable et les prélèvements annuels varient entre 700 000 et 1 400 000 m³ selon les années.

La station de Montgesoye a une capacité maximale de production de 15 600 m³/jour.

L'achat d'eau au SIE de Froidefontaine peut atteindre 1500 m³/jour.

Dans tous les cas, l'eau subit une désinfection et ne nécessite pas de traitement complémentaire.

La source Karstique de la Tuffière est neutralisée automatiquement si la turbidité augmente.

L'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau⁴ (indicateur P108.3) est de 80 %.

Evolution des volumes

Malgré un nombre d'abonnés supplémentaires, la consommation d'eau baisse ces dernières années (volume global consommé sur le syndicat) :

- 2013 : 3 755 525 m³/an

- 2014 : 3 820 793 m³/an d'eau consommés.

Volumes consommés annuellement par la commune de Saint-Gorgon-Main depuis 10 ans :

	2006	2010	2015
en m ³	12854	13602	13361

Les données qui suivent sont extraites du site Eau France :

Tarifs : Prix TTC du service au m³ pour 120 m³⁵ : 2,65 €/m³ (année 2014)

Qualité de l'eau

Conformité microbiologique de l'eau au robinet⁶ : 97,6 % (2014)

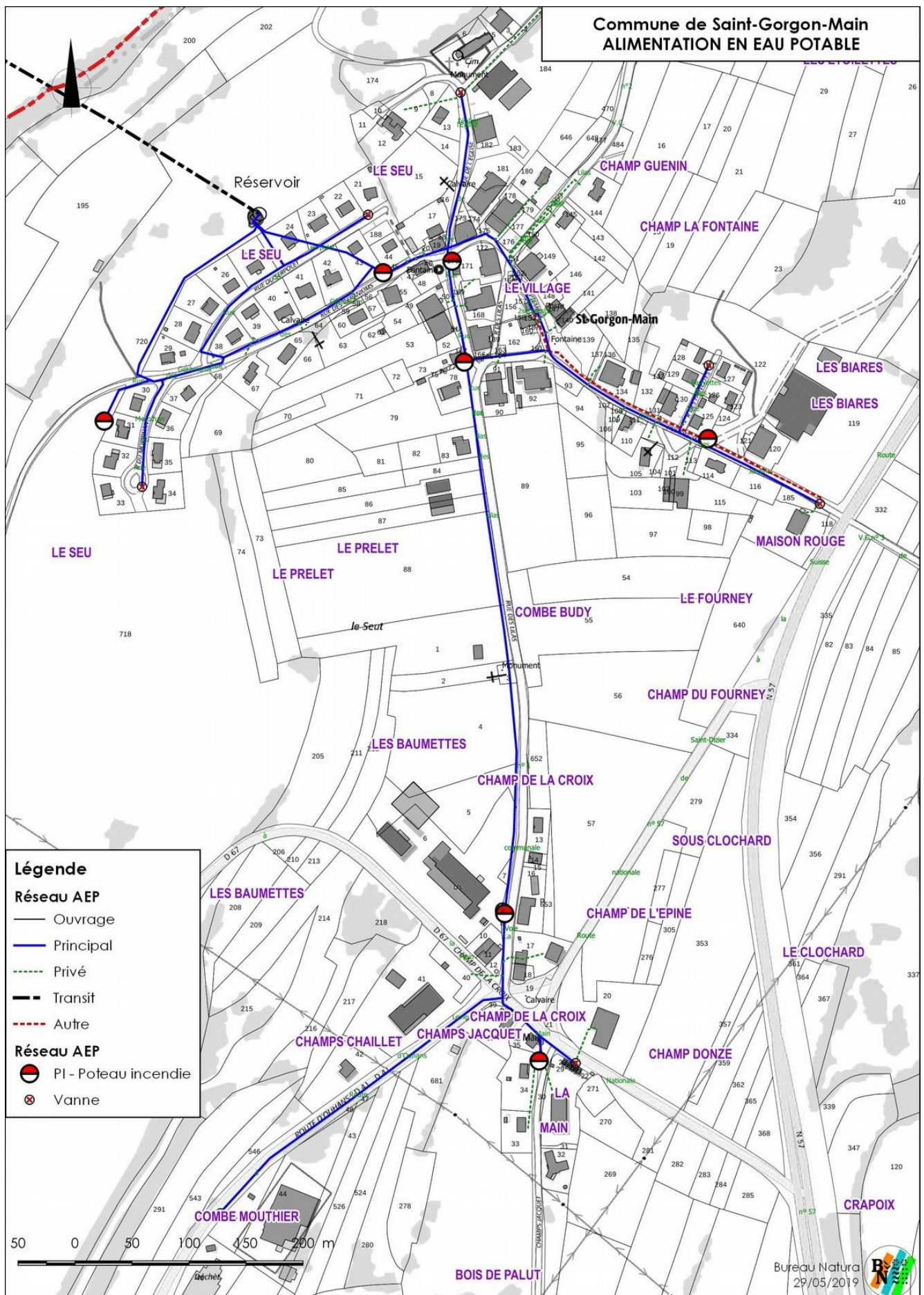
Conformité physico-chimique de l'eau au robinet⁷ : 99,3 % (2014)

⁴ Cet indicateur traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage.

⁵ Le prix au m³ est calculé pour une consommation annuelle de 120 m³ (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de nature et de la qualité de la ressource en eau, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement. Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (production, transfert, distribution) ainsi que les redevances préservation des ressources et pollution de l'Agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (prélèvement en rivière), ainsi que la TVA.

⁶ Cet indicateur évalue le respect des limites réglementaires de qualité de l'eau distribuée à l'utilisateur concernant les paramètres bactériologiques (présence de bactéries pathogènes dans l'eau). Il se réfère aux mesures de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et, sous certaines conditions, à celles de l'exploitant.

⁷ Cet indicateur évalue le respect des limites réglementaires de qualité de l'eau distribuée à l'utilisateur concernant les paramètres physico-chimiques tels que pesticides, nitrates, chrome, bromate. Il se réfère aux mesures de l'Agence Régionale de Santé (ARS) (et, sous certaines conditions), à celles de l'exploitant.





1.2 Assainissement

La compétence a été transférée à la Communauté de communes de Montbenoît. Le réseau de transport et le traitement (dont STEP) relèvent de la Communauté de communes. Les réseaux de collecte et les branchements demeurent de compétence communale.

Il n'y a ni délégation de Service Public, ni affermage ou concession sur la station d'épuration intercommunale de Ouhans. L'exploitation de l'ouvrage est assurée par la Société Gaz et Eaux, en qualité de prestataire de services.

La station intercommunale de Ouhans assure le traitement des effluents des communes de Ouhans, Saint-Gorgon et Aubonne, pour leur partie agglomérée. Les hameaux sont peu nombreux sur le secteur.

Aubonne	79 Parts fixes	178 EH	5067 m3	20,74 %
Ouhans	146 Parts Fixes	380 EH	14108 m3	43,42 %
Saint-Gorgon	120 Parts Fixes	334 EH	8733 m3	35,84 %

Il s'agit d'une station traditionnelle couverte à boues activées.

Après traitement, les eaux usées vont vers le bassin d'aération où elles sont mises en contact avec une biomasse. Dans le réacteur, la pollution est transformée en flocons de boues par assimilation bactérienne.

Il n'est pas prévu de nouvel équipement, puisque l'ouvrage actuel absorbe le flux de pollution existant, avec une certaine marge de manœuvre. Seuls les effluents des habitations sont traités puisque la fruitière, installée depuis quelques mois dans la commune, a sa propre station d'épuration.

Compte-tenu du dispositif biologique retenu du type boues activées en aération prolongée, la STEP produit un certain volume de boues. Un silo à boues de 300 m³ est prévu pour assurer leur stockage pour 6 mois, dans l'attente de leur épandage.

Le système de traitement actuel donne entière satisfaction, seule la problématique des boues d'épuration s'avère délicate à gérer avec des difficultés à trouver des partenaires pour l'épandage agricole. La station est dimensionnée sur une base initialé de 1300 EH.



OUHANS

Description de la station

Nom de la station : OUHANS (Zoom sur la station)
Code de la station : 060925440001
Nature de la station : Urbain
Réglementation : Eau
Région : BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Département : 25
Date de mise en service : 31/12/2001
Service instructeur : SPE 25
Maitre d'ouvrage : COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MONTBENOIT
Exploitant : SOCIETE DE DISTRIBUTION GAZ ET EAUX
Commune d'implantation : OUHANS
Capacité nominale : 1300 EH
Débit de référence : 204 m3/j
Autosurveillance validée : Validé
Traitement requis par la DERU :
 - Traitement approprié
 - Filières de traitement :
 Eau - Boue activée aération prolongée (très faible charge)
 Boue - Epaissement statique gravitaire

Agglomération d'assainissement

Code de l'agglomération : 060000125440
Nom de l'agglomération : OUHANS
Commune principale : OUHANS
Tranche d'obligations : [200 ; 2 000] EH
Taille de l'agglomération en 2017 : 737 EH
Somme des charges entrantes : 737 EH
Somme des capacités nominales : 1300 EH
 - Liste des communes de l'agglomération :
 AUBONNE
 OUHANS
 SAINT-GORGON-MAIN

Chiffres clefs en 2017

Charge maximale en entrée : 737 EH
Débit entrant moyen : 126 m3/j
Production de boues : 14.00 TMS/an

Destinations des boues en 2017 (en tonnes de matières sèches par an) :



Chiffres clefs en 2016

Chiffres clefs en 2015

Chiffres clefs en 2014

Chiffres clefs en 2013

Chiffres clefs en 2012

Chiffres clefs en 2011

Milieu récepteur

Bassin hydrographique : RHONE-MEDITERRANEE-CORSE
Type : Sol
Nom : Rejet OUHANS
Nom du bassin versant : DO_02_14 Loue

Zone Sensible : La Saône et le Doubs
Sensibilité azote : Oui (Ar. du 22/02/2006)
Sensibilité phosphore : Oui (Ar. du 23/11/1994)
Consulter les zones sensibles

Voir le point de rejet (Double-cliquer sur le point pour l'effacer)

Conformité équipement au (31/12/2018 : prévisionnel) : Oui

Respect de la réglementation en 2017

Conforme en équipement au 31/12/2017 : Oui
Conforme en performance en 2016 : Oui

Respect de la réglementation en 2016

Respect de la réglementation en 2015

Respect de la réglementation en 2014

Respect de la réglementation en 2013

Respect de la réglementation en 2012

Respect de la réglementation en 2011

[précédent](#) | [suivant](#) | [accueil](#)

Source : MTES - ROSEAU - Novembre 2018

Situation au 14/11/2018 des stations de traitement des eaux usées, Source : Portail d'information sur l'assainissement communal

L'ouvrage est dimensionné sur la base de 1300 Equivalents-Habitants. Les dernières données actualisées montrent que la somme des charges entrantes est de 892 EQH. Par conséquent, la station d'épuration est en capacité de supporter des charges entrantes supérieures. Il sera donc possible d'accueillir de nouveaux habitants à l'horizon de la carte communale, les capacités d'assainissement de la station étant estimées suffisantes.

Une fois les travaux de réseaux internes achevés, 1000 EH seront raccordés : ce qui laisse une marge de manœuvre relative et permettra d'absorber de nouveaux foyers d'ici 10 ans. Cette répartition, concernant l'investissement a été arrêtée lors des avant-projets, en date de 1999 :

- Aubonne : 315 EH =>30 %
 - Ouhans : 473 EH =>45,35 %
 - Saint-Gorgon : 255 =>24,65 %
- Total : 1043 EH

L'ensemble des foyers, considérés comme raccordables sur la commune, sont raccordés au réseau communal existant.

Gestionnaire du S.P.A.N.C.

Depuis 2006, la Communauté de communes de Montbenoît est gestionnaire du Service Public d'Assainissement Non collectif. A l'heure actuelle, cinq habitations sont en assainissement non collectif : une maison au lieu-dit Le Rondey, deux maisons au lieu-dit Ronde Fosse et deux maisons au lieu-dit Les Dombelles.

Il n'a pas été instauré de redevance pour l'assainissement non collectif.

Le Schéma Directeur d'Assainissement a été approuvé en 1999 à l'initiative de la Communauté de communes. La délibération communale relative au zonage date du 06/06/1997.



Tarifs de la redevance d'assainissement à partir de 2014 :

45 euros HT Part fixe/ 0,90 euros HT par mètre cube.

Prix de l'assainissement

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire	Prix total
Coût traitement et collecte	m ³	120	0,90 euros	108,00 euros
Part fixe par unité d'habitation		1	45,00 euros	45,00 euros
redevance Agence Eau	m ³	120	0,155 euros	18,60 euros
			Total H.T.	171,60 euros
			T.V.A 10 %	17,16 euros
			Total T.T.C.	188,76 euros

La commune est également dotée d'un zonage d'assainissement ancien (datant de 1999), qui prévoit le raccordement à l'assainissement collectif de toutes les constructions et installations du village et du hameau de La Main.

Ce zonage doit être réactualisé et affiné à l'horizon 2020, une fois finalisés les transferts de compétence en la matière (voir courrier de la communauté de commune joint en pages suivantes).

(Voir carte en page suivante – les aplats de couleur orange correspondant aux zones de collecte de l'assainissement collectif).



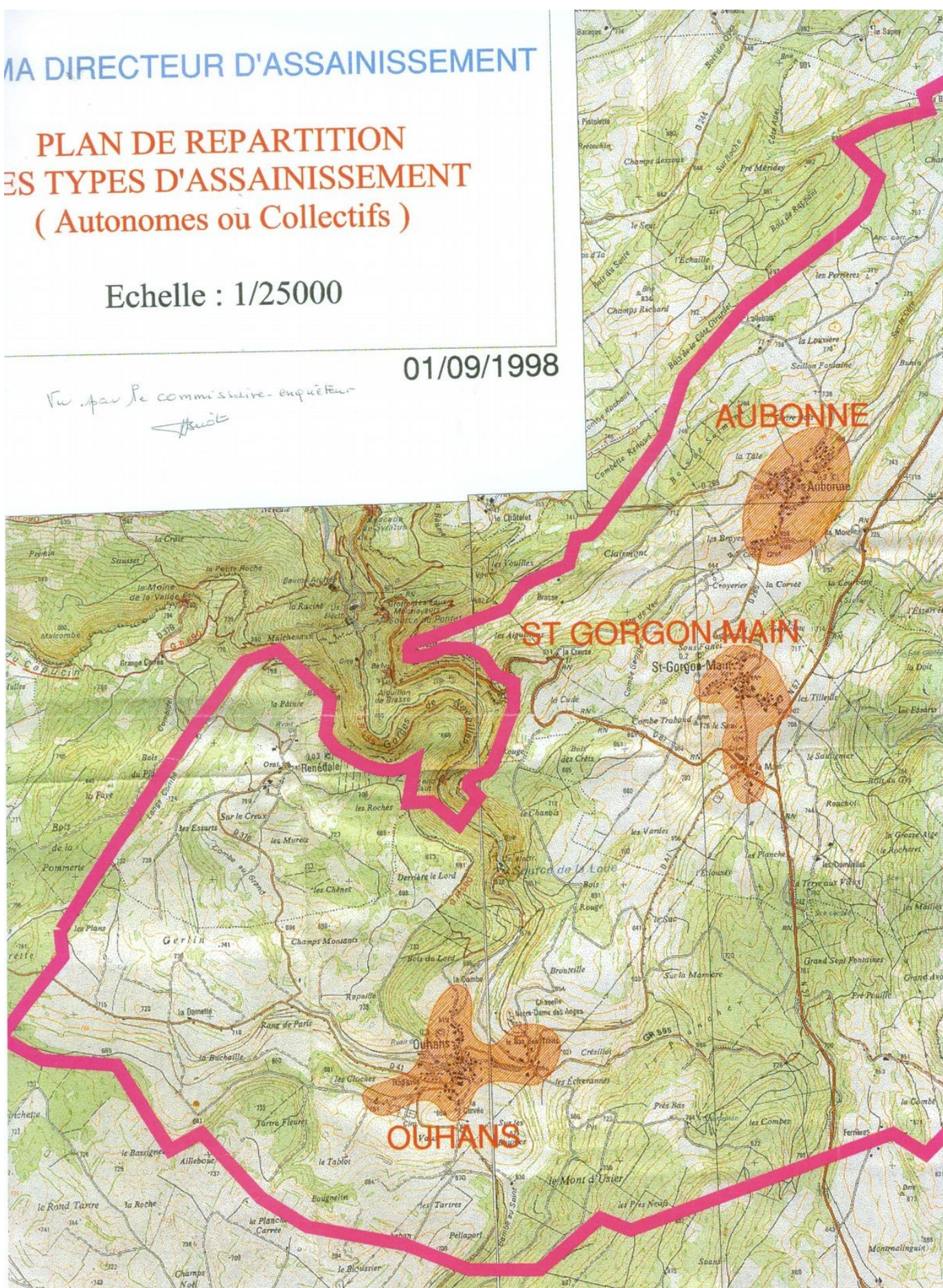
MA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

PLAN DE REPARTITION DES TYPES D'ASSAINISSEMENT (Autonomes ou Collectifs)

Echelle : 1/25000

01/09/1998

Vu par le commissaire-enquêteur
[Signature]





COMMUNE DE SAINT-GORGON MAIN

DOCUMENT D'URBANISME : VOLET ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La Communauté de Communes de Montbenoit a réalisé un Schéma Directeur d'Assainissement en 1999, afin de procéder à délimitation des Zonages d'Assainissement Collectif et Non Collectif (pour les Hameaux), selon le Schéma joint pour la Commune de Saint-Gorgon.

Ce dernier a été validé par les communes en 1999 et a conditionné l'organisation Système d'Assainissement de la Haute Vallée de la Loue avec la réalisation d'une Station d'Epuración intercommunale à Ouhans.

Néanmoins, ce document doit être nécessairement repris, affiné et mis à jour d'ici 2020, lorsque la Communauté de Communes sera dotée en intégralité de la Compétence Assainissement et que les réseaux de collecte internes auront été transférés à l'E.P.C.I.

Fait à Montbenoit, le 06 mai 2019





2. Collecte et traitement des ordures ménagères

La collecte des ordures ménagères est gérée par le Syndicat Mixte de Collecte des Ordures Ménagères du Haut Doubs, le traitement relevant de PREVAL Haut-Doubs.

Un tri sélectif est effectué à la source (deux bacs par foyers). Il s'agit d'un tri incitatif. La fréquence de passage est d'une fois par semaine pour les ordures ménagères, et 18 levées par an pour les déchets recyclables (hors verre).

Tous les écarts de la commune sont desservis.

La commune compte un point déchets /tri sur la commune (point d'apport volontaire) pour le verre. Une déchetterie est présente sur la commune (hameau de la Main route d'Ouhans).l

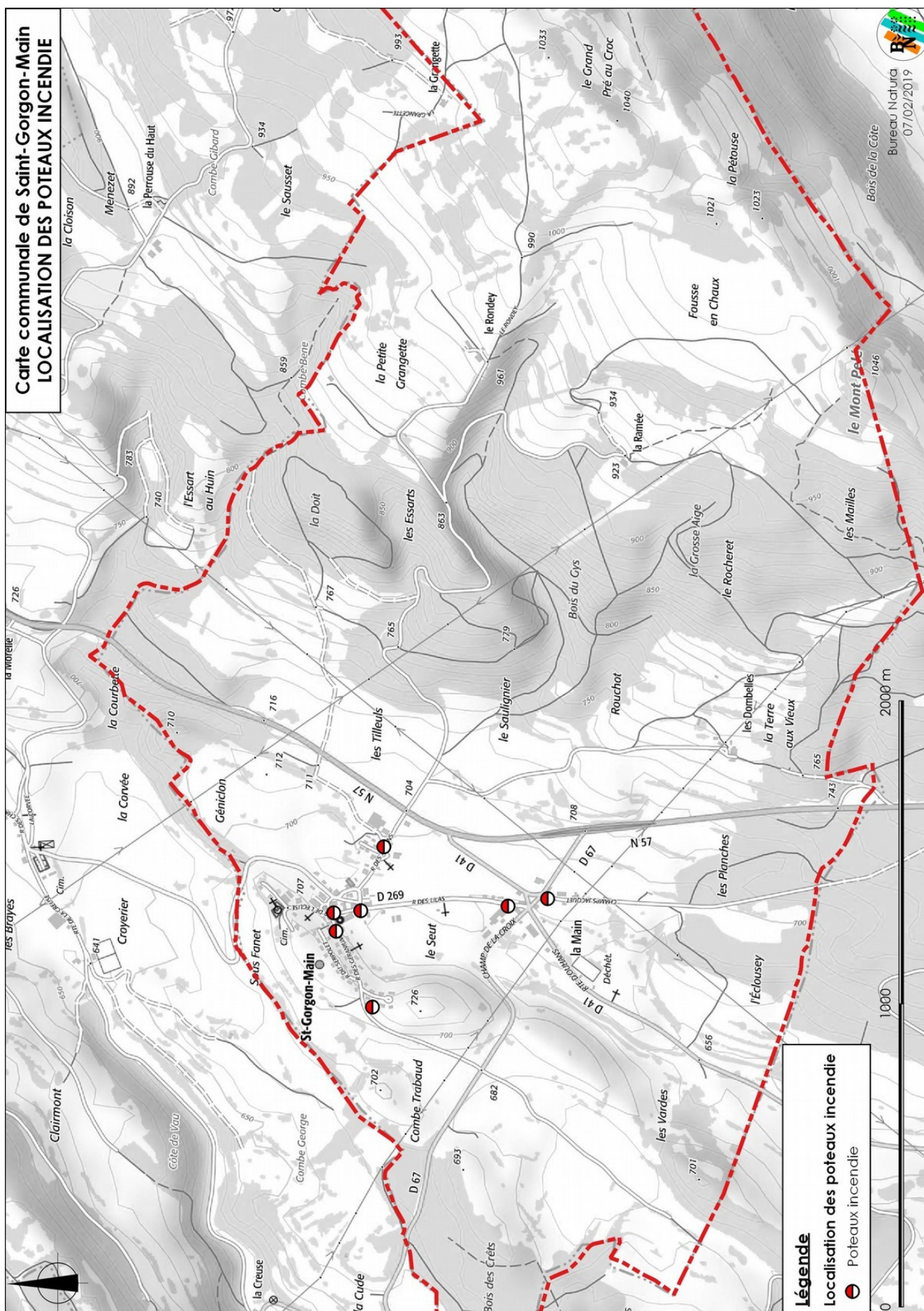
Les ordures ménagères sont transportées à l'Usine d'incinération de Pontarlier (PREVAL Haut-Doubs) où les déchets subissent une incinération.

3. Défense contre l'incendie

Dans le cadre de la protection des biens implantés sur le territoire communal, la défense incendie doit être assurée conformément aux dispositions du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie du Doubs, mis en place suite à la parution du décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie, la circulaire n°465 du 10 décembre 1951 ayant été abrogée.

Le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie du Doubs a été approuvé par l'arrêté préfectoral n°25-2017-02-27-012 du 27 février 2017.

La carte ci-après permet de localiser les bornes incendie présentes à Saint-Gorgon-Main.





4. Informations diverses – risques technologiques

A. LES SITES BASIAS

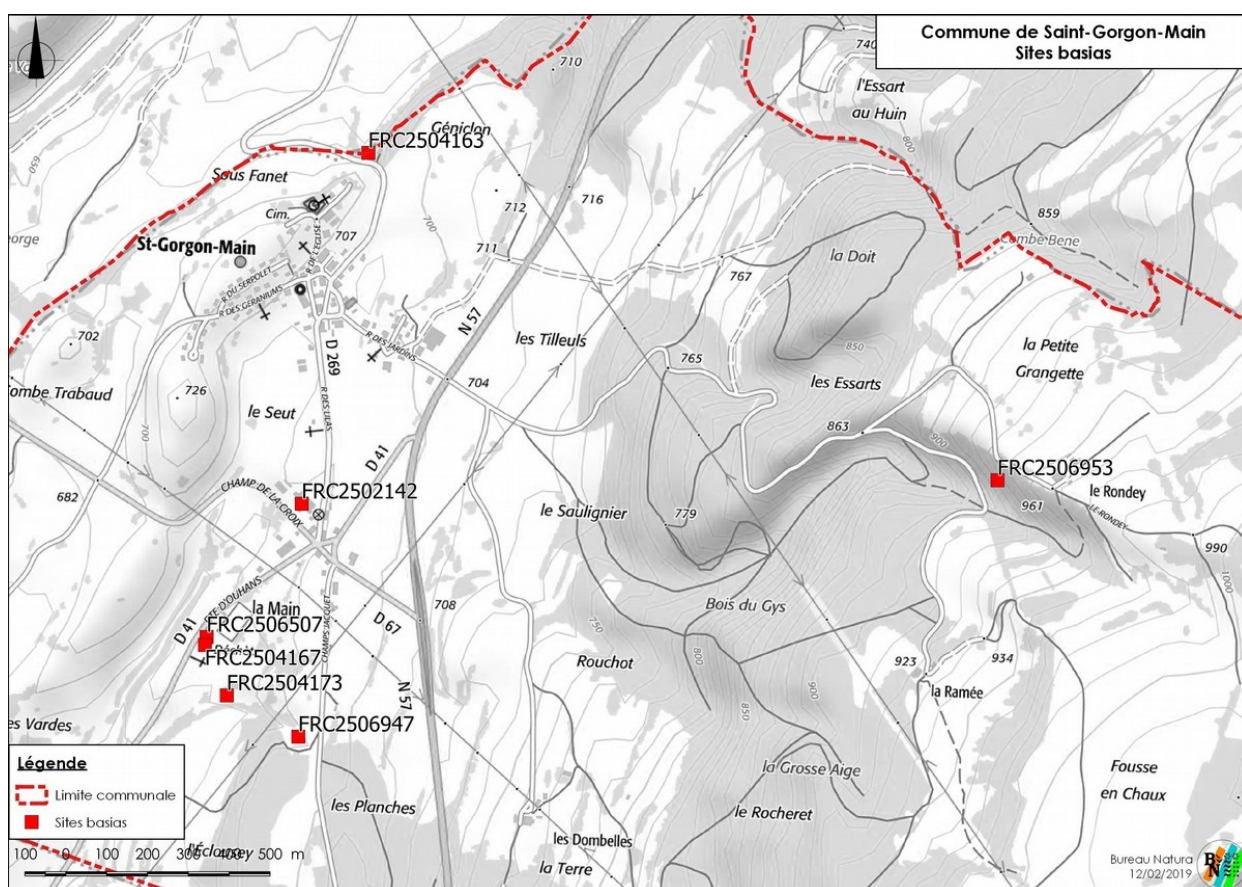
La commune compte plusieurs anciens sites industriels (dont plusieurs anciennes décharges) qui sont susceptibles d'être pollués (Source : Base de données Basias : <http://basias.brgm.fr>), sans qu'une information concrète sur la présence ou l'absence de pollution ne soit disponible. De ce fait, le sous-sol de ces sites étant très probablement pollué, il faudra être vigilant en cas de changement d'usage de ces terrains. Par ailleurs, en vertu de l'article L125-6 IV du Code de l'environnement, les certificats d'urbanisme élaborés pour ces terrains doivent mentionner ces informations.

Commune : SAINT-GORGON-MAIN													
Nombre de sites : 9 (1 page)													
N°	Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Adresse Dernière (ancien adresse format)	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance	X Lambert II étendu (m)	Y Lambert II étendu (m)	X adresse	Y adresse	Précision adresse
1	FRC2502142	Scierie Maugain, anc. S.A. VITTE Frères	Scierie	Angle RN 67 et RD 269	SAINT-GORGON-MAIN (25517)	c16.10	En activité	Inventorié	902830	2231958			
2	FRC2504157	Daniel BONNEFOY	D.L.I.		SAINT-GORGON-MAIN (25517)	v89.03z	Ne sait pas	Inventorié					
3	FRC2504163	Commune de Saint-Gorgon-Main	Décharge	Lieu dit La Porcherie	SAINT-GORGON-MAIN (25517)	e38.11z	Activité terminée	Inventorié	902950	2232820			
4	FRC2504167	Commune	Sablières à sec	Lieu dit La Sablière	SAINT-GORGON-MAIN (25517)	b08.12z	Activité terminée	Inventorié	902611	2231602			
5	FRC2504173	Emile LALLEMAND	Sablière à sec	Lieu dit La Sablière	SAINT-GORGON-MAIN (25517)	b08.12z	Ne sait pas	Inventorié	902670	2231482			
6	FRC2506503	ERDF (ST GORGON MAIN) St Gorgon Village	Transformateur au PCB		SAINT-GORGON-MAIN (25517)	d35.44z	En activité	Inventorié					
7	FRC2506507	Syndicat Mixte de Collecte des OM	Déchèterie	Lieu dit Combe Mouthier	SAINT-GORGON-MAIN (25517)	e38.11z	En activité	Inventorié	902614	2231622			
8	FRC2506947		Décharge	Lieu dit Champ Jacquet - chemin des Bois - A2 422	SAINT-GORGON-MAIN (25517)	e38.11z	Activité terminée	Inventorié	902850	2231390			
9	FRC2506953		Décharge	Lieu dit Le Rondey	SAINT-GORGON-MAIN (25517)	e38.11z	Activité terminée	Inventorié	904530	2232100			

La carte ci-après permet de localiser ces sites.

B. LES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La commune compte deux Installations Classées Pour la Protection de l'Environnement (ICPE) qui sont en fonctionnement : la scierie Maugain (soumise au régime d'autorisation) et le Syndicat Mixte de Collecte des Ordures Ménagères (soumis au régime d'enregistrement).





5. Déplacements, infrastructures et voies de communications

5.1 Principaux axes

A. INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

La commune est traversée par quatre axes de communication majeurs :

- la **RN57** qui permet la liaison entre Besançon au Nord et Pontarlier au Sud
- la **RD41** qui permet la liaison entre la RN57 et Levier
- la **RD67** qui permet la liaison entre la RN57 et Ornans
- la **RD269** qui assure la desserte de Saint-Gorgon, Aubonne et Haute pierre-le-Châtelet

Le décret 2009-615 du 3 juin 2009, modifié par le décret 2010- 578 du 31 mai 2010, classe route à grande circulation (RGC) la **RN57** qui traverse le territoire communal.

L'article L111-6⁸ du code de l'urbanisme dispose que : «En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation ».

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,
- aux bâtiments d'exploitation agricole,
- aux réseaux d'intérêt public,

Elle ne s'applique pas non plus à « l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes »

La **RD41** est classée dans le réseau de desserte économique du Département. Les derniers comptages effectués en 2010 entre la Main et Ouhans font état de 1288 véhicules/jour (dans les deux sens confondus), dont 7,4 % de poids-lourds. Cette infrastructure génère par ailleurs une servitude EL7 relative à l'alignement des voies publiques.

La **RD67** est classée dans le réseau secondaire du département. Les relevés réalisés en 2010 indiquent un trafic :

- de 1146 véhicules/jour dont 8,6 % de poids-lourds ;
- de 575 véhicules en direction de La Main ;
- de 571 véhicules en direction de Lods.

La **RD269** appartient au réseau local du Département.

La commune est en outre desservie par un maillage de chemins ruraux.

⁸ Remplace l'article L111-1-4, alinéas 1 et 2 du code de l'urbanisme



5.2 Ouvrages de transport d'énergie électrique

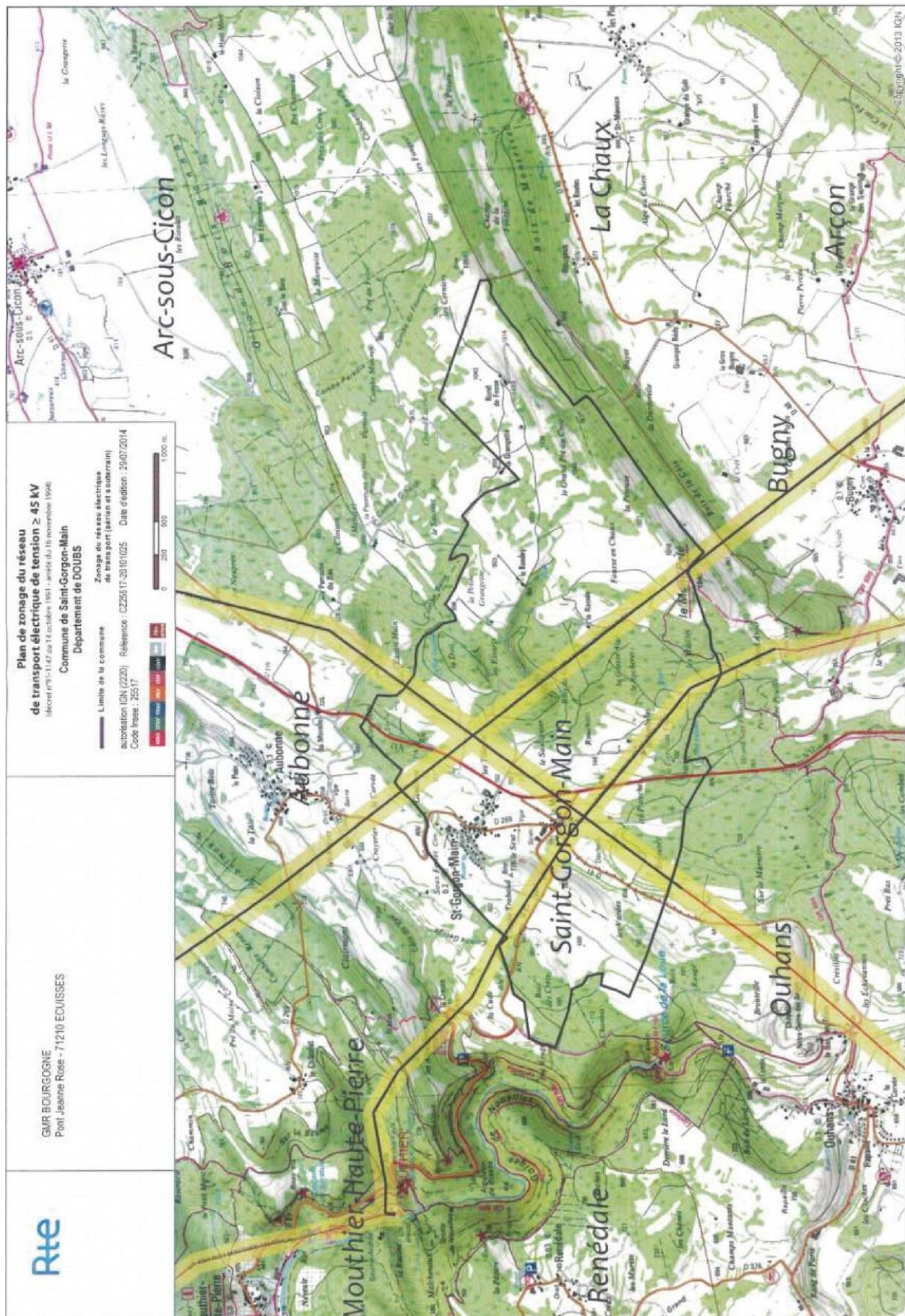
Le territoire communal est traversé par des ouvrages de réseau de transport d'énergie électrique qui bénéficient des servitudes d'utilité publique I4 :

Il s'agit des ouvrages suivants :

- Ligne 400kV n°1 Frasné-Mambelin,
- Ligne 225kV n°1 Mambelin-Pontarlier,
- Ligne 63kV n°1 Mouthier-Pontarlier.

Les lignes haute tension sont des ouvrages techniques spécifiques. En hauteur et en tenue mécanique, ils sont soumis à des règles techniques propres notamment à des distances de sécurité (arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique). Les abords doivent faire l'objet d'un entretien spécifique afin de garantir la sécurité des biens et des personnes (élagage, abattage) et leurs accès doivent être garantis à tout moment.





Source : Porter-à-connaissance de l'Etat, juillet 2015



5.3 Sécurité, bruit, contraintes liées aux infrastructures

A. SECURITE

L'infrastructure de transport terrestre principale qui traverse le territoire communal du Nord au Sud est la RN57. Environ 1 accident mortel se produit chaque année sur cet axe routier. Par ailleurs, plusieurs réunions ont eu lieu afin de sécuriser la traversée de cet axe qui est très emprunté par les exploitants agricoles avec leurs troupeaux afin de rejoindre les prairies situées au Sud de la RN57. Toutefois, les discussions n'ont pas abouti et aucun aménagement pour sécuriser cet axe n'a pu être réalisé, du fait de l'absence de financement de l'Etat. Par ailleurs, la topographie du lieu (en forme de cuvette) empêche la réalisation d'aménagements tel qu'un boviduc.

B. BRUIT

« Les dispositions du présent chapitre ont pour objet, dans les domaines où il n'y est pas pourvu, de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement. » (extrait de l'article L 571-1 du code de l'environnement).

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure. Il est souvent perçu subjectivement, son appréciation dépend de nombreux facteurs : physiques (absorption, réflexion), physiologiques (acuité auditive), voire psychologique (répétition, durée, mode vie...).

La carte communale constitue un outil de prévention permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et de prévenir ainsi les impacts sur la santé.

Le territoire de la commune est concerné par le classement sonore de la RN57, entériné par l'arrêté préfectoral n°2011.159-0010 du 8 juin 2011.

Celle-ci est classée en catégorie 3 ; la largeur de la zone de bruit est de 100 mètres (largeur de part et d'autre de la structure); la largeur totale est donc égale au double de cette distance, augmentée de la largeur de la plate-forme.

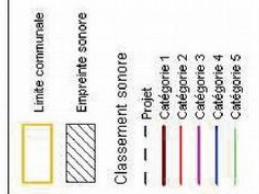
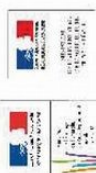
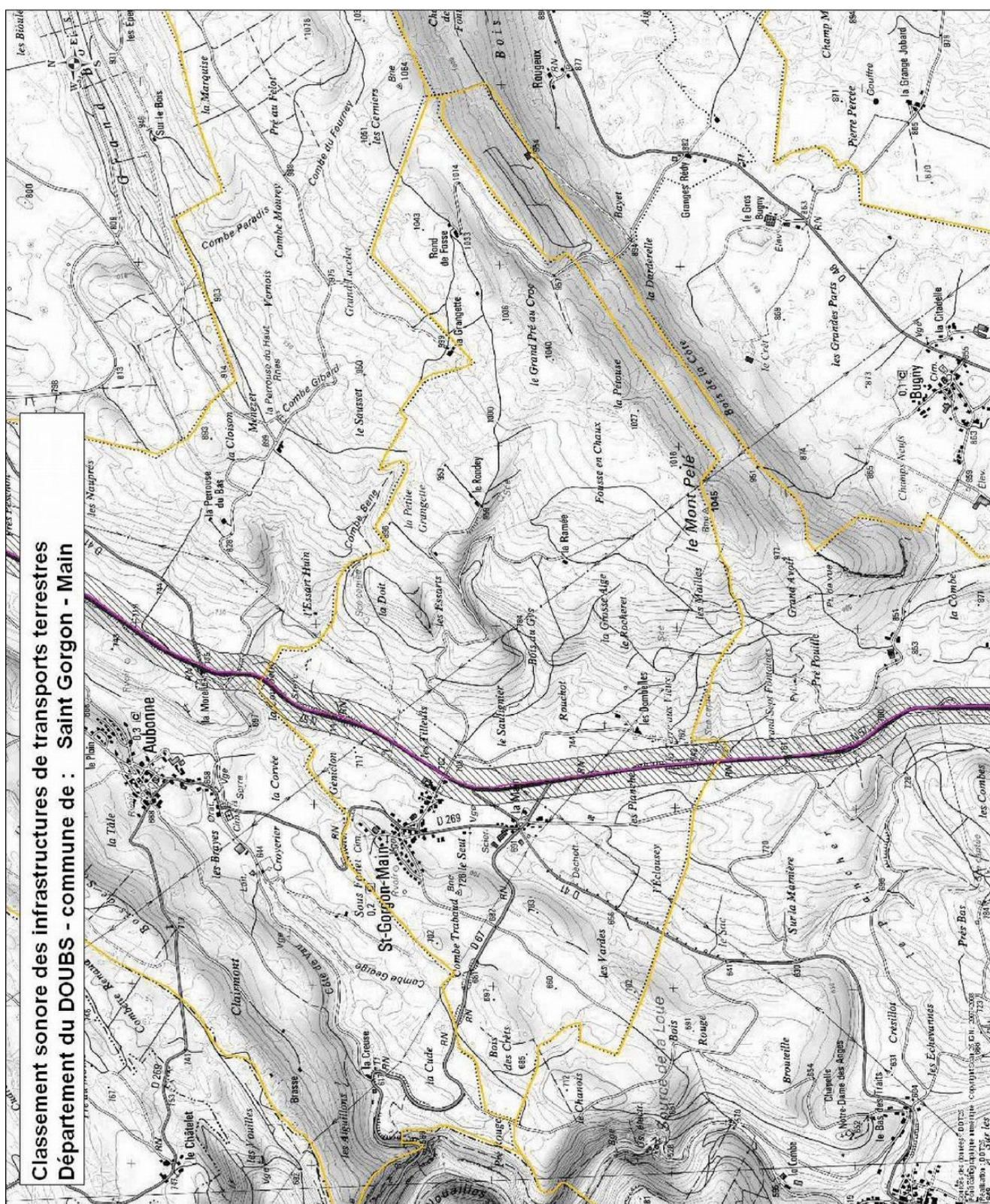
Les constructions concernées sont soumises à des conditions d'isolation acoustique particulières.

C. LOI RELATIVE AU RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU 2 FÉVRIER 1995

L'article L.111-6 du code de l'urbanisme⁹ dispose que : «En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation ».

La commune de Saint-Gorgon-Main est concernée par l'application de cette législation aux abords de la RN57, qui est classée route à grande circulation par le décret 2009-615 du 3 juin 2009, modifié par le décret 2010-578 du 31 mai 2010 (voir 2.1. Principaux axes).

⁹ Remplace l'article L111-1-4, alinéas 1 et 2 du code de l'urbanisme





5.4 Transports collectifs et déplacements doux

A. TRANSPORTS COLLECTIFS

La commune de Saint-Gorgon-Main dispose d'un ramassage scolaire . Il existe 2 points de ramassage sur la commune (un sur le village et l'autre sur la Main) (cf carte des équipements). Il n'existe pas de transport à la demande. Le service Mobidoubs est disponible à la Main vers Pontarlier et Besançon par la vallée de la Loue.

B. DÉPLACEMENTS DOUX

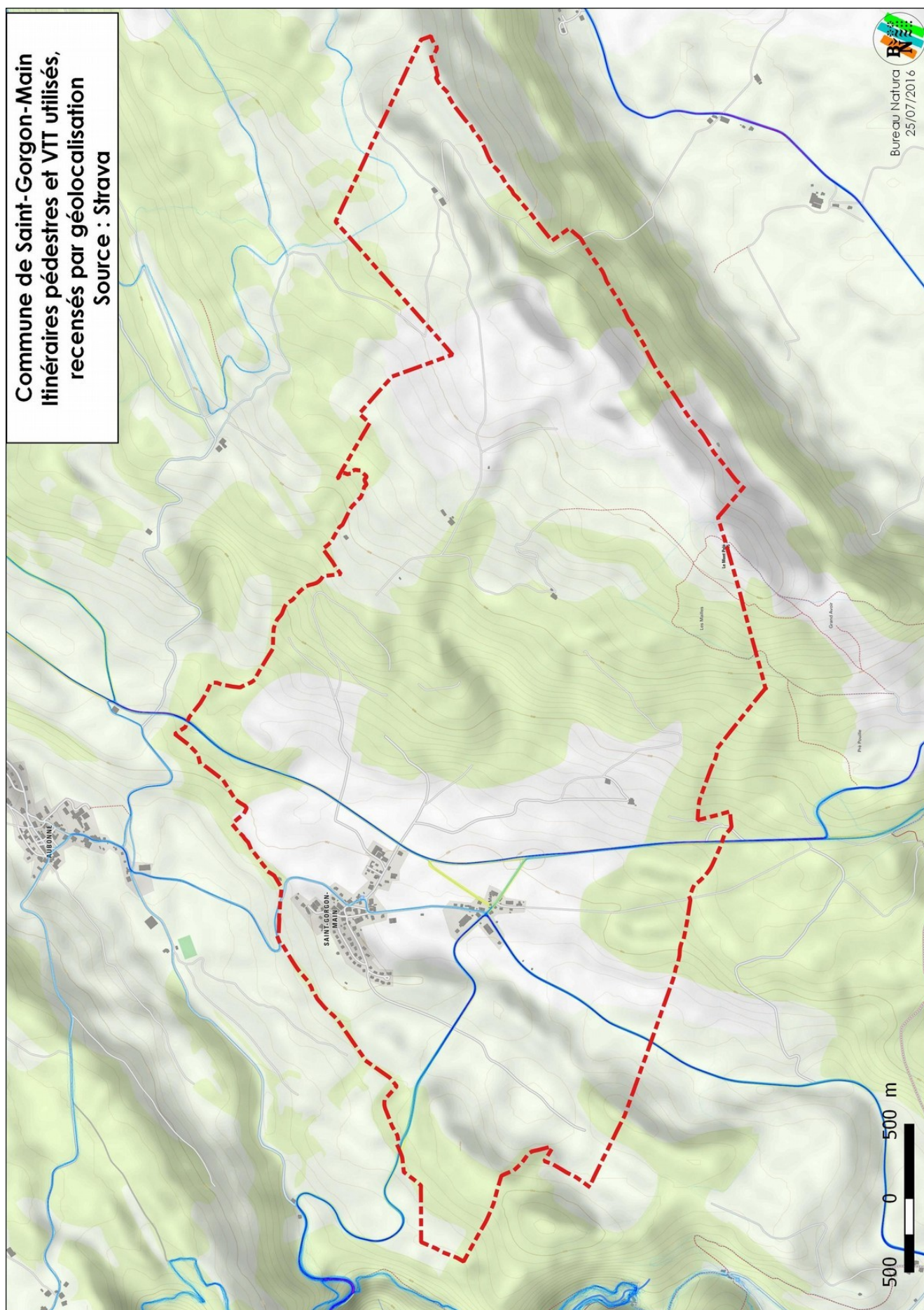
Globalement, le bourg est bien desservi en aménagements piétonniers. Aucun problème majeur n'est à signaler sur le village.

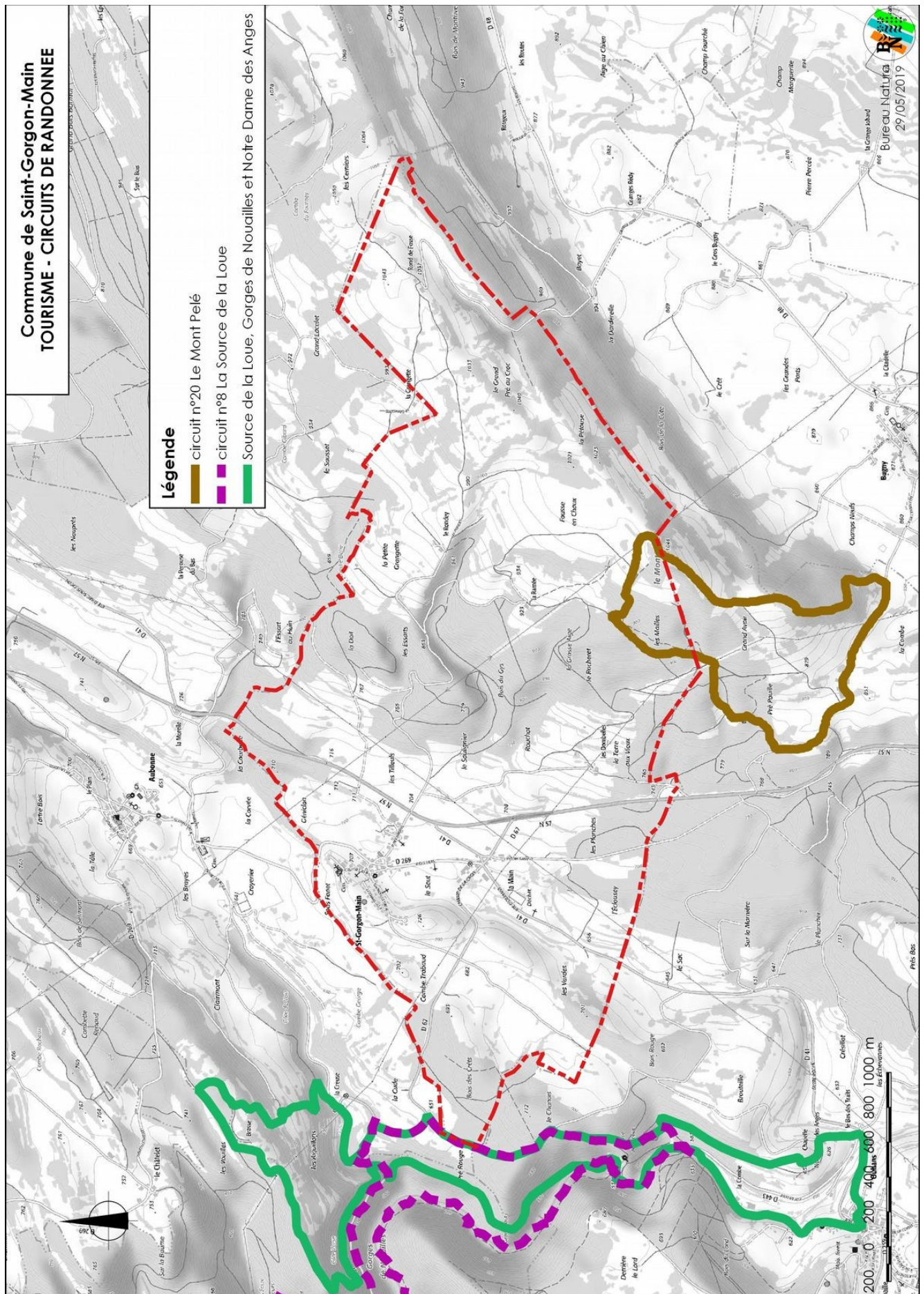
La première carte ci-dessous illustre les parcours cyclables et pédestres les plus fréquentés (plus l'intensité de couleur est forte plus l'itinéraire est utilisé) sur le territoire communal.

La deuxième carte présente les sentiers balisés et itinéraires de découverte existants sur la commune ou à proximité.

Plusieurs chemins de randonnée sont recensés sur la commune :

Le GR595 sur Ouhans avec une boucle vers le Mont Pelé (circuit n°20 "Le Mont Pelé" ; cette randonnée permet de gravir le Mont Pelé (1045 m), sommet le plus à l'ouest de l'anticlinal du Crêt Monniot. La vue au sommet s'ouvre sur la Haute-Vallée de la Loue et le Val des Usiers en contre-bas, mais aussi sur la Haute-Chaîne du Jura), le circuit n°8 "La Source de la Loue"/ variante GR595 et antenne longeant la commune vers l'Ecomusée de l'Abeille (Ouhans -> Aubonne/boucle dominant les gorges de la Loue et circuit n°13 "les Aiguillons de Brasse").







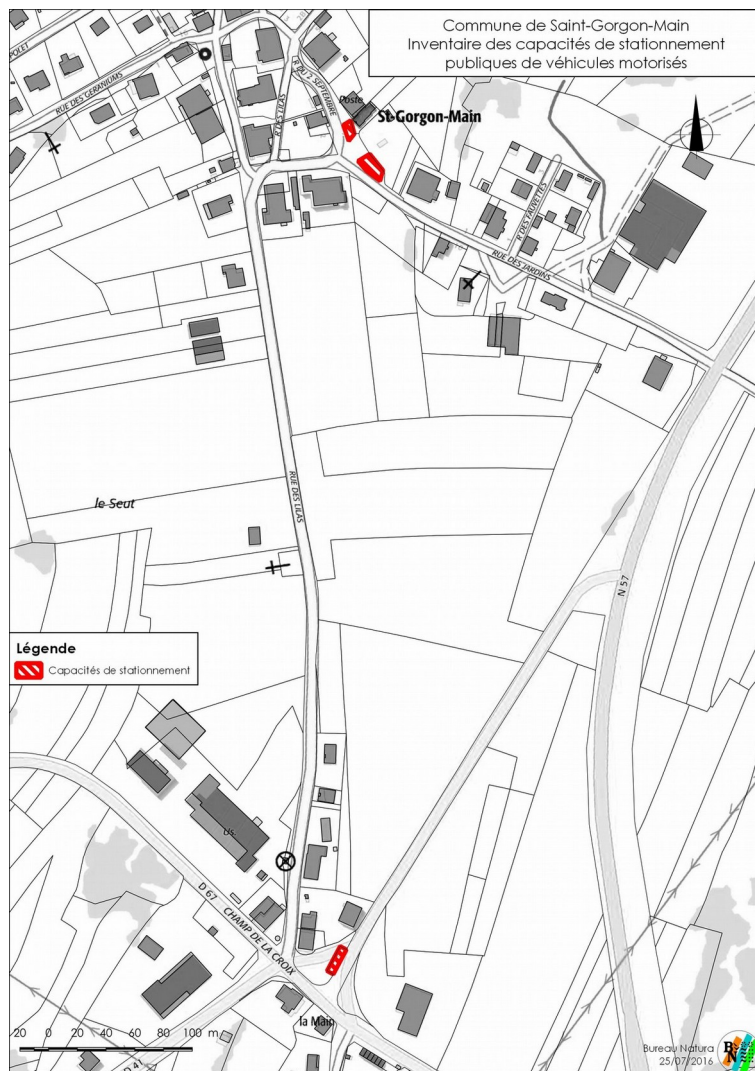
5.5 Inventaire des capacités de stationnement

A. STATIONNEMENT DE VÉHICULES MOTORISÉS

La commune dispose de plusieurs espaces de stationnement matérialisés au sol, à proximité des équipements publics (plateforme mairie, salle des fêtes sur Saint-Gorgon et un espace à la Main proche d'un arrêt de bus). Elle offre environ une quinzaine de places, offre adaptée à la situation locale.

B. VÉHICULES HYBRIDES ET ÉLECTRIQUES ET VÉLOS

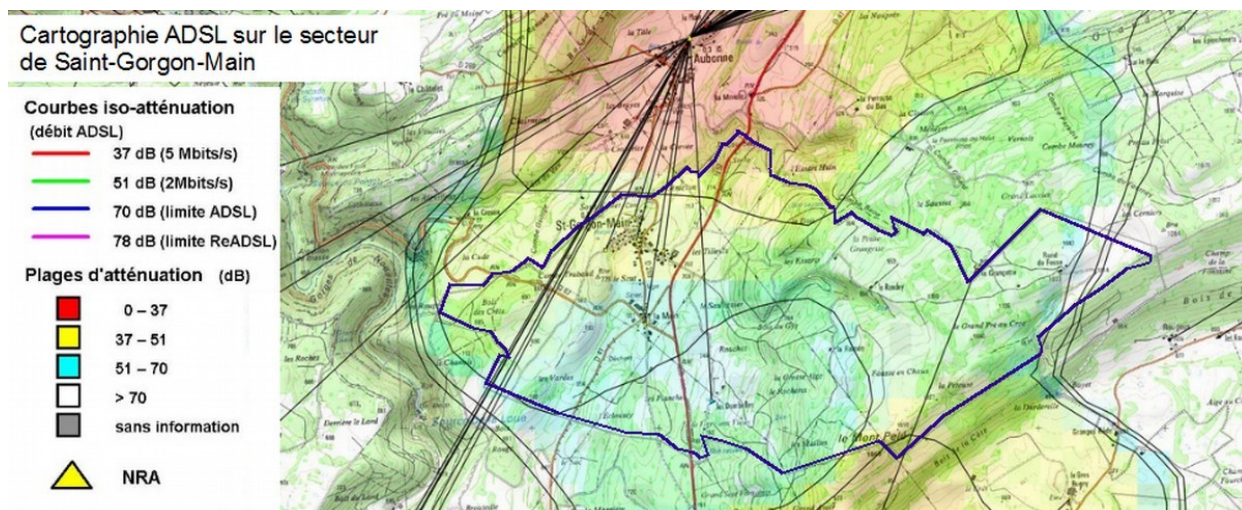
La commune ne dispose d'aucune capacité en la matière. Aucun besoin n'est mis en évidence compte-tenu des caractéristiques du territoire.





6. Réseaux numériques, technologies de l'information et de la communication

Le déploiement des réseaux à Très Haut Débit (THD), en fibre optique notamment, représente un enjeu d'aménagement du territoire très important. Il constitue un levier pour la compétitivité des entreprises et un facteur essentiel d'attractivité des territoires. Il facilite en outre, le développement de services innovants pour les entreprises, les acteurs publics et l'ensemble des citoyens.



Source : Cartographie DSL Bourgogne, Application Cartélie

Avertissement: cette carte, construite par échantillonnage géographique, a pour seul objectif de présenter une localisation des zones sur lesquelles les services DSL utilisant la boucle locale téléphonique ont de fortes probabilités d'être nuls ou dégradés.

Elle représente les performances potentiellement permises par l'atténuation des lignes en cuivre. Les débits indiqués le sont à titre indicatif: ils supposent un équipement complet des répartiteurs en technologie ADSL¹⁰.

Il n'y a pas de nœud de raccordement¹¹ ADSL installé dans la commune de Saint-Gorgon-Main. Le NRA se situe à Aubonne.

La commune de Saint-Gorgon-Main ne dispose pas encore de la fibre optique.

Le tableau ci-après recense les points (affaiblissement¹²) en décibels sur la commune (points localisés sur la carte ci-dessus) :

ID	commune	codeposte	codeinsée	adresse tel	lieudit	code nra	longueur	débit	affaiblissement	débit adsl
579030627	SAINT-GORGON-MAIN	25520	25517	RUE DE L'EGLISE	RUE DE L'EGLISE	25029AUB	3691	4/10 sur 286m 6/10 sur 3405m	40.86	4193
579030819	SAINT-GORGON-MAIN	25520	25517	RUE DES FAUVETTES	RUE DES FAUVETTES	25029AUB	3645	4/10 sur 240m 6/10 sur 3405m	40.17	4356
802551701177	SAINT-GORGON-MAIN	25520	25517	LA MAIN	LA MAIN	25029AUB	4237	4/10 sur 832m 6/10 sur 3405m	49.05	2353
579030579	SAINT-GORGON-MAIN	25520	25517	5 RUE DES GERANIUMS	RUE DES GERANIUMS	25029AUB	3658	4/10 sur 253m 6/10 sur 3405m	40.37	4309
579030820	SAINT-GORGON-MAIN	25520	25517	9 RUE DU 2 SEPTEMBRE	RUE DU 2 SEPTEMBRE	25029AUB	3446	4/10 sur 41m 6/10 sur 3405m	37.19	5050

¹⁰ **ADSL** (Asymmetric digital subscriber line - ligne d'abonné numérique asymétrique) : technique permettant l'utilisation de la ligne d'abonné pour la transmission des signaux internet

¹¹ **NRA** (Nœud de Raccordement d'Abonnés) : Appellation technique du central téléphonique de France Télécom.

¹² **L'affaiblissement** en décibel (dB) est proportionnel à la longueur du câble. Il dépend aussi du calibre du câble. Le débit d'un accès ADSL est d'autant plus faible que la ligne de cuivre téléphonique est longue.



Internet et Internet mobile sur la commune, source : DataFrance

Saint-Gorgon-Main

25520

Internet

2015

	Toutes technologies	Fibre	DSL	Câble
Tout débit confondu	100 %	0 %	100 %	0 %
3 Mbit/s et +	81 %	0 %	81 %	0 %
8 Mbit/s et +	26 %	0 %	26 %	0 %
30 Mbit/s et +	0 %	0 %	0 %	0 %
100 Mbit/s et +	0 %	0 %	0 %	0 %

Internet mobile

2015

	Par au moins un opérateur	Bouygues Telecom	Free Mobile	Orange France	SFR
4G	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
3G	100 %	0 %	100 %	100 %	100 %
2G	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Le réseau Internet et téléphonie est satisfaisant.

Concernant le haut débit, la commune n'est pas prioritaire compte-tenu de sa desserte correcte.



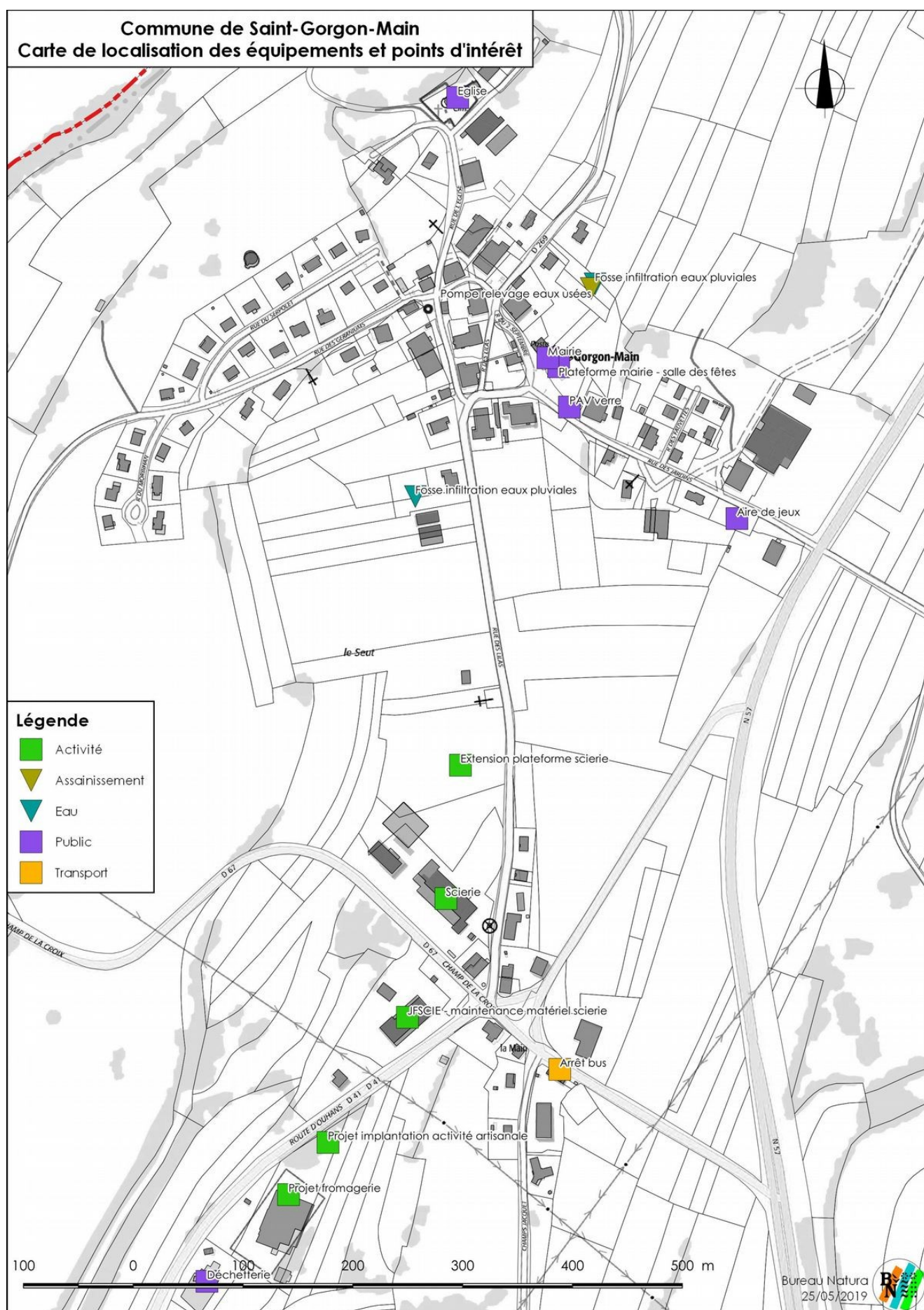
7. Les équipements et services¹³

L'INSEE définit une liste de 36 équipements, commerces et services principaux (comme l'existence d'une gendarmerie, d'une école, d'un salon de coiffure, d'un médecin, d'un cinéma, etc.). Cette liste permet d'établir un niveau d'équipement pour chaque commune et d'évaluer sa dépendance par rapport à d'autres pôles pour les équipements et services non présents sur place, ou au contraire son rôle attractif par rapport aux communes voisines.

Saint-Gorgon-Main affiche un niveau d'équipement de 5, ce qui correspond à un niveau faible. Les équipements et services suivants sont présents sur la commune même.

<p><u>scolaire et périscolaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - RPI : Ouhans – Saint-Gorgon-Main – Aubonne – Renédale groupe scolaire de 2013 à Ouhans ainsi que cantine et garderie / 105 enfants – 5 classes <p>sports :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rue des Jardins – petit terrain de sport à l'Est du village proche RN57 (buts foot + panneau basket – emprise clôturée) <p>loisirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Associations : La Saint-Gorgonnaise (animations : arbre de Noël + 7-8 manifestations dans l'année) Chasseurs Autres associations avec une portée plus intercommunale (sport, culture et autres...) 	<p><u>autres bâtiments publics :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - mairie - salle des fêtes <p><u>capacité d'accueil touristique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Gîtes Le Champ du Seu (3 chbres-8 pers) + Les Grands Champs (2 chbres-5 pers)
--	---

¹³Source : INSEE – Inventaire Communal 1998 – Mise à jour Natura 2016





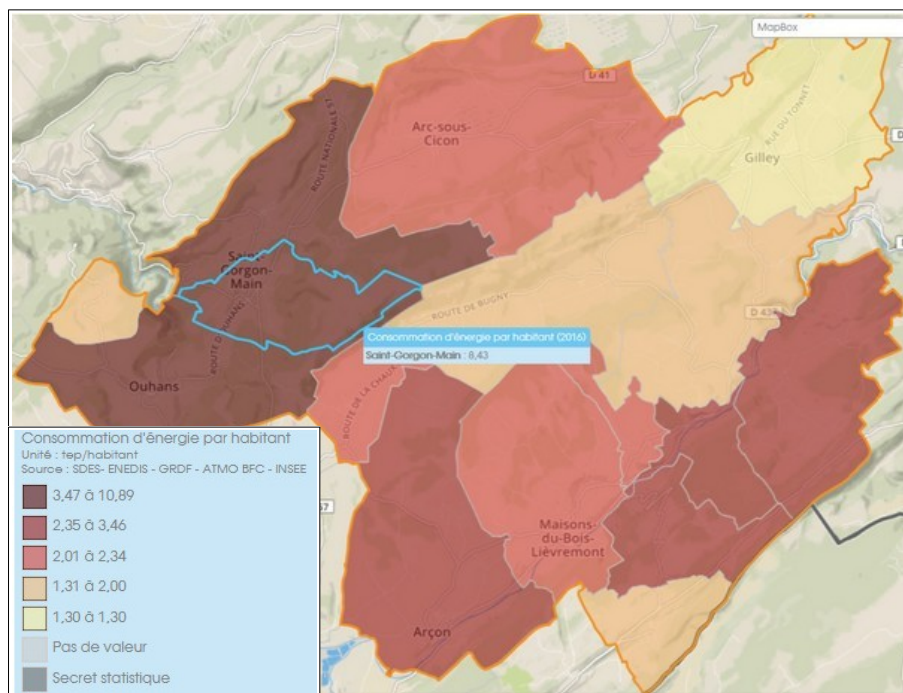
8. Énergie, air, climat¹⁴

Source : Plate-forme territoriale et régionale Climat Air Energie de Bourgogne-Franche-Comté (OPTEER)

8.1 Consommation d'énergie par habitant

La consommation d'énergie par habitant en 2016 est de **8,43 tep/habitant sur la commune de Saint-Gorgon-Main**. On peut supposer qu'elle est liée à un niveau de déplacements important.

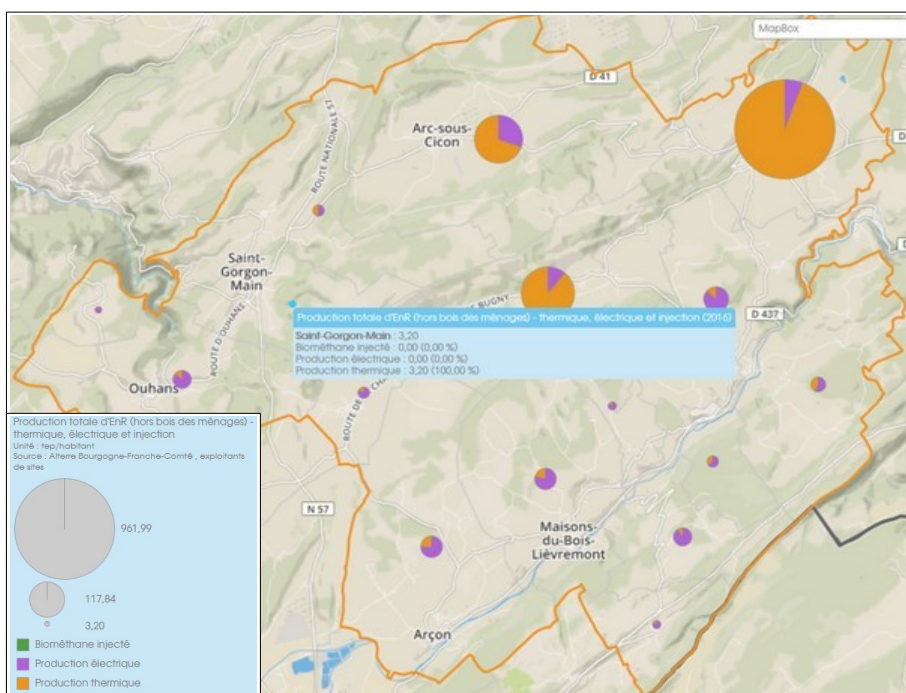
Et on observe que cette consommation d'énergie par habitant se situe dans la moyenne du secteur puisque les communes voisines présentent également des niveaux de consommation d'énergie assez élevés (Ouhans : 5,25 tep/habitant, Aubonne:10,89 tep/habitant).



8.2 Production d'énergies renouvelables

La production d'énergies renouvelables en 2016 sur la commune de Saint-Gorgon-Main est de **3,20 tep/habitant**. Parmi les énergies thermique, électrique et de biométhane injecté, **100 % de l'énergie renouvelable produite sur la commune est de l'énergie thermique**.

En comparaison avec les communes du secteur, Saint-Gorgon-Main affiche un faible niveau de production d'énergies renouvelables. En effet, les communes voisines ont une production d'énergies renouvelables



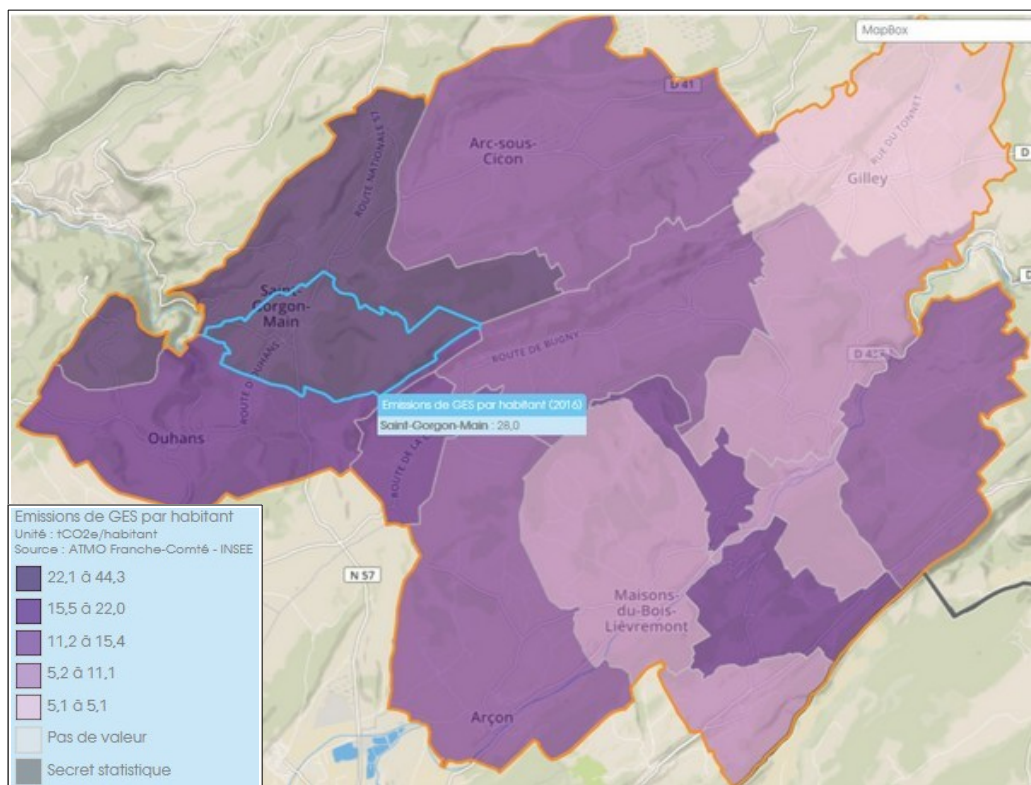
¹⁴ Données et cartes extraites de la Plate-forme Régionale Air Energie Climat Bourgogne Franche-Comté



beaucoup plus élevée que Saint-Gorgon-Main : 34,24 tep/habitant à Ouhans et 11,86 tep/habitant à Aubonne.

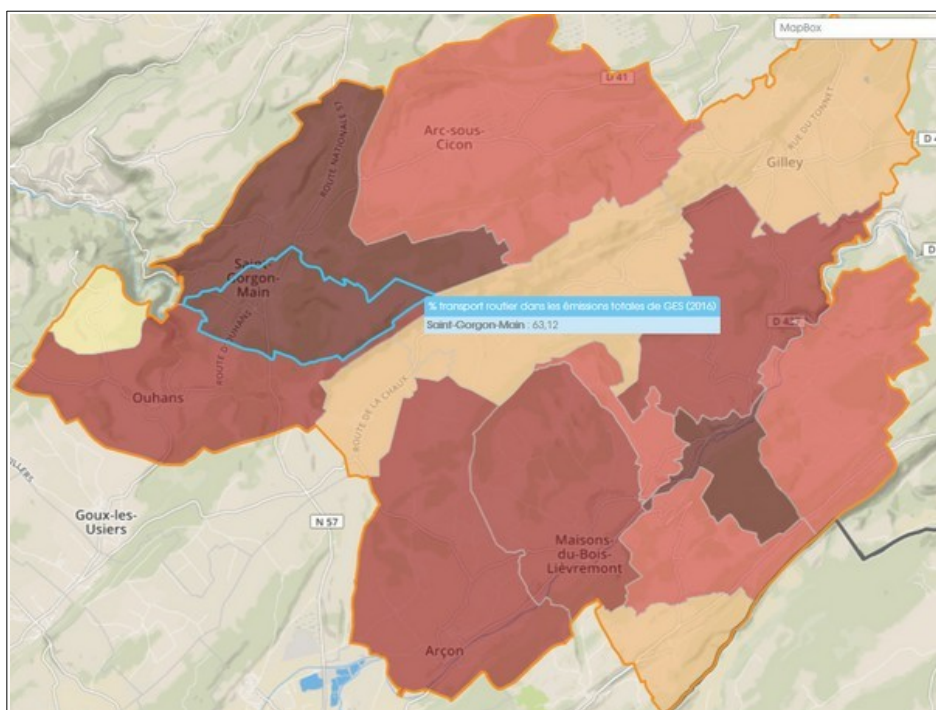
8.3 Émissions de gaz à effet de serre

Les émissions de gaz à effet de serre par habitant pour l'année 2016 sur la commune de Saint-Gorgon-Main représentent **28 tCO₂e/habitant**. Elles se situent dans les valeurs hautes et correspondent à des valeurs qui ont été relevées sur d'autres communes du secteur : 22 tCO₂e/habitant à Ouhans et 44,3 tCO₂e/habitant à Aubonne.



Quant aux émissions de gaz à effet de serre liées au transport, **les transports représentent 63,12 % des émissions de gaz à effet de serre émises sur la commune, soit plus de la moitié**.

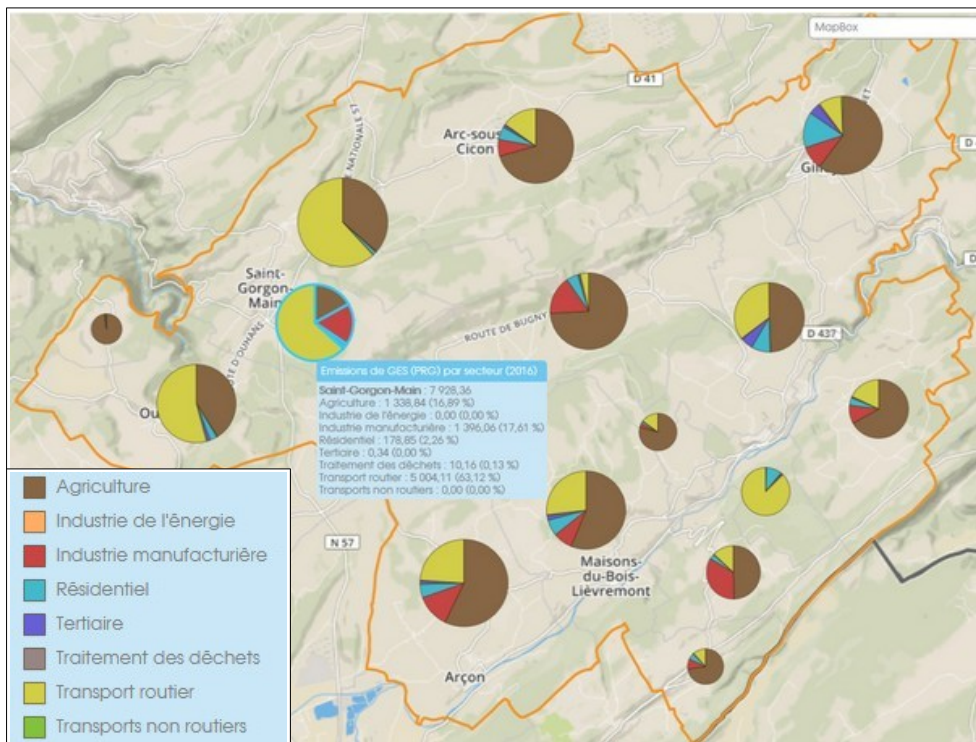
Ainsi, le transport fait augmenter les émissions de gaz à effet de serre relevées sur le territoire communal, et plus précisément le trafic routier sur la RN57, axe de transport routier très emprunté traversant le territoire de la com-





munie de Saint-Gorgon-Main. **Par conséquent, les émissions de gaz à effet de serre relevées ne sont pas directement dues aux habitants de la commune. Elles résultent en fait du trafic de transit. Il existe donc ici un biais statistique.**

Si on observe le détail des émissions de gaz à effet de serre par secteur, on se rend effectivement compte que **le transport routier, l'industrie manufacturière et l'agriculture** constituent les principaux postes des émissions de gaz à effet de serre générées sur le territoire communal avec un poids respectif de 63,12 %, 17,61 % et 16,89 % au sein des émissions de gaz à effet de serre.

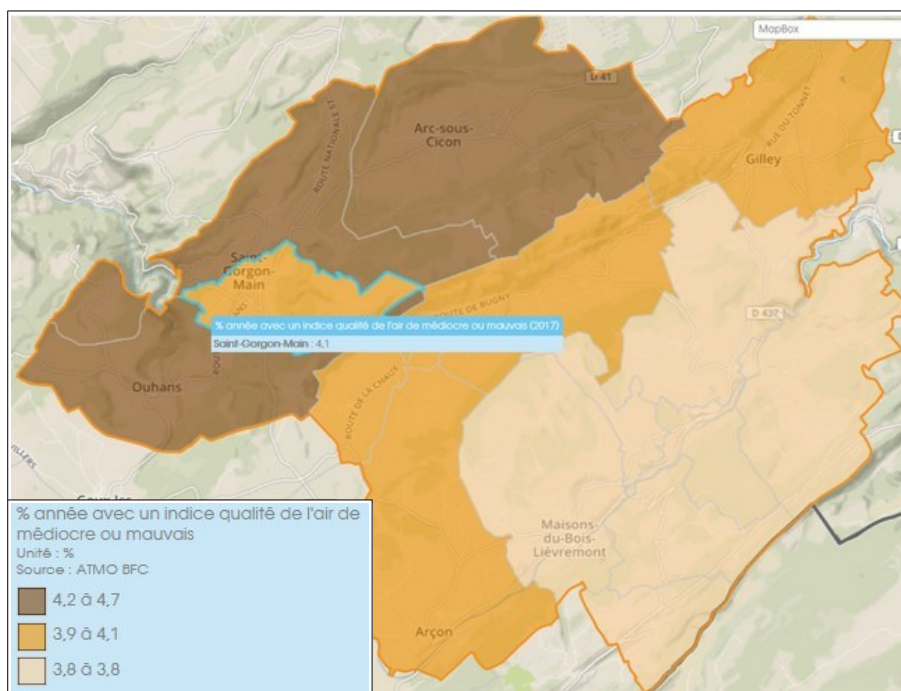




8.4 Qualité de l'air

La qualité de l'air s'évalue grâce à l'indice de qualité de l'air, situé sur une échelle de 1 à 10. L'indice est dit médiocre pour des valeurs de 6 à 7 et il est mauvais pour des valeurs allant de 8 à 10. La carte ci-contre indique le pourcentage de jours au cours desquels l'indice était médiocre ou mauvais. Il apparaît que sur la commune de Saint-Gorgon-Main, **4,1 % des jours de l'année 2017 avaient un indice de qualité de l'air médiocre ou mauvais.**

Cette valeur se situe dans la moyenne du secteur et elle est légèrement plus faible que sur les communes voisines : 4,7 % de jours de l'année 2017 avec un indice de qualité de l'air médiocre ou mauvais relevé à Ouhans et à Aubonne.





E. Contraintes et normes supra-communales, informations diverses

Un certain nombre de dispositions réglementaires et d'informations diverses doivent être mentionnées. En effet, la carte communale intègre à divers degrés, de nombreux dispositifs juridiques dits de « portée supra-communale ». C'est notamment le cas des lois générales d'aménagement et d'urbanisme, dont en particulier les articles L101-1 et L101-2 du Code de l'Urbanisme, mais également de documents de planification (lorsqu'ils existent), comme les SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) et d'un certain nombre de législations spécifiques ou d'informations de portée générale que la carte communale doit prendre en compte.

1. Le Schéma de Cohérence Territoriale

La commune de Saint-Gorgon-Main est comprise dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale Pays du Haut Doubs, qui est en cours d'élaboration.

2. Les servitudes d'utilité publiques (S.U.P)

La carte communale doit impérativement être conforme avec leurs prescriptions. Elles sont annexées au présent dossier (voir pièces n°3.1. et 3.2. de la carte communale).

Le territoire de la commune de Saint-Gorgon-Main est concerné par les servitudes d'utilité publiques suivantes :

- **EL7** : servitude d'alignement des voies publiques (RD41 -service gestionnaire : CG)
- **I4** : servitude relative au transport d'énergie électrique :
 - Ligne 400kV n°1 Frasne-Mambelin,
 - Ligne 225kV n°1 Mambelin-Pontarlier,
 - Ligne 63kV n°1 Mouthier-Pontarlier.
 Service d'exploitation du réseau de ces ouvrages (RTE-GMR Bourgogne-Pont Jeanne Rose-71210 ECUISSES).
- **PT2LH** : servitude de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles - Laviron/Vyt les Belvoir - Décret du 05/05/1988 (service gestionnaire : France Telecom)

(Voir carte ci-après)

3. Le Schéma Régional Climat Air Énergie (S.R.C.A.E) et le Schéma Régional Éolien (S.R.E)

Le Schéma Régional Climat Air Énergie de Franche-Comté a été approuvé par arrêté n° 2012327-0003 du 22 novembre 2012. Ce document définit les orientations et objectifs régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables, de lutte contre la pollution atmosphérique et d'adaptation au changement climatique.

Le Schéma Régional Éolien a été approuvé par arrêté 2012 282-0002 du 8 octobre 2012. Ce document a pour objectif de définir les zones favorables au développement de l'éolien, c'est-à-dire qui concilient les objectifs énergétiques avec les enjeux environnementaux. Il établit la liste des communes dans lesquelles sont situées les zones favorables.



Le territoire de la commune de Saint-Gorgon-Main est dit "favorable à l'implantation d'éolienne sans secteur d'exclusion" (au stade du schéma régional).

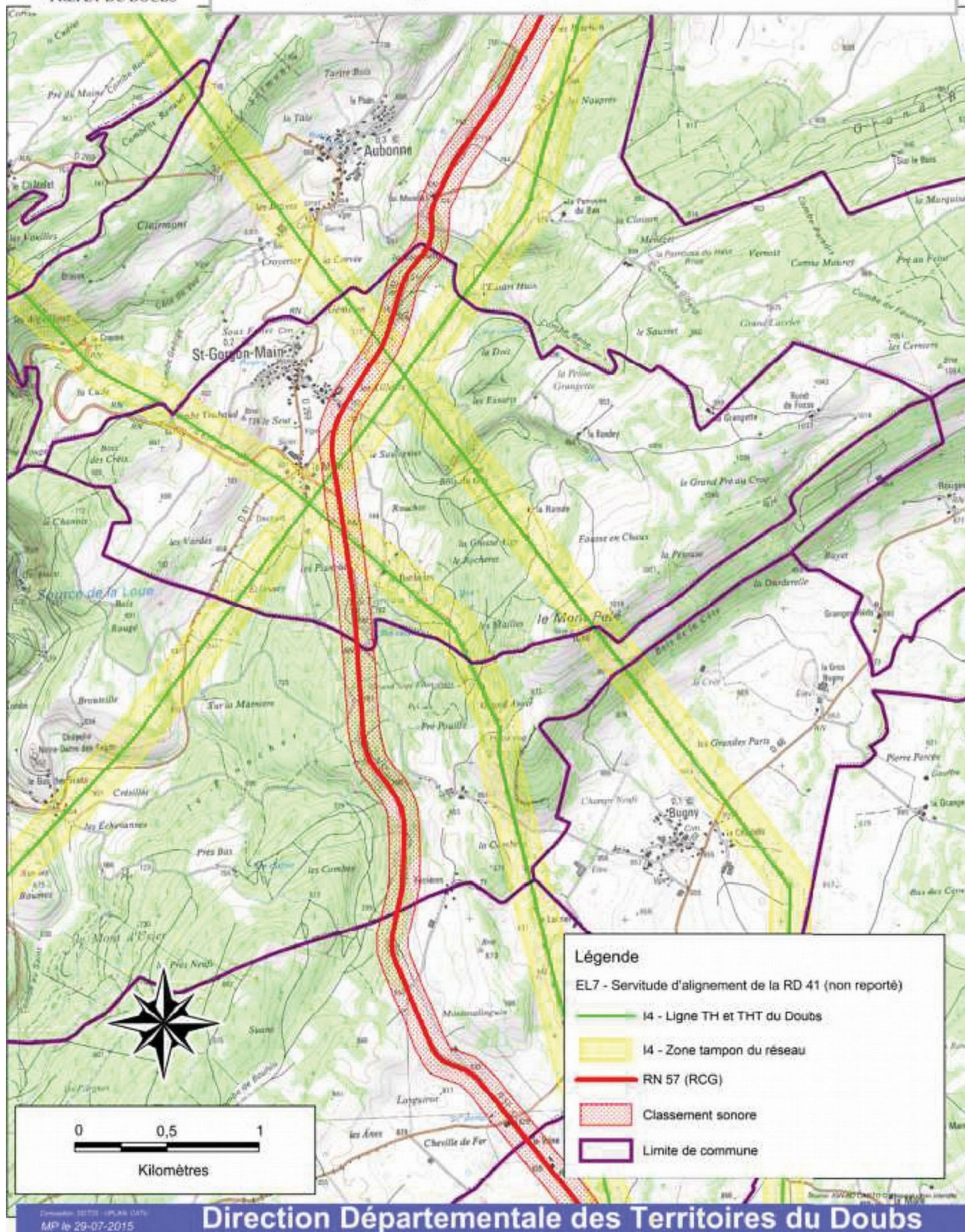
4. La loi «Montagne» du 9 janvier 1985

La commune de Saint-Gorgon-Main étant située en zone de montagne, elle est soumise à la loi relative au développement et à la protection de la montagne dite loi «Montagne» n°85-30 du 9 janvier 1985, complétée par la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux. De ce fait, en vertu de cette loi, la carte communale doit respecter les principes suivants :

- préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles pastorales et forestières
- préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard
- le développement touristique doit respecter la qualité des sites
- l'urbanisation doit être réalisée en continuité des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants



Synthèse des servitudes d'utilité publique et autres contraintes



Source : Porter-à-connaissance de l'État



F. Consommation foncière au cours de la décennie écoulée

1. Méthode

L'article L151-4 du Code de l'urbanisme précise que le rapport de présentation du P.L.U. analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques. [...].

Afin d'établir cette analyse, sont pris en compte sur une échelle de temps de l'ordre de 10 ans, les éléments ci-après, selon disponibilité des différentes sources d'informations :

- Collecte et analyse des permis de construire délivrés en fonction de la taille d'assiette des nouvelles constructions (on ne prenant en compte que les constructions sur parcelles initialement non bâties). Distinction effectuée entre bâtiments agricoles, d'activités et d'habitation.
- Photo-interprétation : superposition du cadastre récent ou d'une photo aérienne récente sur photo aérienne ancienne (une dizaine d'années – en fonction des campagnes photographiques disponibles), afin d'identifier les surfaces artificialisées et de déterminer la nature initiale des terrains concernés (forêt, espace naturel, agricole, espace artificialisé ou d'accompagnement du bâti...)
- Données institutionnelles (Etat, collectivités...) - données issues des EPCI en charge des S.CO.T., etc.
- Synthèse des approches précédentes sachant que les dates de délivrance des PC ou de prises de vues aériennes et/ou du cadastre, etc. ne coïncident pas exactement dans le temps => estimation des surfaces concernées

2. Analyse

Les surfaces consommées sur la période 2001/2016 (période de 15 ans) se répartissent de la façon suivante (en ha) :

	2001-2016 (15 ans) ¹⁵			Moyenne/10 ans	
	Surface	Nombre	Densité	Nombre	Surface
Habitat	2,00	19	1053 m ² /hab 9,5 logts/ha		1,33
Agriculture					
Activités	2,08	5			1,39
Équipements publics					
TOTAL SURFACE CONSOMMEE	4,08				2,72
Moyenne annuelle	0, 27 ha/an				

L'habitat et l'activité ont été les seules causes de consommation foncière au cours des 15 années écoulées.

La densité d'habitat est restée inférieure à 10 logements par hectare (9,5 logts/ha).

Si l'on s'intéresse de plus près à la nature des espaces consommés, on constate que ce sont les espaces agricoles qui ont été prioritairement mis à contribution, tout d'abord pour l'habitat, et ensuite les espaces artificialisés (dents creuses) pour l'habitat. Ensuite, ce sont les espaces agricoles pour la création d'activités. Les espaces naturels n'ont quant à eux pas subi d'atteinte directe.

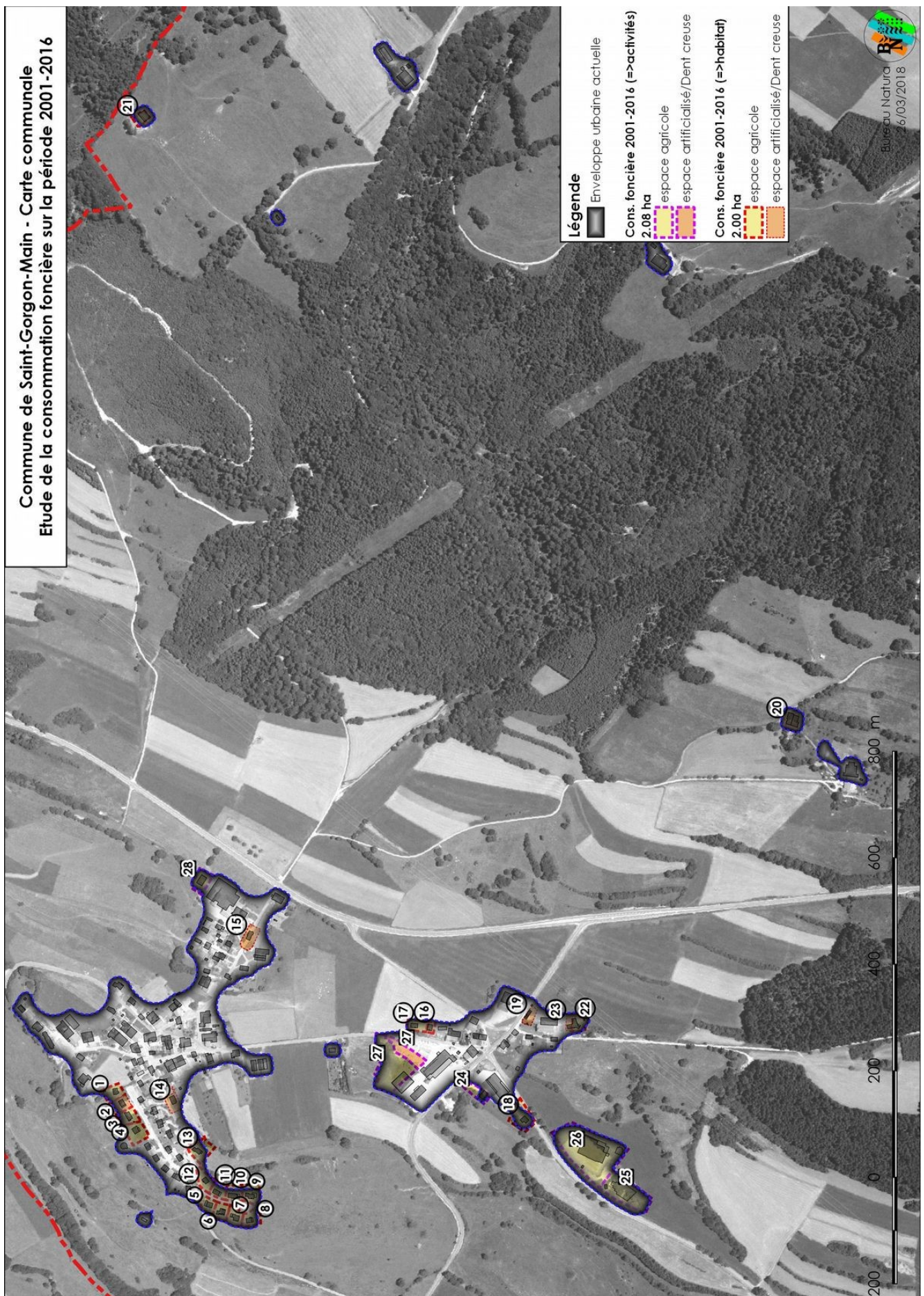
¹⁵ Les données disponibles par photointerprétation s'établissant sur la période 2001-2016, et la dernière période intercensitaire de l'INSEE s'établissant sur la période 1999-2012, les données obtenues par photo-interprétation ont été rapportées à 10 ans (valeur moyenne) afin d'établir une valeur utilisable sur une période comparable (calcul basé sur l'hypothèse que la tendance est globalement similaire sur 1999-2012 et sur 2001-2016).



	Habitat		Agriculture		Activités		Équipements publics		TOTAL	
	2001-2016 (16 ans)	Moy/10 ans	2001-2016 (16 ans)	Moy/10 ans	2001-2016 (16 ans)	Moy/10 ans	2001-2016 (16 ans)	Moy/10 ans	2001-2016 (16 ans)	Moy/10 ans
Espaces agricoles	1,54	1,03			1,94	1,29			3,48	2,32
Espaces forestiers										
Espaces naturels										
Autres (dents creuses et espaces artificialisés)	0,46	0,31			0,14	0,09			0,60	0,40
TOTAL	2,00	1,34			2,08	1,39			4,08	2,72

Les espaces artificialisés prennent en compte des terrains libres au sein du bâti, ayant un usage non agricole et n'ayant pas un caractère naturel : parcelles libres en lotissement, terrains d'agrément particuliers, remblais, emprises diverses...

La carte et le tableau ci-après détaillent la présente analyse.



Moyenne sur
10 ansTotal
2001/2016
(15 ans)Activités (y.c. agricoles)
2001/2016

n°	O.S. initiale	Destination finale	Surf.(m2)
24	espace agricole	activités	987.4
25	espace agricole	activités	3722.4
26	espace agricole	activités	8661.9
27	espace agricole	activités	4904.4
28	espace agricole	activités	1094.5
27	espace artificialisé/Dent creuse	activités	1431.6

Total EA : 1,94 ha.

Total DC : 0,14 ha.

Total activités : 2,08 ha.

Habitat
2001/2016

n°	O.S. initiale	Destination finale	Surf.(m2)
1	espace agricole	habitat	939.4
10	espace agricole	habitat	898.6
11	espace agricole	habitat	802.3
12	espace agricole	habitat	882.6
13	espace agricole	habitat	1285.6
16	espace agricole	habitat	277.6
17	espace agricole	habitat	750
18	espace agricole	habitat	1653.1
21	espace agricole	habitat	574.9
22	espace agricole	habitat	708.2
3	espace agricole	habitat	948
4	espace agricole	habitat	1306.4
5	espace agricole	habitat	736
6	espace agricole	habitat	782.7
7	espace agricole	habitat	919.1
8	espace agricole	habitat	929.8
9	espace agricole	habitat	1066.3
14	espace artificialisé/Dent creuse	habitat	811.9
15	espace artificialisé/Dent creuse	habitat	1028.3
19	espace artificialisé/Dent creuse	habitat	560.3
2	espace artificialisé/Dent creuse	habitat	910
20	espace artificialisé/Dent creuse	habitat	962.3
23	espace artificialisé/Dent creuse	habitat	328.9

Total EA : 1,54 ha.

Total DC : 0,46 ha.

Total habitat : 2,00 ha.

Densité moyenne : 9.5 logt/ha

Moyenne de consommation annuelle d'espace : 0.27 ha/an



G. Conclusion : enjeux, atouts et contraintes

Les principaux traits de la commune sont notamment :

- une commune multipolarisée située à une vingtaine de kilomètres au nord de Pontarlier et à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Besançon ;
- une progression démographique assez forte qui s'accompagne d'une augmentation du nombre de ménages depuis 1999 ;
- un nombre de personnes par ménage qui fluctue entre les deux derniers recensements pour atteindre 2,78 personnes par ménage en 2012, chiffre dans la moyenne du secteur ;
- malgré plusieurs activités contribuant à l'attractivité de la commune, une commune dépendante des pôles d'emplois du secteur ;
- une population jeune et active;
- des besoins en logements nouveaux, pour les années à venir ;
- des logements vacants qui représentent 2,6 % du parc, taux très faible, dans le seuil de fluidité du marché ;
- un parc de logements relativement diversifié bénéficiant de logements locatifs ;
- des migrations alternantes importantes ;
- des activités agricoles pérennes ;
- des espaces forestiers occupant des superficies non négligeables (près de 35 % de la superficie communale) ;
- un environnement naturel de grande valeur et des continuités écologiques majeures à protéger (ZNIEFF...)
- un paysage de valeur à préserver (cônes de vue majeurs, éléments architecturaux et paysagers de valeur)
- des contraintes en matière de risques (atlas des mouvements de terrain...).

La carte ci-après effectue un récapitulatif des principaux enjeux et contraintes d'aménagement affectant le territoire communal.

